

GILLES AMIEL DE MÉNARD

LA **COVID-19** DANS LA STRATÉGIE DES CLASSES DOMINANTES

Recueil d'articles publiés de février 2021 à février 2022
sur *lepetitnationiste.fr*



Le Petit Nationiste

Présentation

Les textes d'analyse de la crise du Covid ici rassemblés ont été écrits à chaud, en fonction des informations à peu près dignes de confiance qu'il était alors possible de rassembler (ce qui a été une des difficultés caractéristiques de cette crise). Ils ne me paraissent néanmoins pas périmés. Leur intérêt est double. D'une part, ils présentent la logique d'ensemble du processus qui s'est alors mis en place, en sortant du discours officiel (discours qui n'a été qu'une interminable propagande, proche de la violence et de l'ubiquité d'une propagande de guerre). D'autre part, ils tentent de replacer tous ces aspects dans le temps long du néolibéralisme des pays occidentaux, à l'œuvre depuis une cinquantaine d'années. Or, pour l'instant, je n'ai pas vu ailleurs une analyse tentant d'opérer cette mise en perspective.

La thèse développée dans ces textes est que l'on ne peut pas comprendre pourquoi il s'organise un contrôle de plus en plus serré des populations occidentales sans en souligner la *nécessité logique*. Cette nécessité provient des conséquences du néolibéralisme pratique qui organise désormais toutes nos institutions principales. Il faut comprendre que s'il n'y avait pas eu l'instrumentalisation de la Covid, il y aurait eu (et il y aura) *n'importe quoi d'autre* qui puisse déboucher sur une emprise technocratique sur chaque individu. Cette emprise doit permettre le suivi centralisé des actes sociaux de chacun, et sa désocialisation administrative arbitraire lorsqu'il apparaît que son comportement ne suit pas les injonctions gouvernementales du moment.

Par néolibéralisme, il n'est pas ici question d'une doctrine idéologique (de ce point de vue, ce courant est divers, voire hétérogène), mais de la mise en place de toutes les institutions qui caractérisent sa logique fondamentale, à savoir la tentative de sortir radicalement l'économie et le social de toute logique démocratique, et même politique. En gros, il s'agit de la généralisation du « libre-échange » (ou, si l'on préfère, la généralisation de la division internationale du travail sur la base du moins-coûtant, car là non plus il ne s'agit pas d'un problème idéologique), de la financiarisation de l'économie et des budgets publics (la prise de contrôle des pouvoirs financiers sur la production privée et sur les acteurs publics), et enfin du contournement de tous les processus démocratiques qui reposaient sur les communautés politiques nationales, par des traités supranationaux et des institutions multilatérales dédiées à l'application de ces traités. Voilà ce qui constitue les piliers institués du néolibéralisme pratique, dans ses aspects concrets et sa stratégie d'application. Ce processus vise toujours à libérer les pouvoirs financiers de toute pression politique et démocratique. Ces piliers institutionnels forment un système cohérent, très efficace, et dont il faut comprendre la logique interne. Mais le succès spectaculaire de cette stratégie (du point de vue de ses bénéficiaires bien sûr) implique une formidable involution démocratique et

sociale, de plus en plus visible, cumulative, déconstruisant ce qui avait fait la force et la stabilité des pays occidentaux de l'après-guerre.

Plutôt que de mettre un bémol à cette dangereuse déstabilisation structurelle, face à une colère populaire montante quoique non instituée, face au déclassement mondial des pays occidentaux du fait de la désindustrialisation qui fait partie des nécessités pratiques du néolibéralisme, les classes dominantes ont enclenché une fuite en avant. Elles radicalisent leur stratégie et construisent ainsi une sorte de *totalitarisme nouveau*, technologique et non sanglant, mais d'une très grande violence sociale et physique. C'est dans ce cadre que se placent les « politiques publiques » de la Covid. C'est dans le même cadre que s'inscrit leur stratégie apparemment insensée face à la Russie au gré de la crise ukrainienne.

C'est cette mise en perspective globale qui fait, selon nous, l'intérêt de ces textes, quelle que soit la fragilité de tel ou tel point technique et la péremption éventuelle de telle ou telle affirmation pratique. Il faut également comprendre pourquoi, si les classes dominantes occidentales ne craignent pour le moment aucun mouvement organisé capable de renverser les piliers institutionnels qui font leur force, elles seront (et sont déjà partiellement) les perdantes de l'histoire au niveau mondial, du fait d'avoir déconstruit ce qui faisait la puissance matérielle des pays « occidentaux », à savoir l'industrie. Il est par ailleurs prévisible que les populations occidentales n'accepteront pas éternellement cette gigantesque involution sociale et démocratique, et cette nouvelle déconstruction de la société après les convulsions du premier XX^e siècle (même si l'histoire ne se répète pas, des causes comparables produisent des effets comparables).

L'instrumentalisation de la Covid-19

Le coronavirus est instrumentalisé jusqu'à la corde par les classes dominantes pour pouvoir produire des effets qui intéressent l'agenda néolibéral. Les faits s'accumulent qui rendent crédible cette hypothèse.

1 – Peut-on raisonnablement penser que la crise de la Covid-19 est le résultat d'une volonté délibérée des classes dominantes (autrement dit d'un complot) ?

« Complot » est un terme écran, connoté très négativement, et bien entendu, personne n'a envie d'être traité de « complotiste », c'est-à-dire de paranoïaque qui invente en permanence des plans secrets ourdis par quelques personnes très puissantes afin de manipuler l'intégralité du monde. Cette accusation, parfois fondée, parfois seulement rhétorique, est de plus en plus mobilisée pour décrédibiliser toute pensée critique qui conteste les versions officielles des médias dominants et des pouvoirs publics, ces derniers ayant de plus en plus tendance à se prendre pour un vaste « ministère de la Vérité » ... D'un autre côté, et comme disait Woody Allen, « même les paranoïaques peuvent avoir de vrais ennemis » ! Ça n'est donc pas parce qu'il faut ne faut pas verser dans la paranoïa ou le *complotisme* qu'il faudrait pour autant verser dans l'excès inverse, et croire naïvement que les classes dominantes n'auraient pas des stratégies qui leur soient propres, visant à augmenter leur richesse et leur pouvoir... De ce fait, elles auront tendance à imposer un récit décrivant la réalité sociale qui favorise leurs stratégies, et l'actuelle perméabilité inédite entre pouvoirs publics et pouvoirs privés, ainsi que la possession entre quelques mains de tous les médias importants favorise l'imposition d'un tel récit et la décrédibilisation systématique de ceux qui le remettent en question. Ceci étant posé, peut-on penser que non seulement la Covid-19 est instrumentalisée, mais qu'elle découle d'une stratégie délibérée, c'est-à-dire qu'elle a été créée de toutes pièces par ceux qui comptaient l'instrumentaliser ?

Plusieurs éléments permettent d'évacuer assez sûrement cette hypothèse.

Première évidence : créer un virus et/ou le laisser s'échapper volontairement est une chose, mais le contrôler en est une autre. La stratégie qui consisterait à créer puis à diffuser un virus serait spectaculairement hasardeuse, brouillonne et irrationnelle, car par définition, un virus n'est pas maîtrisable. La complexité de ses interactions avec le corps humain et son

système immunitaire, et des paramètres, évolutifs, qui débouchent sur sa contagiosité et sa létalité finale est telle, qu'on ne peut pas connaître les effets qu'il aura dans une population réelle. Sa virulence, sa dangerosité, la durée pendant laquelle il exercera ses effets... tout cela constitue une équation à trop d'inconnues pour qu'une stratégie sérieuse puisse solidement reposer dessus. Un tel acte pourrait créer un véritable fléau, allant jusqu'à emporter avec lui ses auteurs (les classes dominantes elles-mêmes dans l'hypothèse d'un complot ourdi par elles). Mais il pourrait tout autant ne produire presque aucun effet. Bref, il ne paraît pas sérieux d'affirmer que les classes dominantes aient choisi de faire reposer des objectifs ambitieux sur la diffusion volontaire d'un virus.

Deuxième évidence : si la diffusion d'un virus avait été une stratégie délibérée des classes dominantes, on aurait pu déceler une certaine cohérence dans les actions et les réactions des classes dirigeantes pour crédibiliser une attitude publique en rapport avec cette stratégie. Or, on a constaté exactement l'inverse. Prenons l'exemple des autorités françaises. Au cours des premiers mois de l'année 2020, elles n'ont cessé de minimiser les risques de la Covid-19, et de stigmatiser les mesures qu'elles prôneront peu après, notamment les confinements, décrivant le confinement chinois comme une mesure inutilement brutale, liberticide, archaïque, et réservée aux Etats totalitaires, autoritaires et centralisateurs... Puis en mars, presque du jour au lendemain, elles ont expliqué que le virus était extrêmement dangereux, très difficilement maîtrisable, et qu'il fallait tout mettre en œuvre pour stopper sa propagation. Nous étions soudainement face à des risques majeurs avec un potentiel de mortalité présenté comme historique, potentiellement apocalyptique.

Cette radicale volte-face des autorités publiques signale une stratégie qui n'a pas été mûrement pensée à l'avance, mais plutôt improvisée, décidée dans le feu de l'action. Dans l'hypothèse où la dissémination du virus aurait été volontaire afin de créer une crise propice à prendre des mesures impopulaires, le discours de la dangerosité destiné à provoquer la peur aurait été joué *d'emblée* afin d'être le plus crédible possible. Dans ce cas, dès le mois de décembre 2019, le gouvernement aurait tenu un discours alarmiste et aurait commencé à communiquer sur les mesures à prendre pour tenter de réduire le danger. Il aurait mis le pays en état d'alerte plutôt que de dire que les masques n'avaient aucune utilité et que nous ne risquions rien à continuer à vivre comme d'habitude. Le confinement chinois aurait été présenté comme la preuve de la dangerosité exceptionnelle du virus et de la nécessité de mesures radicales pour y faire face. Cette contradiction, en elle-même, démontre que la thèse du complot n'est pas soutenable.

2 – Il n’y a pas de complot mais il y a bel et bien l’exploitation systématique d’un effet d’aubaine

Ceci étant dit, l’affaire n’est pas close pour autant. Si le Sars-Cov2 n’est pas issu d’un complot, alors soit il est le résultat d’un accident d’origine naturelle, soit il s’est échappé d’un laboratoire P4 de manière accidentelle. Mais il est notable qu’un tel accident était parfaitement prévisible. En effet, depuis les années 2000, plusieurs coronavirus de dangerosité variable se sont répandus dans le monde, et l’on savait qu’il pouvait/devait tôt ou tard y en avoir un nouveau. Or, on a pu constater que le « Club de Davos » – le surnom du Forum économique mondial – (dont il est manifeste que l’objectif n’est pas d’essayer de régler les problèmes de santé publique de la planète, mais bien plutôt de faire avancer l’agenda utopique d’un gouvernement mondial et de la gouvernementalité accrue des populations selon l’esprit néolibéral) envisageait l’avenir avec des scénarios plus ou moins apocalyptiques comprenant notamment des épisodes de confinement généralisé des populations. Un tel confinement l’intéressait à plusieurs niveaux. Klaus Schwab, le fondateur du Forum économique mondial, l’explique d’ailleurs très bien dans son dernier livre : un confinement favoriserait la recomposition économique du monde sur la base de sa numérisation généralisée, accélérerait la recomposition des chaînes de décisions publiques à l’échelle supranationale, etc. Schwab et toute une partie des classes dominantes étaient donc dans *une attente gourmande* d’une catastrophe sanitaire de ce genre. Par conséquent, ça n’est pas parce que la Covid-19 est un accident sanitaire qu’il n’existe pas différents intérêts pouvant jouer tout exprès l’exploitation de la peur et du confinement à des fins particulières.

La Covid-19 est un accident, mais il se trouve qu’elle est également une aubaine pour les classes dominantes. C’est bien cela qu’il faut considérer. Car si l’on ne fait pas l’hypothèse de la surexploitation du caractère anxiogène de la pandémie, de l’exagération de sa dangerosité et de l’exploitation des effets économiques et politiques du confinement, alors toute une série de faits deviennent paradoxaux et incompréhensibles. Même l’hypothèse critique posant que les décisions publiques catastrophiques qui ont été prises (inefficaces, contreproductives, et entraînant une gigantesque crise économique et sociale, à venir mais inévitable) l’ont été sous l’emprise de la corruption systémique des politiques de santé publique par les énormes laboratoires pharmaceutiques privés, semble fragile, en rapport avec l’énormité des faits constatés. Non pas que cette corruption systémique n’existe pas, elle est indéniable, et non pas qu’elle n’ait pas fortement joué dans les prises de décision. Mais en ce qui concerne les confinements généralisés des populations bien portantes dans tous les principaux pays occidentaux, et l’historique crise économique mondiale que cette stratégie induit, il semble parfaitement déraisonnable de postuler que les classes dominantes et dirigeantes soient prêtes à mettre en péril systémique leurs propres intérêts aux seules fins de favoriser

ceux des seuls laboratoires et des Gafam en leur sein. Il faut donc pouvoir imaginer des intérêts plus larges que les seuls bénéfices accrus de ces derniers. Mais avant d'y réfléchir, il faut dans un premier temps évacuer l'hypothèse d'une série d'erreurs de bonne foi des décideurs publics de presque tous les pays occidentaux.

2.1 – Pourquoi peut-on affirmer que le premier confinement n'était fondé sur aucun argument scientifique et qu'il a été un échec ?

Pour commencer, la décision de confiner de la part de la plupart des pays occidentaux (au mois de mars 2020) est une décision historique, car aucun pays développé n'avait encore décidé d'un confinement généralisé de la population bien portante pour faire face à un virus. Cette solution n'avait jusque-là jamais été privilégiée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce qu'elle n'avait jamais fait ses preuves. Ensuite, parce qu'il s'agit d'une solution *radicale*, dont les conséquences pour l'économie et pour les libertés publiques sont massives. De ce point-de-vue, le rapport entre le bénéfice (incertain pour faire face à une épidémie, non prouvé, potentiellement nul voire contreproductif) et le risque (certain en termes de dégâts sociaux massifs et même en termes sanitaires) ne joue *pas du tout* en faveur du confinement. Par ailleurs, la principale logique des gouvernements occidentaux, tous guidés par la logique néolibérale de contraction des dépenses publiques, semble en parfaite contradiction avec les conséquences concrètes du confinement, puisqu'elles les conduisent à emprunter massivement auprès des institutions financières pour tenter de maintenir la vie économique à flot malgré un arrêt massif de l'activité.

Ensuite, le confinement a été décidé sur la base de prévisions apocalyptiques en termes de mortalité du virus. L'épidémiologiste britannique Neil Ferguson envisageait en février/mars 500 000 morts au Royaume Uni si on ne confinait pas drastiquement la population de ce pays. Des prédictions comparables ont été faites en France par Pascal Crepey, Arnaud Fontanet et Simon Cauchemez. Ces prédictions étaient alors parfaitement fantaisistes puisqu'on disposait en mars 2020 de nombreuses données provenant d'Asie qui les contredisaient. Elles indiquaient que le virus était certes dangereux, mais que sa dangerosité n'avait *rien d'exceptionnelle*. Et les prévisions de Neil Ferguson ont de fait été totalement démenties par les faits les mois passant. Mais surtout cet épidémiologiste avait la réputation d'être un Cassandre délirant, faisant systématiquement le même type de prévisions (toujours démenties) à chaque nouvelle épidémie, exploitant leur côté anxiogène, qui commence toujours par une dynamique exponentielle, jusqu'à une inversion naturelle (et souvent inexpliquée) de la courbe, dessinant la fameuse « courbe en cloche », typique des épidémies. Il suffit alors de faire des projections en « oubliant » cette inversion prévisible, pour aboutir à des chiffres effrayants. Il n'aurait donc plus dû bénéficier du moindre crédit auprès des décideurs.

La décision d'un confinement généralisé d'une population bien portante en mars 2020 ne s'appuie donc pas sur des arguments publics convaincants. Etant donné que cette décision est relativement coordonnée entre les différents pays occidentaux, on peut faire l'hypothèse qu'il ne s'agit pas là d'une erreur de calcul, mais que les décideurs de ces pays ont misé à partir de cette période sur *un effet d'aubaine* en faveur des classes dominantes auxquelles ils sont tous liés plus ou moins directement (ne serait-ce que par le financement de leurs campagnes, ou par leur carrière en amont et en aval de leurs postes publics). Un certain nombre d'observations confortent cette hypothèse.

Tout d'abord, on a pu constater (sans surprise) l'absence d'effet bénéfique du premier confinement. En effet, l'objectif officiellement recherché était de *lisser* la courbe du nombre de malades : alors que la courbe d'une épidémie virale a typiquement une forme dite « en cloche » avec un pic assez pointu, l'effet recherché était de l'aplanir afin d'étaler ce pic dans le temps pour éviter la saturation des services hospitaliers. Or, rien de tel ne s'est produit au printemps 2020 malgré des mesures de confinement sévères. Au contraire même, l'essentiel de l'épisode de contamination croissante puis de chute de contamination a eu lieu *pendant* la période de confinement. Une situation assez logique puisque les mesures de confinement ont en fait été décidées alors que le virus circulait déjà sur le territoire national et qu'un grand nombre de personnes avait déjà été contaminées. On sait en effet que le confinement ne peut pas grand-chose pour les régions déjà atteintes. Les mesures de quarantaine régionale, n'ont de sens que pour éviter aux autres régions d'être contaminées, et non pas de réduire la létalité et la contagion dans la ou les régions déjà atteintes. Et cet objectif ne peut être atteint que si le virus n'a pas encore eu le temps de circuler de manière significative. Mais confiner tout un pays, et alors même que le virus a déjà amplement circulé, est absurde, et ne peut rien produire de bon.

Nous avons par ailleurs heureusement quelques exemples de pays qui n'ont pas confiné leur population et avec lesquels des comparaisons peuvent être faites. Ce que montrent au moins quatre études internationales sérieuses, c'est que ces pays n'ont pas eu un taux de contamination plus élevé que les pays qui ont confiné. Au printemps 2020, la Suède n'a pas confiné sa population (pourtant en grande partie concentrée dans une zone très urbanisée, et fortement impactée par le virus), or elle a obtenu des taux de létalité comparables à ceux de la France (et même inférieurs fin 2020). Elle est même parvenue à lisser sa courbe... Certaines mesures de distanciation sociale, d'isolement des personnes malades, d'hygiène publique (notamment le lavage des mains), produit des effets suffisants pour limiter l'ampleur des contaminations autant que faire se peut, sans que le confinement ne rajoute

quoi que ce soit à cette efficacité limitée des mesures sociales (par ailleurs à l'importance stratégique bien moins importante que des traitements efficaces).

Le virus semble ainsi relativement indifférent aux mesures de confinement et cette mesure s'est donc soldée par un échec. Et même plus qu'un échec si l'on prend en compte ses effets sanitaires négatifs collatéraux, comme par exemple les importants retards de prise en charge d'autres pathologies graves qui se traduisent et qui se traduiront à plus ou moins long terme par une hausse de la mortalité. Sans compter, bien entendu, que le confinement a engendré une récession économique historique dont les effets déjà importants fin 2020 n'ont qu'à peine débuté, et qui impacteront négativement la situation sanitaire du pays (augmentation du nombre d'addictions, de maladies liées à la précarisation des situations professionnelles, des suicides, des maladies non-soignées pour cause de difficultés dans l'accès aux soins, mais aussi austérité très forte pour le service public hospitalier, etc.). Et les conséquences sanitaires pour les pays du « Tiers-monde » (étant donnée la baisse drastique de l'activité économique mondiale induite par les confinements) seront bien plus spectaculairement négatifs, faisant basculer dans l'extrême pauvreté des centaines de millions de personnes, se traduisant par des millions de morts, notamment d'enfants...

2.2 – Comment expliquer le choix du gouvernement de poursuivre les mesures de confinement total ou partiel malgré l'échec du premier confinement généralisé ?

Le confinement apparaît depuis le début comme la mesure phare de la lutte contre la Covid-19, et elle continue à l'être après son échec au printemps 2020. Après le premier confinement, au lieu d'orienter leur politique dans une autre direction, les autorités ont immédiatement commencé à parler de *reconfinement*, sous une forme ou sous une autre. Ce qui est bien évidemment illogique. D'autres options existent (et existaient dès le mois de mars) pour lisser les courbes du nombre de cas critiques et éviter bien plus sûrement, et sans vastes effets négatifs collatéraux, l'engorgement des services de soin. Citons plusieurs d'entre-elles :

- La possibilité d'utiliser les lits des hôpitaux privés qui n'étaient pas utilisés.
- Investir massivement et de toute urgence de l'argent public dans l'hôpital public. Alors que les milliards empruntés par l'Etat auprès des marchés financiers sont destinés à financer de prétendus « plans de relance économique » surtout profitables aux plus gros, le calendrier néolibéral de suppression de lits d'hôpitaux se poursuit au cœur de la crise épidémique. Les économies faites sur le dos de l'hôpital public se sont traduites par des pertes publiques et privées colossales à l'occasion

de la pandémie, montrant crûment l'ineptie criminelle de telles « économies », qui ne sont que le prétexte à privatiser toujours plus la santé publique afin d'agrandir d'autant la sphère de profitabilité des groupes privés qui spéculent sur la santé.

- Orienter immédiatement les personnes testées positives et/ou celles qui présentent des symptômes évocateurs vers leur médecin généraliste plutôt que vers l'hôpital lorsque leur cas s'aggrave dramatiquement.
- Isoler les malades, plutôt que de les renvoyer dans leur famille sans plus de précaution, et prévenir les personnes mises en contact de ces malades afin qu'ils consultent leur médecin traitant et de leur faire prendre des traitements préventifs.
- Déployer des mesures de préventions, particulièrement en direction de la partie de la population la plus vulnérable (cure de vitamines C et D et de zinc, recours à certains médicaments préventifs, activité physique minimum autant que faire se peut, maintien des liens sociaux pour éviter tout effet dépressif qui compromette des systèmes immunitaires affaiblis par l'âge ou par différentes comorbidités, etc.)
- Utiliser des *traitements* curatifs adaptés aux différents stades de la maladie afin d'éviter à un malade de passer par les services de réanimation : *Hydroxychloroquine*, *Azithromicine* + *zinc*, *Ivermectine*, et autres molécules antivirales connues dont un nombre toujours croissant d'études scientifiques démontrent, au sens fort du terme, les effets bénéfiques, ramenant la mortalité de la Covid à des taux insignifiants.
- Permettre aux médecins généralistes de diagnostiquer et de prescrire plutôt que de les mettre hors-circuit et de leur interdire certains traitements sous des prétextes aujourd'hui reconnus comme fallacieux (et pourtant, à cette date, les interdictions n'ont toujours pas été levées !)
- Etc.

Mais une telle politique de prévention et de soin poserait un gros problème aux laboratoires pharmaceutiques, car elle ne leur rapporterait presque rien (les molécules citées ici sont repositionnées, libres de droit et fabriquées à grande échelle dans le monde entier). Ces laboratoires ont bien plus intérêt à vendre des vaccins car ils représentent une source de profits infiniment plus juteuse, ou à tout le moins des nouveaux médicaments, comme le Remdesevir, encore sous brevet.

Cependant, le choix de la politique sanitaire à mener ne leur appartient pas. Sauf si des acteurs majeurs de la puissance publique viennent à confondre l'intérêt général avec celui des grands laboratoires. Sur quoi de tels soupçons peuvent-ils se fonder ?

Pour commencer, les autorités ne cessent de bombarder l'opinion publique de discours délibérément anxiogènes. Pourtant, il est tout-à-fait inhabituel que face à une catastrophe (naturelle, sanitaire ou autre), un gouvernement cherche à *paniquer* la population. Il est évident que la panique produit des effets très négatifs. Or, la dangerosité du virus est continuellement exagérée par les pouvoirs publics par toute une série d'artifices rhétoriques de communication publique, qui va jusqu'à la manipulation des chiffres (des chiffres de « nouveaux cas », les tests positifs étant à tort assimilés à des malades, jusqu'aux « morts *de* la Covid » qui se révèlent de simples morts *avec* la Covid – et encore, puisque les tests PCR sont à ce point peu fiables).

- Premièrement, la communication gouvernementale est axée sur le nombre cumulé des morts. Or c'est sur le nombre de nouveaux malades, de nouvelles hospitalisations, de nouvelles personnes en réanimation et de nouveaux décès que la communication publique devrait être axée. Seuls ces chiffres peuvent informer sur le profil dynamique de l'épidémie. Le nombre de morts cumulés n'a de ce point-de-vue aucune pertinence, il ne sert qu'à entretenir la peur... car il ne fait qu'augmenter.
- Deuxièmement, lorsque le nombre de nouveaux morts s'est mis à radicalement diminuer, ce fut le nombre de « cas » qui fut présenté quotidiennement, ce qui n'est pas celui des malades mais des résultats positifs aux tests PCR. Mais la plupart des personnes testées positives sont asymptomatiques, donc non-malades. L'utilisation du terme de « cas » n'est donc pas appropriée et ne fait que gonfler artificiellement les chiffres. Sans compter que la fiabilité des tests PCR est problématique. Ils n'ont pas été conçus pour être des outils de diagnostics (son créateur a été parfaitement explicite sur ce point). Ce problème, déjà essentiel en soi lorsqu'on en fait un outil qui va guider les actions des pouvoirs publics face à une épidémie, est encore aggravé par le libre choix laissé aux laboratoires d'analyse de faire autant de cycles d'amplification qu'ils le souhaitent, générant de ce fait de gigantesques cohortes de faux positifs, phénomène venu à point nommé pour justifier des mesures sociales liberticides. Il faudrait « revenir à l'étude des critères épidémiologiques habituels que sont la morbidité (nombre de malades) et la mortalité (nombre de morts) » (cf. <https://reinfocovid.fr/question-reponse/test-rt-pcr/>).

- Troisièmement, dans presque tous les cas, les personnes qui meurent de la Covid-19 (ou avec la Covid-19) ont une espérance de vie très courte (moins de trois ans), liée à une ou plusieurs autres maladies, et seraient mortes quelques semaines ou quelques mois plus tard, avec ou sans Covid.
- Enfin, il fut annoncé dès la fin du premier confinement une « deuxième vague », qui n'arriva jamais. Or les épidémies ne fonctionnent jamais ainsi, une fois qu'elles perdent en virulence, elles ne repartent pas à la hausse, à moins qu'elles aient muté, et de telle manière que l'immunisation collective ne soit plus adaptée aux nouveaux variants, et dans ce cas ce n'est pas une « 2^e vague », mais une *nouvelle épidémie*, basée sur une *nouvelle* souche aux caractéristiques différentes. Aucune épidémie virale n'a jamais produit de « deuxième vague » ni de « rebond ». Ce concept n'est d'ailleurs pas scientifique, et ce qui est présenté comme tel aujourd'hui correspond en réalité à la circulation d'un autre virus, un « variant », comme tous les virus qui mutent (et notamment les virus à ARN, ce qui est le cas du Sars-Cov-2), lorsque ces mutations n'entraînent pas son éradication naturelle, mais une adaptation efficace lui permettant d'être à la source d'une nouvelle épidémie. C'est précisément ce qui est arrivé, et qui était par définition imprévisible (on ne pouvait prévoir ce que donneraient les mutations de ce virus inconnu), alors que les pouvoirs publics et certains scientifiques présentaient la « 2^e vague » comme parfaitement inéluctable, semblant pouvoir lire dans le marc de café des prévisions systématiquement catastrophiques sorties d'on ne sait où (d'aucune étude scientifique sérieuse en tout cas) ...

Mais si la situation est à ce point grave et urgente, pourquoi les autorités choisissent-elles d'orienter leur stratégie exclusivement sur la vaccination depuis le début de la crise ? La mise au point de vaccins fiables (à la fois efficaces et inoffensifs) est connue pour être une quête longue et incertaine. D'ailleurs, dans toute l'histoire de la vaccination, un seul virus a été éradiqué par un vaccin (celui de la variole). Aucun vaccin n'a jamais éradiqué celui de la grippe, par exemple, et ça n'est pas faute d'avoir développé des vaccins très régulièrement contre cette maladie (pareil pour le Sida et bien d'autres virus qui mutent, comme le Sars-Cov-2). Alors par quel miracle un vaccin inventé en quelques mois pourrait-il éradiquer le Sars-Cov-2 ? C'est d'autant plus douteux, que les personnes pour lesquelles la Covid déclenche des complications potentiellement mortelles sont les personnes dont le système immunitaire est très affaibli, soit du fait de leur grand âge, soit du fait de comorbidités qui compromettent son efficacité. Or, le principe même de la vaccination repose sur l'action du système immunitaire ! Les personnes qu'il faut donc protéger sont les moins à même de répondre efficacement à l'action des vaccins... Le résultat de cette course à la *panacée*, c'est que la fiabilité (efficacité et innocuité)

de tous les vaccins proposés s'avère très douteuse. Quant à leurs éventuels effets secondaires, un décret déresponsabilise financièrement les laboratoires qui les produisent et les médecins qui en administrent les doses. Autrement dit, c'est l'argent public qui servira à indemniser les éventuelles victimes d'effets secondaires graves, les laboratoires n'ayant pas matériellement eu le temps (et dans ces conditions juridiques déresponsabilisantes encore moins la volonté) de vérifier l'innocuité de leurs vaccins sur le moyen et long terme. Dans ces conditions, peut-on (doit-on) compter sur la vigilance des laboratoires (dont certains comme Pfizer ont déjà été très lourdement, et plusieurs fois, condamnés pour des problèmes de cet ordre) pour jouer la carte de la prudence et de la sécurité avant de fourguer leur camelote ?

Ensuite, il y a le scandale du Remdesivir. La propagande publique et médiatique, celle des laboratoires et des médecins qui ont des conflits d'intérêts avec les laboratoires, refuse de parler de prévention et de traitement, *sauf* lorsque qu'il s'agit de produits nouveaux, développés par lesdits laboratoires, produits sur lesquels d'importants profits sont possibles en raison de l'exclusivité du brevet. C'est ce qu'ils ont tenté avec le Remdesivir, qui s'est avéré être une molécule très chère mais (au mieux) inadaptée et (au pire) toxique. Un scandale sanitaire et financier (de plus) à mettre à leur actif ainsi qu'aux décideurs publics puisque l'achat de ce produit a coûté une fortune pour des résultats négatifs.

Autre élément à charge : les connexions visibles entre pouvoir, laboratoires et grands médias. Nous assistons depuis le début à une intense campagne de déconsidération en direction de tout produit pouvant représenter une alternative à la vaccination, et de toute personnalité qui tenterait de défendre des molécules repositionnées efficaces. Le cas de l'Hydroxychloroquine et du professeur Raoult est bien connu. Mais d'autres ont été moins remarqués. Par exemple, en matière de prévention, l'Académie de médecine a souligné le rôle très positif de la vitamine D comme outil de prévention (renforcement du système immunitaire) vis-à-vis de la Covid-19 dans une communication datée du 22 mai 2020, et de nombreuses études scientifiques l'ont confirmé depuis. Or, non seulement il n'y a eu aucune campagne publique de préconisation de cette vitamine, en particulier vis-à-vis des populations à risque, mais le Président de la République a décoré de la légion d'honneur en décembre 2020 le professeur Karine Lacombe, omniprésente sur les plateaux de télévision, grande pourfendeuse des traitements préventifs à base de vitamine D, des traitements curatifs à base d'Hydroxychloroquine, d'Azithromycine ou d'Ivermectine, mais favorable au Remdesivir et aux vaccins... et officiellement en conflit d'intérêt avec les laboratoires pharmaceutiques (200 000 € déclarés).

Autre élément étrange et suspect : la sacro-sainte logique néolibérale de restriction de la dépense publique voudrait que tout soit mis en œuvre pour

éviter les épisodes de confinement, étant donné qu'ils sont hyper coûteux pour l'économie et pour la dépense publique, et que les pouvoirs publics favorisent des alternatives à la vaccination qui est également hyper coûteuse (et dont les effets sont plus qu'incertains), sans compter les non moins coûteuses campagnes de tests massifs pour les personnes dépourvues du moindre symptôme à l'aide de tests PCR inadaptés et non contrôlés (et même pas standardisés sur le nombre de cycles, ce qui les rend statistiquement inutilisables). Or, ça n'est pas du tout ce à quoi on assiste. En pleine pandémie, ce gouvernement poursuit sa logique de contraction de l'hôpital public et favorise donc sa propre logique de confinement. Étant donné que le confinement est présenté par lui comme un moyen d'éviter l'engorgement des hôpitaux (même si tout montre qu'il est en réalité inefficace pour ça), la bonne logique voudrait qu'il donne des moyens à l'hôpital public afin d'éviter cette mesure. Quant aux alternatives à la vaccination (campagne de prévention, traitements aux différents stades de la maladie), ils sont au mieux systématiquement ignorés et au pire interdits !

De manière plus générale, il est remarquable que la communication gouvernementale et médiatique soit à ce point anxiogène. Présentée par eux, la Covid-19 ressemble à un épisode de peste noire à peine « allégée », alors qu'avec 0,02% des morts dans le monde en 2020, cette pandémie est infiniment moins mortelle que les pandémies historiques et beaucoup moins mortelle que d'autres problèmes de santé publique (diabète, tabac, cancers, etc.). La pandémie due au Sars-Cov-2, pour sérieuse qu'elle est, n'est pas l'épidémie du siècle, loin de là même. Par conséquent cette communication est nettement inadaptée. A moins que l'on ait *décidé* de dramatiser la situation pour justifier les mesures de confinement. Cette hypothèse est en tout cas plus crédible que celle qui prétend que cette crise ait été « mal gérée », et que ce gouvernement soit gravement incompétent et complètement débordé par la situation.

Pour qui veut bien mettre tous ces éléments sur la table et les observer en prenant un peu de hauteur, c'est-à-dire sans paranoïa et sans naïveté, il apparaît de manière évidente que le gouvernement français et de nombreux autres gouvernements néolibéraux dans le monde *veulent* faire durer cette crise, *veulent* qu'elle soit anxiogène, *veulent* le confinement et la vaccination comme seule stratégie. Qu'aurait fait un gouvernement qui aurait réellement eu la volonté d'éviter le confinement, dont on connaît les effets dévastateurs à moyens termes ?

- Il aurait décidé de faire de la prévention.
- Il aurait décidé d'exploiter des traitements qui existent déjà et qui donnent de bon résultats, des traitements déjà disponibles (repositionnement de molécules connues).

- Il aurait renforcé rapidement les moyens de l'hôpital public.
- Il aurait organisé le contrôle des frontières.
- Il aurait réquisitionné les entreprises qui fabriquent ce dont la gestion de la crise a impérativement besoin (respirateurs, médicaments de réanimation, masques FFP2, etc.).
- Il aurait encouragé les personnes qui présentent des symptômes à consulter leur médecin plutôt que de les isoler sans traitement en attendant de voir si leur situation s'aggrave, et de les orienter directement vers l'hôpital si c'est le cas (alors que beaucoup de choses utiles peuvent être faites en amont de l'hôpital par un médecin, aptes à rendre non nécessaire cette dernière étape).
- Il aurait permis aux médecins généralistes de prescrire des médicaments sur la base de leur expérience et des retours de terrains plutôt que de les leur interdire, ce qui est une mesure (historique) d'une exceptionnelle gravité.
- Il aurait encouragé les médecins à communiquer leurs observations dans l'utilisation de certains antiviraux classiques. Or, l'ordre des médecins a systématiquement utilisé des moyens d'intimidation et de coercition contre les médecins et les collectifs de médecins qui ont publié leurs observations. Fait aggravant, le gouvernement a empêché tout traitement autre que par le Remdesivir alors même que la communauté scientifique savait que ce produit était une impasse, et même une impasse potentiellement toxique.

Au regard de l'échec du premier confinement généralisé, des confinements partiels de plus en plus restrictifs et de leurs dégâts à venir absolument gigantesques, il est donc encore plus aberrant que ce gouvernement (et d'autres dans le monde) ne fasse rien dans ce sens s'il avait – comme il le prétend – la volonté d'en finir avec cette crise sanitaire, de lever les mesures de confinements partiels et d'éviter un second puis un troisième confinement généralisé.

3 – De quelles manières la crise sanitaire profite-t-elle aux classes dominantes (ou à une partie d'entre-elles) ?

Quelles sont les conséquences économiques du confinement et de la dramatisation de la pandémie (même s'il ne s'agit pas de dire ici que cette pandémie n'est pas dangereuse) ?

3.1 – Quels sont les gagnants les plus immédiats du confinement ?

Tout le monde n'est pas perdant au jeu du confinement. Il y a d'abord les gagnants les plus évidents, les plus visibles : les grands laboratoires pharmaceutiques. Avec le coronavirus, ils ont l'occasion de rentabiliser des médicaments qui sont encore sous brevets et qu'ils peuvent vendre cher. C'est le cas du Remdesivir, un médicament mis au point par GILEAD contre le virus Ebola, mais qui avait été un échec. Avec la complicité des scientifiques et des décideurs politiques corrompus, la crise sanitaire a permis à GILEAD d'amortir ses investissements en vendant cette molécule pour traiter la Covid-19, alors-même que l'on savait qu'elle était inefficace et même potentiellement toxique. Mais la véritable *poule aux œufs d'or* des laboratoires pharmaceutiques, ce sont les vaccins. Car ces produits ont un rapport investissement/profit particulièrement juteux : 1 dollar investi rapporte jusqu'à 48 dollars en retour. Un tel taux de profit est plus que rare, c'est un véritable Graal pour ceux qui détiennent un vaste patrimoine financier cherchant matière à spéculer. Administrés à une masse gigantesque de personnes qui de par le choix des pouvoirs publics (facilement influençables) deviennent une clientèle captive, le bénéfice devient alors prodigieux. Il ne faudrait donc pas ignorer ou sous-estimer le rôle de l'industrie pharmaceutique dans la décision du confinement (généralisé ou partiel, comme le sont les « couvre-feux » et les fermetures de commerces) et dans l'absence de prévention et de traitement. Elle a depuis longtemps des réseaux efficaces en termes de lobbying et de « rétrocommissions » (euphémisme désignant la classique corruption). Les confinements en effet sont une catastrophe vécue par la population, et si les vaccins sont présentés comme la seule manière de les éviter, alors la population devient bien plus susceptible de les accueillir favorablement.

Cependant, il n'y a pas que les laboratoires pharmaceutiques à qui la situation offre d'extraordinaires opportunités de profits. Il y a également les GAFAM, les gigantesques entreprises centrées sur l'Internet et les communications mobiles. Si l'on prend le cas d'Amazon, il est évident que le confinement et le discours de peur des gouvernements jouent redoutablement en sa faveur. En période de confinement généralisé et de « distanciation sociale », les petits magasins distributeurs sont fermés, ce qui favorise les plateformes de vente par correspondance (et, comme toujours, surtout les plus grosses). De plus, même hors période de confinement, étant donné la communication particulièrement anxiogène du pouvoir et de ses relais médiatiques, une partie significative de la population hésite à faire ses courses dans les magasins, petits ou grands, de peur d'être contaminé. Elle préfère donc se faire livrer. Enfin, à terme, la mort des petits commerces et d'une partie de la grande distribution permettrait à Amazon d'être débarrassé de l'essentiel de la concurrence. Cependant, même si les profits d'Amazon ont explosé depuis le début de la pandémie, c'est surtout la *valeur actionnariale* de cette entreprise qui

a atteint des sommets. Elle atteignait déjà de très haut niveaux avant la crise et elle a quasiment doublé depuis (en moins d'un an). C'est donc surtout au niveau de la valeur de l'action que se situent les enjeux pour les GAFAM, qui sont avant tout de gigantesques sociétés financiarisées.

Pour les autres GAFAM, la situation est comparable. On sait que la place des téléphones portables et des ordinateurs, déjà énorme habituellement, devient centrale en période de confinement puisqu'indispensable. A l'occasion de cette crise, les habitudes de consommation, de vie, de relations sociales et de travail (en particulier pour les cadres avec le télétravail) connaissent d'importantes mutations. Depuis plusieurs années, cette *numérisation de l'économie* qui mise sur l'informatique et l'Internet, avançait à grands pas. Mais elle connaît une prodigieuse accélération depuis le début de la crise sanitaire, et les GAFAM en sont les premiers bénéficiaires. Pour les grands actionnaires qui ont mis une partie importante de leurs actifs dans ces sociétés, la pandémie est donc une *divine surprise*.

D'ailleurs, les GAFAM ont directement agi en faveur du confinement. C'est à coups de millions de dollars qu'ils ont contribué au financement de la campagne électorale des Démocrates aux États-Unis. Quel est le rapport ? Ce sont les États dirigés par les Démocrates qui ont le plus confiné leur population. Il faut bien comprendre que la politique de Trump, défavorable à la mondialisation néolibérale, menaçait directement leurs intérêts (qui sont aussi ceux de la Silicon Valley). Il était donc vital pour eux de privilégier un candidat pro-mondialisation (et plutôt pro-Chinois) comme Biden. Pour eux comme pour les Démocrates (et même pour une partie importante du parti Républicain), il était nécessaire que la crise du coronavirus soit une crise majeure en termes économiques et en terme de létalité. Dans ce cas en effet, ils pouvaient en attribuer la responsabilité à Trump, quelle que soit l'effectivité de cette responsabilité. Il fallait absolument que la popularité de Trump pâlisse car elle était élevée grâce à ses bons résultats économiques, et ce dernier était bien parti pour une réélection. Puisque le confinement a pour conséquence prévisible de détruire l'économie, donc d'amoindrir les résultats de Trump, les États dirigés par les Démocrates ont été confinés allègrement. Avec l'aide de Tweeter, Facebook, Instagram, et de tous les médias favorables à l'*establishment* (soit finalement la quasi-totalité des grands médias américains), la dernière partie de la campagne électorale des Démocrates a consisté dans la dramatisation de la crise et dans le dénigrement de toute mesure pouvant fragiliser leur récit sur la nécessité de confiner, ainsi que de toute initiative pouvant limiter le nombre de décès (donc la gravité de la situation). C'est-à-dire toute mesure en faveur de la prévention et des traitements. Lorsque Trump a décidé de faire des réserves d'Hydroxychloroquine, ils ont participé à la campagne de dénigrement de cette molécule en racontant qu'elle était dangereuse, et en faisant passer cette décision pour une aberration. Par ailleurs, Facebook et Tweeter ont mis en place une

censure systématique sur certains sujets. La plus spectaculaire est la censure dont Trump a fait l'objet, alors-même qu'il était encore Président. Mais désormais, nulle-part dans le monde il est possible de produire du contenu sur la Covid (et tout ce qui va avec : vaccins, traitements, médecins et chercheurs non-conformistes, etc.) sans que ce contenu soit flanqué d'un « avertissement » à l'attention des internautes, ou qu'il soit purement et simplement supprimé (et le compte de son auteur neutralisé). En période de paix, on a rarement assisté à un tel filtrage de tout ce qui ne va pas dans le sens de la *doxa*.

Il y a d'autres bénéficiaires de la situation : les grandes surfaces par rapport aux petits commerces, les grandes chaînes de « restauration » rapide (le mot « restauration » mérite des guillemets lorsqu'il est associé au mot « chaîne » !), les sociétés de livraisons, etc. Mais ce sont des gagnants de second ordre, dont le rôle dans la stratégie pro-confinement est probablement mineur et variable.

3.2 – Quels sont les gagnants à plus long terme ?

D'autres acteurs ont intérêt à pousser à la politique de peur et de confinement.

Les dirigeants des pays occidentaux ont un agenda politique, et cet agenda est néolibéral. L'agenda des dirigeants de la France (élus, gouvernement et haute administration) et celui des instances de l'Union européenne est celui de la mondialisation néolibérale depuis au moins trente ans. Cependant, malgré leurs efforts constants pour démanteler *l'État social* (ce démantèlement étant un des axes principaux de cet agenda pour la France), des pans importants demeurent : malgré une fragilisation continue, il reste de nombreux services publics nationaux et territoriaux ainsi que l'essentiel de la sécurité sociale.

Parmi les hypothèses, il y a donc celle de l'opportunité pour ces dirigeants, ces gouvernants, cette haute fonction publique et ces instances européennes, d'essayer d'en finir avec ce qu'il reste d'État social *qui ne veut pas mourir*. A cette fin, il n'est pas impossible qu'ils instrumentalisent cette crise (et notamment l'augmentation de la dette publique due aux confinements) afin de produire *un effet de sidération* dans la population, cet effet ayant pour but de la rendre réceptive à des mesures exceptionnelles conduisant à une accélération historique des processus néolibéraux. Leur calcul pourrait être, cyniquement, le suivant : exagérer la dangerosité réelle du virus et dramatiser la situation sanitaire pour conduire la population à accepter le confinement, confinement qui transforme la crise sanitaire en crise économique. Pour faire face à cette crise économique, il devient nécessaire de dépenser massivement de l'argent public, ce qui conduit

la dette publique à exploser. Il deviendrait alors *crédible* de dire que les caisses de l'État sont vides (même si ça ne sera pas la réalité¹).

Un scénario *à la grecque* devient alors envisageable pour la France. Il faut en effet se souvenir de ce qu'il s'est passé en Grèce en 2015. Après la crise financière de 2008, le taux d'endettement de la Grèce a explosé. À la demande des institutions financières (BCE, FMI) et de l'Union européenne, le gouvernement grec a commencé à prendre d'importantes mesures d'austérité. Un nouveau gouvernement s'est alors fait élire sur des promesses ambiguës (ambiguës car il prétendait parvenir à mettre fin à l'austérité exigée par cette *Troïka* tout en maintenant le pays dans l'UE et dans la zone euro, ce qui revient à vouloir une chose et son contraire). Il a finalement cédé à la *Troïka* contre l'avis décisionnaire et souverain exprimé par le peuple à l'issue d'un référendum. Cette trahison faite, il a repris les mesures d'austérité contre lesquelles il avait pourtant été élu, en allant plus loin et plus vite, puisque loin de régler le problème de l'endettement, l'austérité économique et budgétaire a eu pour effet de l'aggraver. Cette dette a servi de justification à la baisse généralisée des salaires, des pensions de retraite, à la destruction pure et simple des services publics (en particulier du système hospitalier), et à la vente d'une partie immense du patrimoine national (achat du Pirée, vente de plus de 40 îles, des gares, des aéroports, des ports maritimes et des avoirs public grecs en général) à des entreprises, des banques et des fonds d'investissement chinois, allemand, etc. La Grèce a sabordé son économie (le PIB s'est effondré) et a sabordé ses budgets publics. Les conséquences pour le pays sont incalculables : baisse historique de l'espérance de vie, paupérisation massive, exode de la jeunesse, etc. Un résultat désastreux pour la population mais extrêmement juteux pour les grandes multinationales et les fonds d'investissements. Ils ont d'autant plus facilement profité de la situation que les « frontières » de l'UE ne protègent pas ses pays membres de la spéculation internationale, mais, tout au contraire, l'encouragent. La Grèce a été un fabuleux *laboratoire* pour les néolibéraux. Cette expérience leur a montré que lorsque la contestation d'une politique par la population ne trouve pas de débouché politique, cette population finit par plier l'échine, quelque-soit l'intensité de cette contestation au départ, et que sa défaite est alors telle qu'il est alors possible d'envisager les reculs démocratiques et sociaux les plus importants jamais acceptés en temps de paix.

¹ On se souvient que déjà, en 2017, François Fillon avait axé sa campagne électorale sur l'idée que les caisses de l'État étaient vides. On était alors bien loin de l'endettement qu'aura la France à la fin de la crise sanitaire. Il comptait pourtant utiliser cet argument pour attaquer la Sécurité sociale, tailler dans les services publics, sabrer le système des retraites, etc. Il convient donc de se défier par principe de cet argument utilisé de tout temps pour mettre l'État social au pain sec et à l'eau.

Revenons à la France. A l'échelle des pays occidentaux néolibéraux, la France est un village gaulois, car il dispose d'un État social encore important (même affaibli). Malgré des gouvernements néolibéraux depuis 1983, la France est donc à la traîne par rapport à l'agenda néolibéral. La crise du coronavirus offre possiblement aux classes dominantes l'opportunité de la faire rentrer dans le rang. Il semble évident qu'une bonne partie des élites sociales, de la haute fonction publique, du gouvernement, ainsi que les instances européennes se purlèchent les babines à l'idée d'instrumentaliser la dette publique issue du confinement afin de sabrer ce qu'il reste d'État social. La situation offrirait aussi l'occasion de vendre massivement du patrimoine public. Même si des pans entiers en ont déjà été vendus (ou plutôt bradés), et que le rythme de ces ventes s'est notablement accéléré ces quinze dernières années, il en reste encore énormément. Le récit d'une dette publique insoutenable, s'il était bien intégré par la population, serait l'occasion d'accélérer encore le rythme, au motif qu'il faudrait d'urgence « remplir les caisses vides ». Les clients potentiels ne manquent pas. Il y a les grands fonds d'investissement, fonds de spéculation, fond souverains, fonds de pension (etc.), qui ont des moyens financiers gigantesques, avec parfois des budgets de dimension quasi-étatiques. Il y a d'ailleurs certains États, avec leurs fonds souverains. C'est notamment le cas de la Chine, des États du Golfe et des États-Unis, qui rachètent déjà énormément de patrimoine public français ainsi que beaucoup d'entreprises françaises. Lorsque la crise économique commencera à produire ses premiers effets, probablement au cours du second semestre 2021, ces prédateurs viendront faire leur marché : entreprises privées en faillite, patrimoine national (entreprises publiques, services publics privatisés, immobilier, aéroports, gares, ports, littoral, forêts, terres cultivables...). Les bonnes affaires (pour eux) ne manqueront pas.

Il faut bien comprendre que depuis l'avènement du capitalisme *néolibéral*, les capitalistes qui dominent le système ne sont plus les entrepreneurs du capitalisme classique, mais les rentiers. Pour eux, les crises économiques sont l'occasion de leurs meilleures affaires (tant que ce ne sont pas des crises financières). La « bonne santé » de l'économie n'est pas leur objectif, loin s'en faut. Les dettes publiques sont très intéressantes pour eux et ils investissent dans ces dettes. Ainsi, les impôts payés par les populations tombent directement dans leur poche au lieu de financer les politiques publiques (en particulier les services publics). Ils augmentent ainsi leur patrimoine financier sans avoir à investir dans l'appareil productif, ni à payer une main d'œuvre qui a la fâcheuse tendance à demander des hausses de salaires et une amélioration de ses conditions de travail. Bref, pour ces rentiers (ce mot semble désuet mais c'est probablement celui qui les définit le mieux, les autres étant « financiers » et « spéculateurs »), une explosion de la dette publique serait une très bonne nouvelle.

De fait, la crise économique générée par la crise sanitaire, le confinement, et le climat anxiogène, est l'occasion pour le gouvernement d'emprunter depuis la mi-2020 énormément d'argent sur les marchés financiers (jusqu'à un milliard d'euros par jour) afin de « soutenir » une économie que rien n'obligeait à détruire artificiellement. Ce choix délibéré, de la part de ceux-là même dont *l'obsession affichée* était depuis des décennies de réduire la dette publique, ne peut pas ne pas attirer notre attention. « Quoi qu'il en coûte » avait dit Macron lors de son intervention au début de la crise ! Il n'est donc pas *paranoïaque* de penser qu'il est dans l'intérêt objectif des classes dirigeantes et dominantes d'exploiter la crise et le confinement pour poursuivre et accélérer leurs objectifs néolibéraux.

4 – Les classes dominantes peuvent-elles provoquer volontairement une crise économique sans craindre qu'elle devienne une crise financière désastreuse pour elles ?

Pour que l'hypothèse d'une instrumentalisation de la crise sanitaire puis d'une instrumentalisation de la dette publique par les classes dominantes (ou par une partie d'entre-elles) soit crédible, il faut que le rapport bénéfice-risque pour elles soit clairement en faveur des bénéfices. Nous avons jusqu'ici parlé des bénéfices, mais quels sont les risques ?

Depuis la crise de 2008, l'économie n'a jamais vraiment redémarré. Il n'y a jamais eu de véritable *rebond*, contrairement à ce qu'il se passe en général après une crise. Conséquence, les entreprises et les particuliers restent surendettés (à la hauteur vertigineuse de 200% du PIB), et le bilan des banques est, logiquement, catastrophique. En particulier, les grandes banques privées européennes sont dans une très mauvaise position. La zone euro est l'épicentre des difficultés de l'économie occidentale. Elle est très fragile pour des raisons à la fois institutionnelles et politiques. Le fait d'avoir une monnaie unique et un marché unique pour des pays très différents les uns des autres amplifie et accélère les divergences économiques de ces pays, en particulier de l'Allemagne par rapport aux autres pays. Ces divergences ne peuvent pas être compensées autrement que par une déflation générale. Ce problème s'ajoute au fait que cette monnaie est surévaluée pour la plupart des pays de la zone, en dehors de l'Allemagne.

Pour autant, il n'est pas *du tout* dans l'intérêt des classes dominantes que l'euro s'effondre, car cet effondrement serait aussi celui de leur patrimoine financier. Or, nous sommes actuellement dans un système capitaliste essentiellement financier, c'est-à-dire un capitalisme où l'essentiel se joue sur les marchés financiers et pas dans l'économie réelle. Pour les classes dominantes occidentales dont la plus grosse partie du patrimoine est financier, il ne faut donc pas qu'une crise économique aboutisse à une crise financière et monétaire.

Or, en règle générale, une crise économique présente toujours un risque logique de déboucher sur une crise financière. Or, d'après l'hypothèse que nous développons ici, ce sont bien ces classes dominantes qui provoquent la crise économique, et ce, alors que l'économie était déjà faible, ce qui logiquement devrait décupler les risques de crise financière. Pour quelles raisons prennent-elles de tels risques ?

Le plus probable est qu'elles pensent que ce risque est faible. Car depuis 2008 se déroule une séquence inédite du capitalisme. Pour comprendre en quoi elle consiste, il faut faire un bref historique.

Déjà, dans les années 1920, l'économie était largement mondialisée et dérégulée. Durant ces années, les entrepreneurs de la deuxième révolution industrielle (basée sur la chimie et l'électricité) avaient fait des profits très rapidement. Les dettes privées s'étaient accumulées, pariant sur une poursuite indéfinie de la croissance. Cette situation a fait naître d'importantes tensions qui ont débouché sur une crise en 1929. C'est à l'occasion de cette crise que les rentiers ont pris le dessus sur les entrepreneurs. A cette époque, les rentiers ont favorisé une politique de déflation. Les politiques déflationnistes sont présentées depuis toujours (par eux) comme vertueuses, relevant finalement d'une gestion *de bon père de famille* (« on ne dépense pas ce que l'on a pas »). On parlerait aujourd'hui de politique anti-keynésienne, pro-cyclique (alors que la demande est à la baisse, on la comprime encore par une réduction des dépenses). C'est d'ailleurs à cette époque que Keynes a commencé à défendre les options politiques qui l'ont rendu célèbre. Les rentiers ne voulaient pas des propositions de Keynes car elles favorisaient les entrepreneurs et les salariés, alors qu'elles impactaient négativement leur patrimoine financier (de manière mécanique et logique). Ils avaient compris que leur intérêt se trouvait dans une déflation bien contrôlée car elle permettait de limiter l'inflation. L'inflation, et non pas la crise économique, est l'ennemi juré des rentiers ! C'est elle qui rogne la valeur de leur patrimoine. Les programmes étatiques de stimulation de l'économie impliquent toujours une part d'inflation, ce qui va donc diamétralement à l'opposé des intérêts des rentiers. La déflation, au contraire, est l'état de l'économie qui correspond le mieux aux intérêts et aux réflexes idéologiques, individuels et collectifs, d'une *classe de rentiers*. Dans une situation déflationniste, l'Etat met tout l'argent public dans le remboursement de la dette dont les rentiers détiennent des parts, plutôt que dans des programmes de stimulation de l'économie ou de protection sociale pour la partie de la population qui a été impactée par la crise économique, et dont le rebond de l'économie dépend (puisque pour que l'économie redémarre, il faut qu'il y ait de nouveau une demande globale solvable importante). Bref, ça n'est pas dans le cadre d'une économie prospère que les rentiers peuvent faire les meilleurs profits. La période des trois décennies d'après-guerre (les « Trente glorieuses »), qui a été une période de développement économique extrêmement rapide, est

un souvenir cauchemardesque pour les rentiers. Cette croissance a signifié pour eux une baisse des taux de profits, puisque les salaires ont augmenté (en raison de la quasi-saturation du marché de l'emploi), puisque l'inflation a suivi la même courbe que celle de l'expansion économique (et qu'elle a donc rogné leur patrimoine), puisque les investissements économiques ont été affectés aux services publics (et non pas au remboursement de la dette) ... Les grandes périodes d'expansion économique n'étant pas favorables à *la rente* financière, il n'est pas surprenant que ceux qui nous dirigent, et qui sont liés à cette classe de rentier, en défendent les intérêts et ne fassent pas tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter une crise économique.

Pour comprendre la situation présente, il faut donc avoir en tête cet élément *a priori* contre-intuitif : toute une partie des classes dominantes, bien que capitaliste, ne parie pas sur l'expansion économique, bien au contraire. Les intérêts des chefs d'entreprise (capitalistes) ne recourent pas nécessairement ceux des rentiers (capitalistes), et le capitalisme n'est donc pas un bloc homogène et non évolutif. Or, nous sommes dans une phase du capitalisme qui est, historiquement, celle des rentiers.

Le capitalisme néolibéral a pris une forme nouvelle depuis la crise de 2007-2008, crise qui est le produit de la spéculation et de la flambée des marchés financiers et immobiliers. Cette crise est la seule comparable (jusqu'à présent) en importance à celle de 1929. Elle a failli mettre à bas tout le système économique, boursier, bancaire et monétaire. Si c'était advenu, la situation aurait été chaotique pour tout le monde sur les plans économique, social, politique. Et les rentiers auraient perdu une grande partie de leur patrimoine financier, sans doute durablement. Pour éviter cela, et afin que ne se reproduise pas le chaos de 1929, la FED (la banque centrale américaine) s'est mise à injecter des liquidités de manière presque illimitée sur le marché (autrement dit à « faire tourner la planche à billets »), et notamment en direction des banques et des institutions financières, de toutes les grandes banques dans le monde, pour qu'elles ne s'écroulent pas. Elle a monétisé la plus grande partie des *avoirs pourris* qui étaient à la source de la crise (les fameuses *subprimes*). On n'avait jamais vu des injections de liquidités à un niveau aussi gigantesque (plus de 3000 milliards d'euros en 2012). Or, cet afflux massif d'argent aurait dû provoquer de l'inflation, le cauchemar des rentiers. Mais ça n'a pas été le cas. Pourquoi ?

Certes, l'économie était en mauvais état, en situation de déflation, par conséquent il y avait une marge certaine avant qu'il y ait de l'inflation. Mais la raison principale est que ces liquidités sont allées vers les banques, pas vers l'économie réelle. Et ces banques elles-mêmes n'ont pas prêté à l'économie réelle. Rien ni personne ne les y a contraint, car cet argent leur a été versé –

scandale incroyable – presque sans conditions². Elles ont donc placé cet argent sur les marchés financiers et immobiliers... qui se sont alors remis à flamber. L'économie réelle n'a donc pas redémarré, ou très peu, particulièrement en Europe (c'est un peu moins vrai pour les États-Unis), et est restée structurellement surendettée. En 2010-2011 s'est déclenchée en Europe, dans la zone euro, *la crise des dettes publiques*, conséquence différée de la crise financière de 2008 dans le système dysfonctionnel de l'euro. La banque centrale européenne (BCE), sous la direction de Mario Draghi, a fait ce qu'avait fait la FED. Elle a injecté des centaines de milliards d'euros dans l'économie financière. Cette décision constitue une rupture historique d'avec l'ordolibéralisme européen (en réalité largement allemand) qui déterminait et contrôlait jusqu'alors toutes les règles et les pratiques de la BCE. Même méthode, mêmes conséquences : les dettes publiques ont été pour partie monétisées, mais une bulle financière s'est constituée (placement par les banques des nouvelles liquidités sur les marchés financiers) ainsi qu'une bulle immobilière. Et l'économie réelle est restée en l'état, c'est-à-dire en quasi-déflation (devenue structurelle).

En devenant des *robinets à liquidités* en direction uniquement des banques et des marchés financiers, les banques centrales ont découplé radicalement les marchés financiers de l'économie réelle. C'est ce qui explique que depuis la crise du coronavirus, on voit s'écrouler l'économie réelle (jusqu'à -10% de « croissance » au moment où sont écrites ces lignes), alors que les marchés financiers sont en forte expansion. Ce qui semble paradoxal, pour le moins, mais qui est devenu possible depuis que les banques centrales monétisent tous les problèmes des banques ainsi que les dettes publiques.

C'est la raison pour laquelle les rentiers qui sont au pouvoir ne craignent pas – ou peu – que la crise de l'économie réelle (qu'ils provoquent eux-mêmes en instrumentalisant la crise du coronavirus) débouche sur une crise financière, bancaire et monétaire. Ils savent qu'ils ont *piégé* les banques centrales qui ne peuvent plus fermer le robinet à liquidités. Si elles le faisaient, tout le système s'effondrerait, provoquant le chaos redouté en 2008. Même les Allemands ont renoncé à cette éventualité après en avoir fait la tentative, en mobilisant leur cour constitutionnelle et la Bundesbank. Pourtant, rien ne va plus à l'encontre de l'idéologie allemande que la logique de la planche à billets. Ils n'ont pu que constater le risque de leur propre effondrement si cette planche arrêta de

² Cette opération, présentée comme une mesure « technique » de grande ampleur, a certes sauvé le système économique et permis d'éviter le chaos, mais a été versé aux banques sans conditions sérieuses en termes de réorganisation (par exemple l'obligation de séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt) et sans nationalisation aucune. Et encore moins en accompagnant cette réorganisation bancaire de politique de désendettement de l'économie, volet indispensable pour assainir le système.

tourner. Les marchés financiers tiennent donc tout le monde dans le creux de leurs mains, et ils le savent. Surtout, ils savent que leurs intérêts sont devenus les intérêts de toute la société.

Si l'on n'a pas en tête cette situation, on ne peut pas comprendre pourquoi les classes dominantes pourraient volontairement parier sur une crise économique pour asseoir encore davantage leur domination.

Cependant, il ne s'agit pas ici d'affirmer que la crise financière n'arrivera effectivement pas. Il n'est pas dit que le pari des rentiers soit aussi peu dangereux pour elles qu'elles le croient. La crise de l'économie réelle qu'elles sont en train de fabriquer peut parfaitement leur revenir en boomerang, par un canal ou par un autre, et défaire les équilibres partiels et précaires sur lesquels cette stratégie repose. Les classes dominantes européennes, dont les agents sortent surdiplômés des grandes écoles (qu'elles trustent à leur usage exclusif), sont en réalité loin de briller par leur efficacité. Leurs fortunes, bien que considérable et en augmentation, ont largement dévissé ces dernières années dans les classements mondiaux. Par conséquent, il y a probablement loin de la coupe (de champagne) aux lèvres avant que leur entreprise aboutisse à ce qu'elles espèrent.

5 – Le contexte d'une classe dirigeante désormais très éloignée de l'intérêt général rend plausible l'hypothèse d'une tentative d'instrumentalisation de la crise

Avec une crise économique majeure à la clé, cette instrumentalisation du coronavirus ne présente-t-elle pas un risque politique majeur pour les classes dirigeantes qui l'organisent ? Certes, l'hypothèse d'une telle exploitation de la situation semble contraire à tout principe, et par là-même, peut sembler énorme et faire douter de sa probabilité. Finalement, n'est-ce pas comme si l'on disait que nos gouvernants *gouvernent contre le peuple* ?

Nous ne sommes pas dans les petits papiers du pouvoir (c'est même le moins que l'on puisse dire !). Nous ne disposons pas d'informations de première main attestant de tels objectifs. Mais si l'on écarte l'hypothèse présentée ici, le comportement de nos dirigeants paraît incompréhensible. A moins qu'ils aiment semer le désordre pour semer le désordre, on ne comprend pas leurs décisions.

Après tout, cette hypothèse est-elle aussi abracadabrantesque qu'elle y paraît ? Depuis une bonne trentaine d'années, le personnel politique (les membres du gouvernement, les membres de la haute fonction publique) ne se distingue pas par un sens de l'État ni un sens de l'intérêt général en rapport avec les fonctions qu'il occupe. C'est le moins que l'on puisse dire. A y regarder de

près, c'est à front renversé que jouent ces élites publiques. Elles ont largement montré que leur principale préoccupation est de diminuer la sphère de l'intervention de l'État, de dissoudre la souveraineté (institutionnelle, politique, économique, matérielle) du pays, de dilapider le patrimoine public, et de déconstruire l'État social. Elles l'ont fait incessamment, systématiquement, méthodiquement. Tous les grands dirigeants qui ont accédé au cœur de l'appareil d'État depuis des décennies (les dirigeants des banques centrales, ceux des ministères des finances et du budget, ceux de la direction du Trésor, les ministres, les chefs du gouvernement, les présidents de la République), qu'ils soient de gauche ou de droite, n'ont eu de cesse de faire des choix qui sont diamétralement opposés à l'intérêt public. Et dans ce cadre général, il est notable que la place de la corruption n'a cessé de grandir (ce qui est une conséquence somme toute assez logique). Non pas qu'il y ait une malédiction liée au pouvoir lui-même (comme le pensent libertaires et anarchistes), car à l'époque qui a précédé celle du néolibéralisme, la majorité du personnel politique avait, dans l'ensemble, plutôt le sens de l'État et celui de l'intérêt général (évidemment, leur définition de ce dernier était bien souvent questionnable). Même si l'on trouvait également des gens corrompus au sein des institutions étatiques (comme à toutes les époques), il s'en trouvait beaucoup moins et ils n'auraient pas fait le dixième de ce que font ceux qui nous gouvernent aujourd'hui. Nous avons changé d'époque. Aujourd'hui, la corruption s'est généralisée et prend de multiples visages. L'ENA accouche de spécialistes en pantouflage et en rétro-pantouflage. Ces hauts cadres ont de bons salaires, mais qui représentent peu d'argent à côté des salaires et des actions auxquelles ils accèdent en passant dans le secteur privé au cours de leur carrière. Et s'ils accèdent à de très bons postes dans le privé, c'est d'abord grâce à leur passage préalable dans le secteur public. Il leur arrive même de repasser ensuite du privé au public afin d'avantager – une fois bien placés dans l'appareil d'État – les grandes entreprises pour lesquelles ils ont travaillé et avec lesquels ils ont encore possiblement des intérêts déclarés ou cachés.

On a donc aujourd'hui au cœur de l'État des dirigeants publics dont les stratégies ne sont pas publiques mais privées. Et pour justifier leurs conflits d'intérêts patents, ils nous racontent que l'intérêt privé... c'est l'intérêt général ! Ou dit autrement, que favoriser l'intérêt public c'est favoriser l'efficacité générale de la société, et donc par conséquent favoriser l'intérêt public. Un récit qui rappelle celui de la General Motors dans les années 60 : « ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les États-Unis ». C'est avec ce type de raisonnement et de discours que les hauts cadres de l'État justifient leur corruption, surtout lorsqu'elle se présente sous le vernis de la légalité.

Pour apprécier correctement le niveau de corruption de ces gens-là, il est éclairant de lire l'ouvrage de Laurent Izar, « La France vendue à la découpe », ainsi que celui de Clément Fayol, « Ces Français au service de l'étranger », ou

encore celui de Vincent Jauvert, « Les Voraces : Les élites et l'argent sous Macron ». On y découvre par exemple comment et avec quelle importance, ce personnel use et abuse de ses fonctions pour céder à des intérêts privés, notamment à des fonds spéculatifs étrangers, les plus importantes entreprises françaises, même les plus stratégiques au niveau de la souveraineté économique et militaire du pays. On y découvre également que des pans entiers du patrimoine public national (immobilier, autoroutes, gares, aéroports, forêts, terres agricoles...) sont vendus à des fonds provenant de Chine, du Proche Orient, des États Unis. Ils vendent également la dette publique (oui, même les dettes sont un business) au point qu'elle sera bientôt entièrement détenue par des intérêts étrangers (ce qui rend encore plus problématique la dette publique).

Par conséquent, il ne paraît pas totalement improbable qu'une telle *oligarchie stato-financière* (comme la désigne Emmanuel Todd), prédatrice et insatiable, cherche à maximiser ses intérêts si la situation qui se présente lui en offre la possibilité.

6 – Quelles sont les perspectives ?

Si l'hypothèse que nous proposons ici est la bonne, et si cette tentative aboutit à ce que veut la classe dirigeante, la paupérisation de notre pays explosera et le peu qu'il reste de processus démocratiques dans notre pays disparaîtra pour longtemps.

Force est de constater que certains éléments du scénario que nous avons présentés ici sont *déjà* là. Les conséquences de la crise économiques sont *déjà* exploitées par les néolibéraux. En pleine crise sanitaire, les attaques à venir contre l'État social se précisent : le gouvernement a annoncé que sa réforme prioritaire était (ou redevenait) celle des retraites ; les institutions européennes ne cessent de répéter qu'il faudra « honorer la dette » publique aggravée par la crise (même si finalement cette dette est déjà à un niveau qui la rend impossible à rembourser – même remarque pour les dettes privées). Il est certain que la dette va servir de prétexte pour liquider ce qu'il reste de services publics, de sécurité sociale (d'État social en général), et pour justifier la vente accélérée du patrimoine public national. En réalité, il est parfaitement possible de se débarrasser du « problème » de la dette publique, mais c'est à la condition de sortir de l'euro et de l'Union européenne.

Par ailleurs, la crise économique va fatalement faire augmenter le chômage et la précarité. Et derrière, c'est le nombre de pauvres qui va suivre la même courbe. Selon les associations caritatives, la crise sanitaire a fait basculer dans la pauvreté plus d'un million de Français depuis avril 2020, qui s'ajoutent aux 9,3 millions de personnes vivant déjà au-dessous du seuil de pauvreté. Mais nous n'avons encore rien vu. Des faillites d'entreprises en cascade se produiront lorsque l'État arrêtera de leur prêter de l'argent, et lorsqu'il exigera d'être

remboursé. Surtout que la demande n'est pas là pour permettre à ces entreprises de reprendre leur activité. Que se passera-t-il dans notre société lorsque l'explosion du chômage et de la pauvreté se conjuguera avec la baisse radicale des aides sociales et le démantèlement des structures publiques ?

Ce qui nous attend en terme économique, social, institutionnel, n'est donc rien moins que catastrophique. L'absence de perspective politique depuis près de trente ans, apparaît de plus en plus crûment à chaque nouvelle crise. Il va devenir criant, et se traduire probablement par de nouvelles révoltes, comme celle des Gilets jaunes, mais à une autre échelle. La France est le pays des grandes réactions collectives. Le pouvoir le sait, qui a musclé son appareil répressif au cours des derniers mois, tant sur le plan matériel (recrutement et formation de nouvelles unités de police anti-émeute, achat massif d'armes prétendument non-létale, investissements massif dans des équipements permettant la surveillance de masse, etc.) que sur le plan législatif (avec la loi dite de « sécurité globale », notamment).

Pour les citoyens, l'enjeu est de transformer la colère, la révolte, et même la résignation, en action collective coordonnée. Pour cela, il faut nous organiser au sein d'un parti politique au niveau national, un parti de gouvernement, dont le but sera de reprendre le contrôle des institutions politiques, de les démocratiser, et de faire en sorte que les structures publiques maîtrisent les grandes orientations économiques du pays.

*

Le coronavirus est un accélérateur de l'histoire. Il est exploité jusqu'à la corde par les classes dominantes pour pouvoir produire des effets qui intéressent leur agenda néolibéral. Il peut également marquer la fin de cet agenda et le retour de la communauté des citoyens dans la direction de l'État.

Quatre études internationales importantes sur l'inutilité des confinements :

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1365-3113.2020.08088.x>
<https://www.lelibrepenseur.org/covid-19/etudes-internationales-sur-l-inutilite-des-confinements/>
<https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.08.08.20166111v1>
<https://francais.rt.com/france/80885-les-etudes-internationales-sur-l-inutilite-des-confinements>
<https://covidinfos.net/wp-content/uploads/2020/08/etudes-internationales-sur-l-inutilite-des-confinements.pdf>
<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpubh.2020.00111>

Efficacité des traitements ambulatoires (càd hors hôpital) sur la Covid qui invalide la stratégie axée sur confinements et vaccins expérimentaux :

<https://covexit.com/une-nouvelle-etude-sur-le-traitement-ambulatoire-de-la-covid-19/>
<https://covexit.com/une-nouvelle-etude-sur-le-traitement-ambulatoire-de-la-covid-19/>
<https://www.aimsib.org/c19ivermectin.c>
<https://covexit.com/perspectives-sur-le-traitement-ambulatoire-de-la-covid-19/>
<https://www.francesoir.fr/societe-sanite/covid-19-les-traitements-ambulatoires-sont-ils-efficaces>

Notamment, efficacité de l'Ivermectine :

<https://covid19criticalcare.com/wp-content/uploads/2020/08/ivermectin-for-covid-19.pdf>
<https://covexit.com/nous-savons-que-covid-19-est-traitable/>
<https://www.aimsib.org/2021/01/03/covid-19-ivermectin/>

La grande étude chinoise établissant que les asymptomatiques ne transmettent quasiment pas le virus, ce qui compromet les mesures de confinement généralisé des personnes bien portantes :

<https://www.nature.com/articles/s41467-020-1985-7>
<https://www.francesoir.fr/opinions-traitement/covid-19-les-asymptomatiques-ne-transmettent-pas-le-virus>

Les prophéties ubuesques des épidémiologistes modélisateurs :

<https://www.francesoir.fr/societe-sanite/covid-19-les-propheties-ubuesques-des-epidemiologistes-modelisateurs>

La manipulation des statistiques officielles pour exagérer l'ampleur de la pandémie :

<https://covidinfos.net/covid19/les-hospitalisations-officielles-sont-exagerees>

Le scandale des tests PCR, inadaptés pour évaluer le nombre de malades du Covid :

<https://cormandrostenreview.com/retraction-covid-19-pcr-tests/>
<https://principia-scientific.com/late-covid-19-pcr-tests/>

Les reculs démocratiques en période COVID sont l'accélération d'un processus déjà-là

Des voix s'élèvent contre les atteintes portées aux libertés et contre l'implémentation durable de l'État d'exception. Ces dénonciations sont fondées mais trop souvent insuffisantes et biaisées.

Bien entendu, il est parfaitement fondé de dénoncer un *État d'exception* devenu structurel à l'occasion de la crise sanitaire. Il est légitime de dénoncer pêle-mêle : l'impossibilité du Parlement de pouvoir contrôler les décisions de l'exécutif ; que ces décisions soient prises dans le cadre d'un ubuesque « conseil de défense » ; que ses décisions soient prises sous l'influence d'un « conseil (prétendument) scientifique » ; que celui-ci fonctionne selon des modalités qui semblent en tous points illégales ; et que tout cela se fasse dans le cadre d'une « crise sanitaire » artificiellement surjouée et aggravée³.

Dans un tel contexte, il n'est guère surprenant que les mesures prises soient liberticides. Et de fait, toutes les libertés fondamentales sont bafouées : la liberté de circulation, la liberté de réunion, la liberté de manifestation, la liberté des médecins de prescrire les médicaments qu'ils estiment nécessaires, la liberté de pouvoir filmer la police, le secret médical, la liberté d'expression, etc. A cela s'ajoute toute une série de mesures et de projets attentatoires aux libertés : l'obligation de porter un masque même dans la rue⁴ ; le projet délirant d'instaurer un passeport sanitaire qui créerait deux catégories de citoyens... La liste s'allonge sans cesse et semble ne pas devoir s'arrêter.

Mais si cette dénonciation est parfaitement justifiée, elle présente dans la plupart des cas deux problèmes majeurs liés l'un à l'autre.

³ Si tant que cette épidémie réelle puisse véritablement être qualifiée de crise sanitaire. Sur la seule base de son taux de létalité, a fortiori sur la base de ce dernier lorsqu'on prend les bonnes mesures de santé publique concernant suivi médical, prévention et traitement, on ne sort pas de l'ordre de grandeur des années où il y a de fortes maladies respiratoires infectieuses, en rapport avec notre pyramide des âges vieillissante. <https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2021/03/01/surmortalite-covid-en-2020-c-est-la-demographie-idiot-313301.html>

⁴ Mesure d'autant plus ridicule que les masques « faits maison », les masques chirurgicaux et même les masques FFP1 n'ont aucune efficacité pour filtrer les virus.

L'État d'exception a été décrété dans un cadre institutionnel qui n'est plus démocratique depuis longtemps

D'abord, concernant les atteintes portées au fonctionnement des institutions, les dénonciations que l'on entend portent essentiellement sur les atteintes au rôle du Parlement. Elles laissent entendre que la démocratie institutionnelle tiendrait d'abord à un rôle prépondérant du Parlement par rapport au gouvernement. Si ce principe est celui du parlementarisme libéral, ça n'est pas celui de la démocratie. Si on examine froidement l'histoire du parlementarisme, on est bien obligé d'admettre qu'il n'a pas du tout été conçu pour mettre en place une démocratie. Initialement, le Parlement était une institution strictement oligarchique, réservée aux *gens de bien*, à leurs opinions et à leurs intérêts. S'il a été partiellement démocratisé, ça n'est pas en devenant le *contrôleur* de l'exécutif (facteur qui favorise son rôle libéral, mais pas démocratique), même si nous considérons pour notre part que cette mission est en effet nécessaire au bon fonctionnement des institutions publiques. C'est parce que les partis de masse – apparus à la fin du XIX^e siècle – lui ont imposé en amont et par l'extérieur l'arbitrage par les citoyens de son orientation politique. Par conséquent, si l'on voulait démocratiser (ou re-démocratiser) le Parlement, il faudrait faire en sorte que ce soit les citoyens qui le contrôlent.

Cette clarification étant faite, il est cependant vain que les citoyens aient le pouvoir de contrôler le Parlement si celui-ci est inséré dans un ordre institutionnel où les grandes orientations publiques nationales ne sont pas elles-mêmes autonomes. Autrement dit, si le pays n'est pas souverain, il ne sert plus à rien de contrôler le Parlement et le gouvernement puisqu'ils sont eux-mêmes contrôlés par d'autres forces que celle des citoyens.

En faisant partie de l'Union européenne (et ce quel que soit son contenu, néolibéral ou pas), le Parlement de la France ne peut pas être démocratique, quand bien même il contrôlerait l'exécutif. En effet, ses orientations principales sont définies dans des traités internationaux (ou plutôt *supranationaux*) sur lesquels les citoyens n'ont tout simplement aucune prise. Des orientations qui sont elles-mêmes mises en œuvre par des institutions dédiées à l'application de ces traités sur lesquelles les citoyens n'ont pas non-plus la possibilité d'exercer un contrôle (*Commission européenne, Conseil européen, Cour de justice de l'Union européenne*, etc.). Des institutions qui ne sont pas contrôlées par les citoyens et qui *ne peuvent* de toute façon *pas* l'être, puisqu'elles ont été conçues précisément dans le but de ne pas pouvoir l'être. Les institutions supranationales s'extraient par définition de tout processus démocratique puisque la démocratie ne peut s'organiser qu'au sein de nations politiques souveraines, où les rapports de force de force internes peuvent s'exprimer par une orientation commune après l'arbitrage d'une majorité de citoyens, arbitrage pouvant être remis en question au suffrage législatif suivant, et par les rapports de force sociaux qui continuent

entre deux mandatures. Dans ce contexte supranational, les élections ne servent plus qu'à désigner ceux qui vont *administrer* (et non plus gouverner) un ordre sur lequel les citoyens n'ont plus de prise et qu'ils n'ont pas choisi. Oublier de dire cela lorsqu'on dénonce les atteintes portées au fonctionnement des institutions (surtout lorsqu'on est un homme politique influent au sein de l'opposition), c'est se faire la caution morale et démocratique d'un système qui n'est plus démocratique.

Le néolibéralisme est incompatible avec la démocratie

Si l'on tient compte de ce qui vient d'être énoncé, les atteintes portées à la démocratie à l'occasion de cette pandémie ne devraient pas nous surprendre. La question qui se pose est de savoir pourquoi on a laissé se dissoudre notre souveraineté.

En s'inscrivant dans la dynamique de la « construction » européenne (qui détruit l'État social pour ce qui est du contenu, et l'État-nation démocratique pour ce qui est de la forme), la France s'est inscrite dans celle du néolibéralisme depuis déjà quarante ans. Or, le néolibéralisme est incompatible avec la nature politique des sociétés modernes (le fait qu'une société organise ses institutions communes comme des institutions publiques orientées par le débat public et l'intérêt général), et *a fortiori* avec la démocratie au plein sens du terme (le fait que ce soient les citoyens qui arbitrent *in fine* cette orientation publique). La dissolution des souverainetés nationales fait intégralement partie de la logique néolibérale. Par conséquent, crise sanitaire ou pas, attentats islamiques ou pas, on se dirigeait de toute façon à plus ou moins brève échéance vers un *État d'exception*, c'est-à-dire vers une situation antidémocratique et illibérale. L'épisode du coronavirus a fortement accéléré le processus... s'il n'en est pas lui-même indirectement le produit, tout du moins par son instrumentalisation et l'aggravation de ses effets potentiels. Au point que l'on peut dire que les reculs démocratiques ne sont pas la conséquence de la « crise sanitaire », mais sa cause, c'est-à-dire que dans le cadre de processus démocratiques inentamés, cette épidémie n'aurait probablement pas produit une mortalité qui sorte de l'ordinaire des crises saisonnières de maladies respiratoires infectieuses.

La logique du néolibéralisme est l'orientation politico-économique de tous les pays occidentaux depuis bientôt quarante ans. Selon nous, la mondialisation néolibérale repose sur trois principes fondamentaux⁵ : la généralisation du libre-échange, la financiarisation de l'économie et des budgets publics, et la constitutionnalisation des traités internationaux. Ces trois piliers sont chacun incompatibles avec les processus démocratiques, et leur conjugaison vide de

⁵ Diverses définitions du néolibéralisme sont disponibles. Nous proposons ici une définition « pratique », matérielle, de la mondialisation néolibérale et non pas sa définition théorique et idéologique.

tout enjeu significatif les processus électoraux et condamne à terme l'État social à disparaître au profit du marché.

La généralisation du libre-échange

La généralisation du libre-échange pose déjà à elle-seule un sérieux problème démocratique. Car lorsqu'il n'y a plus de contrôle aux frontières des marchandises venant de l'extérieur alors qu'elles sont produites dans des conditions sociales, fiscales, politiques, environnementales, sanitaires, sécuritaires (etc.) très différentes du pays d'accueil, cela vient compromettre les équilibres, les décisions, et les normes institutionnelles correspondantes du marché intérieur. Un marché n'est jamais séparable des institutions qui l'englobent, et notamment de son système politique. Le libre-échange vient donc perturber les décisions et les équilibres économiques et sociaux de ce système. Plus le libre-échange se généralise sur la planète, plus il devient difficile aux systèmes politiques nationaux de maintenir leurs propres normes intérieures, et encore plus difficile de les faire progresser.

La financiarisation de l'économie et des budgets publics

La financiarisation de l'économie et des budgets publics est le deuxième principe fondamental du néolibéralisme. La financiarisation des entreprises vient compromettre leur intégration dans les équilibres politiques et sociaux nationaux en rendant leur gouvernance étanche à toute autre intérêt que celui de sa valeur actionnariale de court terme. Les actionnaires, bénéficiant d'une dérégulation totale du mouvement international des capitaux, n'ont plus à prendre en compte la solidité de long terme de l'entreprise financiarisée ni des rapports de force internes. À la première menace sur le cours de leurs actions, ils peuvent se retirer sans dommage et partir ailleurs. Entre la pression de la concurrence internationale dérégulée par le libre-échange et celle des actionnaires rendus indifférents à la demande solvable nationale et aux revendications des salariés, l'étau se resserre toujours plus sur la possibilité même du progrès social et démocratique. Par ailleurs, les néolibéraux ont organisé les choses de telle sorte que les budgets publics ne soient plus finançables que par les marchés financiers plutôt que par le circuit des liquidités contrôlées par les pouvoirs publics et leur banque centrale (tel que c'était le cas précédemment). Cette mesure est très loin d'être seulement technique. Elle a, elle aussi, d'importantes conséquences sur le plan démocratique puisque désormais les marchés financiers sont hiérarchiquement plus importants que les arbitrages politiques liés aux citoyens pour décider de l'orientation et du volume des dépenses publiques. Ces deux premiers piliers néolibéraux font la force structurelle de la finance mondialisée, et étouffent par les structures économiques elles-mêmes la possibilité de véritables processus démocratiques et le progrès social.

La constitutionnalisation des traités internationaux

Enfin, la constitutionnalisation des traités internationaux est le moyen utilisé par l'ordre néolibéral pour verrouiller ses structures économiques (généralisation du libre-échange et financiarisation de l'économie et des budgets publics) et stériliser les processus démocratiques nationaux. Ce moyen garantit qu'il soit impossible aux citoyens et à leurs représentants de modifier cette structure. Il consiste à décentrer les décisions économiques de la sphère où s'exercent les pressions démocratiques, c'est-à-dire les espaces nationaux. En effet, les luttes sociales et les pressions électorales n'ont aucun impact au niveau international. Les grandes orientations économiques sont désormais décidées dans le cadre de grandes négociations multilatérales. Puis elles sont entérinées dans des traités internationaux. Enfin elles sont mises en œuvre par des institutions supranationales telles que l'OMC, la banque mondiale, le FMI, et bien entendu « l'Union » européenne, chef d'œuvre institutionnel permettant mieux que tout autre « l'exfiltration » des décisions politiques des cadres nationaux. Au sein de l'Union européenne, les contraintes néolibérales jouent de manière plus forte que dans les autres régions du monde occidental, plus verrouillée, plus dogmatique et plus anti-démocratique. L'Union européenne aura eu pour principal effet, aux niveaux institutionnel et symbolique, de *dépolitiser* les sociétés qui ont accepté de se fondre dans son jeu de contraintes.

La dépolitisation des sociétés occidentales

Il faut s'attarder ici un instant pour préciser ce que l'on entend par *société politique*. Toutes les sociétés ne sont pas des sociétés politiques. La politique est une invention des Grecs de l'Antiquité classique. Ce sont eux qui, de manière explicite et consciente, ont posé que les principales décisions qui orientaient leur société ne dériveraient pas d'injonctions divines mais étaient des choix purement humains, contingents, questionnables, et souvent réversibles. La caractéristique des membres de la société qui reconnaissait le caractère politique de ces décisions publiques étaient des *citoyens*, c'est-à-dire des personnes qui devaient prendre part au débat public visant à élaborer légitimement ces décisions, qui avaient vocation à les arbitrer collectivement et même à les exécuter. Les sociétés qui ont précédé celle des Grecs de l'Antiquité classique n'avaient pas du tout cette façon de s'organiser, et les sociétés qui ont succédé aux cités grecques classiques se sont *dépolitisées*. Cette manière de faire a été réhabilitée à l'issue d'un très long processus depuis le Moyen-âge jusqu'aux grandes Révolutions modernes, avec la réémergence des principes de *la chose commune* (*Res Publica*) et du *bien public*, ancêtres de la *volonté générale* et de *l'intérêt général*. C'est principalement la construction des États modernes qui a permis la redécouverte de la politique, mais cette fois à l'échelle de la société et non plus de la seule cité, notamment par l'invention au XVI^e siècle du concept juridico-politique de la *souveraineté* de l'État, principe posant l'autonomie complète des décisions publiques. La construction des États modernes, a consisté dans le

regroupement de toutes les institutions temporelles (non-religieuses) faisant société, permettant ainsi à la société d'avoir une visibilité inédite sur sa propre plasticité et sur les décisions publiques. C'est ce qui a permis au bout de cette évolution aux membres de ces sociétés de pouvoir peser sur ces décisions de manière décisive, faisant renaître à nouveaux frais l'autonomie globale des sociétés humaines (re)devenant politiques, c'est-à-dire permettant à ces sociétés d'un type très particulier de s'auto-transformer consciemment en faisant vivre en permanence le débat public sur son orientation.

Les processus démocratiques (le fait que ce soit la majorité des citoyens qui arbitre les décisions publiques principales et que les institutions publiques renforcent la position sociale de la majorité défavorisée dans les rapports sociaux spontanés) découlent directement de la politisation de la société. Si celle-ci arrête d'être politique, se dépolitise, les processus démocratiques sont donc fatalement stérilisés, et à terme condamnés si la situation n'est pas redressée. C'est là toute la réflexion de la pensée néolibérale : parvenir à dépolitiser toutes les décisions relatives aux choix sociaux et économiques, soit l'essentiel des décisions publiques. C'est la raison pour laquelle elle s'attaque frontalement aux souverainetés nationales, car c'est elles qui garantissent l'autonomie des décisions publiques de l'État et de la société dans laquelle est incluse cet État. De ce point-de-vue, l'Union européenne est la plus radicale des réalisations néolibérales puisque la souveraineté de chaque État membre a été *dissoute*. Les décisions monétaires, budgétaires, financières (etc.), de ces états ne sont plus prises de manière autonome mais doivent se conformer à des traités dans lesquels sont figés la généralisation du libre-échange et la financiarisation de l'économie et des budgets publics, ainsi que les institutions dédiées à l'application du contenu de ces traités. Un traité international a pour propriété de ne pas être impacté par l'évolution des rapports de forces au sein des nations et par les changements de majorités politiques qui s'y produisent. Son contenu est donc hors d'atteinte des processus démocratiques, ce qui était bien l'objectif initial. Les fameux « rêves européens » étaient bien basés sur cet objectif dépolitisant. Si les structures économiques étaient dénationalisées, pensaient une partie des européistes (parfois d'anciens acteurs ou collaborateurs de l'Europe nazie) alors il n'y aurait plus de guerre, utopie que ni l'histoire qui les précédait, ni encore moins la suite, n'ont jamais confirmé, au contraire. Le seul résultat concret fut de déconstruire la politique et la démocratie, déstabilisant profondément la cohérence de ces sociétés, et d'aviver l'eurodivergence économique et les rivalités internationales.

Face à l'opposition croissante de la population à ces politiques, le pouvoir néolibéral suit sa pente anti-démocratique

Au cours des quarante dernières années, l'empilement des innovations institutionnelles que nous venons de décrire a donc dépolitisé les sociétés

occidentales, et plus particulièrement les pays qui font partie de l'Union européenne. Les élections ne permettent plus de changer les grandes orientations économiques et sociales, quel que soit le parti politique, le programme électoral ou la personne qui est élue (à moins qu'ils le soient explicitement pour extraire le pays de ces traités et de ces institutions, bien entendu, nous y reviendrons). Les populations se sont donc peu-à-peu habituées au fait que la politique se réduise à des choix de personnes chargées *d'administrer* le pays plutôt que de le *gouverner*⁶. Les responsables qui administrent un ordre public dépolitisé sont simplement chargés de gérer des structures économiques qu'ils ne peuvent modifier, ceux qui gouvernent un ordre public politique ont reçu le mandat et ont la possibilité de modifier ces structures.

Tels sont les fondements des reculs démocratiques que nous subissons depuis des décennies. C'est dans ce cadre que l'agenda néolibéral avance. Car ce que nous avons décrit à gros traits, ce sont les structures institutionnelles de la mondialisation néolibérale et sa visée antidémocratique. Mais le contenu que ces structures permettent est bien évidemment plus concret et encore plus connu. Il vise toujours les mêmes objectifs : la privatisation d'une grande partie de l'appareil d'État et des services publics ; la réduction maximale de la sphère économique non-marchande au profit de la sphère économique marchande et ainsi la marchandisation maximale de la sphère sociale et civile ; la destruction de l'État social. Ces objectifs vont radicalement à l'encontre des intérêts des classes populaires et des classes moyennes. Plus cet agenda avance, plus ses conséquences concrètes se font sentir pour la majorité de la population. Mais comme il n'est plus possible à cette majorité d'infléchir la « politique » (le terme ne convient plus pour un tel contenu qui échappe à l'arbitrage citoyen) qui est menée parce qu'elle est cadencée dans les traités internationaux, il est normal qu'elle manifeste de plus en plus son mécontentement. Et ce mécontentement ne passe plus par les organisations syndicales et les partis politiques habituels, enfermés dans leur impuissance, incapables de lui offrir un débouché institutionnel (puisqu'ils s'inscrivent tous dans un ordre postnational qu'ils ne remettent pas en question). Il passe par une abstention électorale de plus en plus massive, et par une contestation dans la rue de plus en plus radicale (comme celle des Gilets jaunes). Plus cette opposition grandit, plus le régime politique néolibéral suit logiquement sa pente anti-démocratique, sachant que son programme est toujours plus consciemment minoritaire dans la société.

Depuis des années maintenant, le périmètre des libertés publiques se resserre, et les pouvoirs exécutif et parlementaire prennent une tournure de plus en plus visiblement autocratique pour mettre en œuvre le programme néolibéral quoi qu'en pense la population. Il en passe notamment par le verrouillage des

⁶ D'où l'émergence du mot « gouvernance » dans le langage des hommes politiques, autrefois utilisé dans le cadre de la gestion des entreprises, en lieu et place du mot « gouvernement ».

capacités d'organisation politique des expressions du mécontentement. En effet, seule une autocratie est en capacité de continuer d'imposer les choix antisociaux et antidémocratiques de l'agenda néolibéral.

*

Si l'on veut que les prochains épisodes de la vie de ce pays ne s'inscrivent pas dans une succession *d'États d'exception* toujours plus longs et liberticides, il faut admettre que la reconquête de la souveraineté nationale préempte aujourd'hui la question de la démocratie. Tant que cette souveraineté n'aura pas été rétablie, nous sommes condamnés à *jouer les pleureuses* quant aux reculs des libertés individuelles et collectives. Nous aimerions que les organisations politiques et syndicales et que les intellectuels ne se contentent pas de la lutte contre le recul des libertés individuelles et collectives, mais en dénoncent les causes réelles et structurelles (pour ceux qui n'en chérissent pas les causes tout en en déplorant les effets). Ce serait alors lutter pour la reconquête démocratique qui passe prioritairement par la reconquête de la souveraineté de l'État. Seule une telle reconquête permettrait d'attribuer cette souveraineté à son propriétaire légitime, la nation, la communauté des citoyens. Une communauté qui retrouverait ainsi la maîtrise de son destin collectif et les conditions *sine qua non* du progrès social et démocratique.

La crise « sanitaire » n'a pas eu lieu

Si 2020 a été une année de surmortalité en France, de quel ordre celle-ci a-t-elle été et quelles en ont été les causes réelles ? Le virus est-il seul responsable ? Cette surmortalité - et ses causes - justifient-elles l'état d'urgence sanitaire et toutes les mesures excipant du droit commun prises par les pouvoirs publics ? Répondre à ces questions permet d'illustrer l'état de notre pays sur le plan politique.

Le concept de « catastrophe sanitaire » n'a jamais été défini

Au premier trimestre 2020, le gouvernement français a estimé que la France faisait face à une « catastrophe sanitaire », justifiant ainsi le déclenchement d'un état d'urgence sanitaire. Mais il n'existe pas de définition juridique, scientifique, ou légale, d'une « catastrophe sanitaire ». Le conseil scientifique, créé dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, aurait donc dû commencer par donner sa propre définition de ce concept, afin d'établir les critères objectifs qui permettraient d'encadrer son apparition et qui permettraient plus tard de prévoir sa disparition. Étant donné qu'il ne l'a pas fait, on ne peut pas savoir à quelles conditions (ni quand) l'état d'urgence sanitaire, étroitement lié au constat de « catastrophe sanitaire », pourra prendre fin, et cette énième version de l'État d'exception est donc suspendu au pur arbitraire de l'exécutif délié de toute pression légale.

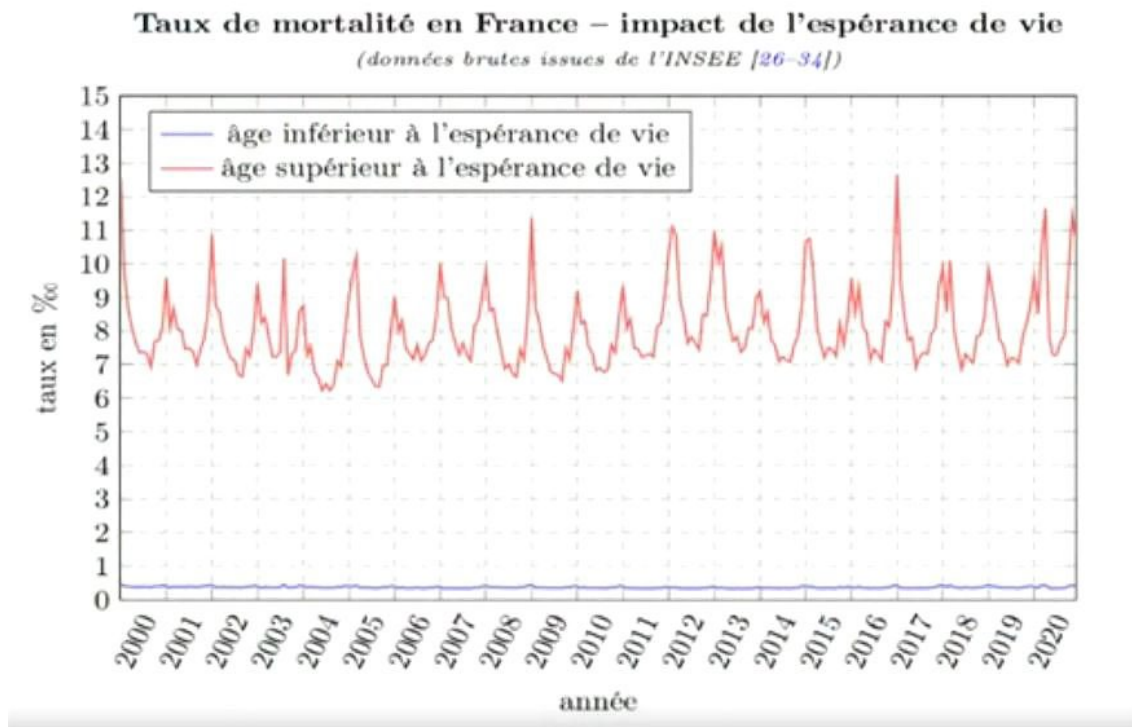
Faute de disposer de ces éléments essentiels, il s'agit donc de rechercher les éléments qui peuvent permettre de procéder à l'analyse critique de la politique qui a été menée au nom de cette catastrophe.

Surmortalité : il faut comparer ce qui est comparable

Concernant la surmortalité (la mortalité qui s'élève au-dessus de la moyenne attendue), en temps normal déjà, les années se suivent mais ne se ressemblent pas. Tous les deux ou trois ans, surviennent ce que les démographes appellent « les années de moisson », qui sont des années présentant une surmortalité par rapport aux autres années. Elles sont dues aux épidémies d'infections respiratoires aiguës, notamment la grippe, qui d'une année sur l'autre n'a pas la même gravité. Au cours de ces années, les personnes les plus fragiles (qui dans les pays occidentaux sont principalement les plus âgées, plus, à une moindre échelle, celles qui souffrent de maladies graves mettant en cause leur pronostic vital) dont le nombre a grandi au cours des années précédentes, sont « fauchées » par cette épidémie plus active. Aux

années relativement « calmes » en termes de mortalité, succèdent donc habituellement des années présentant une mortalité plus importante.

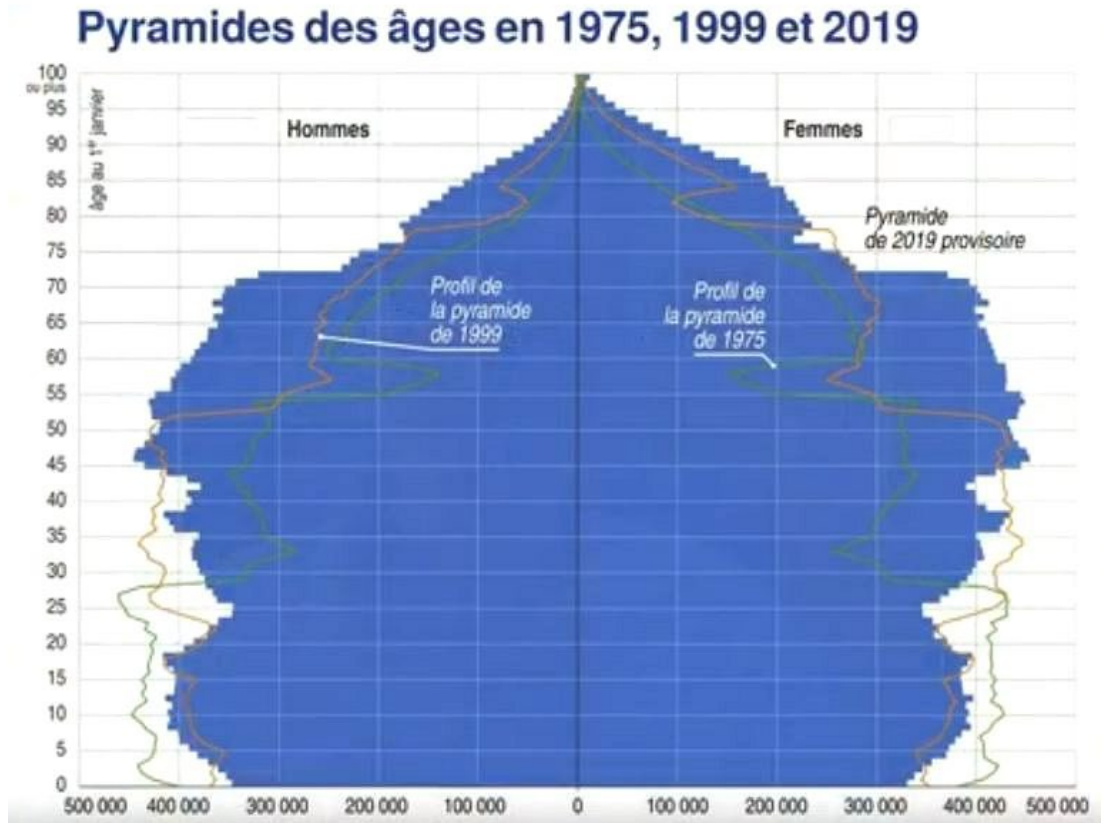
Or, les années 2018 et 2019 avaient été des années de sous-mortalité. Il faudrait donc comparer l'année 2020 avec des « années de moisson », c'est-à-dire 2012, 2015 et 2017. Comparer la mortalité de l'année 2020 qui est une « année de moisson », avec 2018 et 2019 qui n'en sont pas, accentue donc artificiellement le caractère exceptionnel de l'année 2020.



Mortalité saisonnière et « Papy-boom »

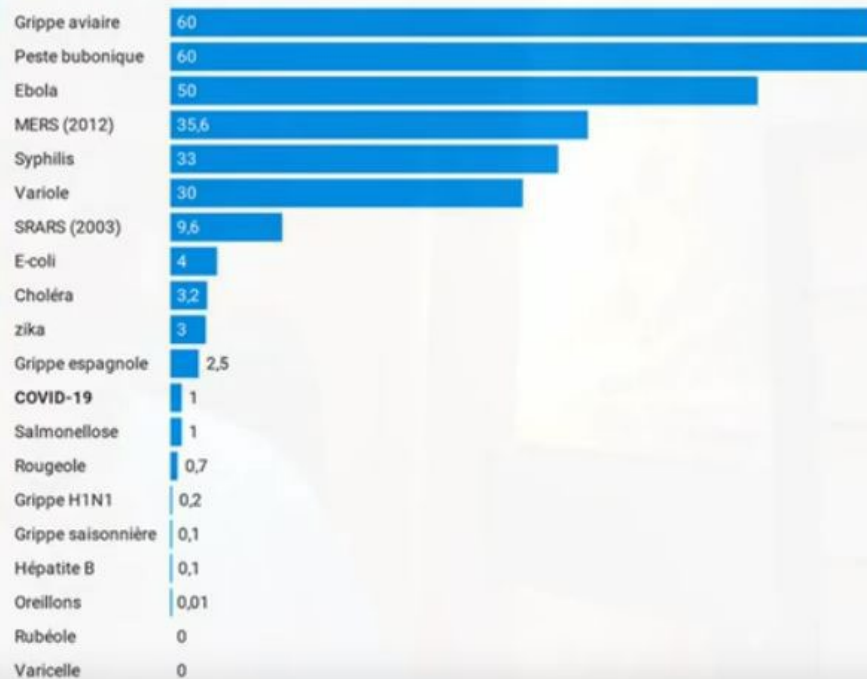
L'autre donnée structurelle à prendre en compte pour pouvoir mettre en perspective les chiffres de la mortalité de 2020, c'est le grand vieillissement des populations des sociétés occidentales, et notamment de l'arrivée dans les âges critiques en terme de problèmes de santé de la génération du « Baby-boom », les personnes nées entre 1946 et 1974. Depuis quelques années, on fait donc face à un « Papy-boom ». Depuis 2006, les personnes les plus âgées de cette génération viennent gonfler mécaniquement tous les ans les chiffres de mortalité. Le taux de mortalité ne cesse d'augmenter en raison de ce phénomène alors que l'espérance de vie, elle aussi, continue d'augmenter. Nous avons abordé une époque qui va durer plusieurs décennies, pendant lesquelles les « années de moisson » vont se répéter et occasionner de plus en plus de morts. 2017 a été une année de forte grippe, occasionnant une surmortalité notable. Les personnes les plus fragiles ayant été emportées à ce moment-là, les années 2018 et 2019 ont été des années de sous-mortalité. Pendant ces deux années, un

nouveau « stock » de personnes âgées fragiles s'est progressivement constitué, qui a été fauché en 2020 par la Covid-19. La surmortalité de 2020 s'explique donc pour une part importante en raison de ce phénomène : 2020 a été une « année de moisson ».



La surmortalité de 2020 ne s'explique donc pas d'abord par une épidémie exceptionnellement mortelle. Par conséquent, même s'il existe d'importantes divergences entre spécialistes concernant le *taux de létalité* de la Covid-19 (rapport entre le nombre de personnes infectées par ce virus par rapport au nombre de personnes tuées ce virus), il ne présente en aucun cas un caractère exceptionnel. Dit autrement, l'épidémie de Sars-Cov-2, dont le taux de létalité doit se situer entre 0,5% et 1% n'entrera certainement pas dans les annales comme une des épidémies les plus létales, et de loin s'en faut. Si ce taux est notable, il n'a rien de commun avec celui d'autres épidémies situées entre 30 et 60%.

Taux de létalité des maladies infectieuses, virus et bactéries



Etude par classes d'âge

Si l'on veut comparer 2020 à d'autres années, il vaut donc mieux s'intéresser à un plus grand nombre d'années antérieures, plutôt qu'à 2019 seule. Une étude allemande concernant la mortalité en France par tranche d'âge au cours de huit années consécutives jusqu'à 2020 (incluse) montre que l'année 2020 n'a rien d'exceptionnel par rapport aux autres années en terme de taux de mortalité par classe d'âge.

verstorben / AG	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		Rang
0-9 Jahre	0,044 %	0,042 %	0,043 %	0,042 %	0,042 %	0,042 %	0,042 %	0,038 %		8
10-19 Jahre	0,015 %	0,014 %	0,015 %	0,014 %	0,013 %	0,014 %	0,014 %	0,013 %		8
20-29 Jahre	0,043 %	0,041 %	0,040 %	0,040 %	0,039 %	0,039 %	0,040 %	0,038 %		8
30-39 Jahre	0,066 %	0,066 %	0,067 %	0,065 %	0,065 %	0,067 %	0,067 %	0,064 %		8
40-49 Jahre	0,17 %	0,16 %	0,16 %	0,15 %	0,15 %	0,15 %	0,15 %	0,15 %		7
50-59 Jahre	0,43 %	0,41 %	0,41 %	0,40 %	0,39 %	0,39 %	0,37 %	0,38 %	0,073 %	7
60-69 Jahre	0,90 %	0,88 %	0,90 %	0,87 %	0,85 %	0,84 %	0,83 %	0,85 %		5
70-79 Jahre	1,87 %	1,81 %	1,86 %	1,85 %	1,90 %	1,88 %	1,82 %	1,94 %		1
80-89 Jahre	5,96 %	5,67 %	5,92 %	5,63 %	5,64 %	5,54 %	5,41 %	5,76 %		3
90 Jahre und älter	22,0 %	20,2 %	21,7 %	20,3 %	20,8 %	20,1 %	19,5 %	20,6 %		4

(*) Die Bevölkerungszahlen nach Eurostat entsprechen jeweils dem Stand zum 31.12. des Vorjahres
Eurostat: Mortality - Weekly deaths by week - 10 year age group

1 ist höchster, 8 niedrigster Wert

Au-dessous de 50 ans, l'année 2020 est celle pour laquelle le taux de mortalité est le plus bas. Au-dessus de 50 ans, cette année ne se signale pas par des taux de mortalité supérieurs, sauf pour la classe d'âge 70-79 ans. Même s'il s'agit effectivement d'un taux de mortalité record pour cette tranche d'âge, il n'est pas spectaculairement supérieur à celui de l'année 2017 (1,94% contre 1,90%). Par ailleurs, la tranche d'âge 70-79 ans en 2020 est composée de baby-boomers, ce qui augmente la proportion de personnes fragiles par rapport aux années précédentes. En effet, en 2020, il y avait 800 000 personnes de plus de

65 ans qu'en 2017. Il n'est donc pas surprenant que l'année 2020 soit une année de moisson plus forte pour cette partie de la population qu'en 2017. On peut donc faire l'hypothèse qu'une forte grippe aurait vraisemblablement donné des chiffres comparables.

Un refus de soin sciemment organisé

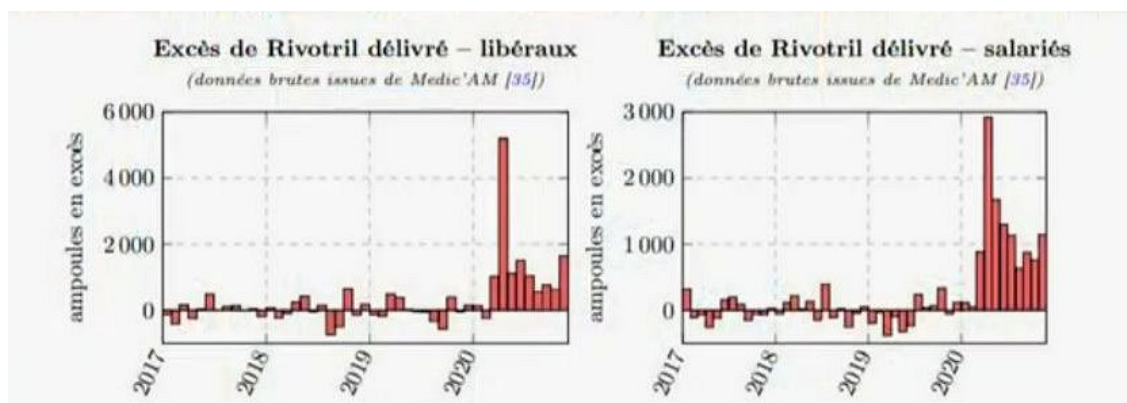
La surmortalité en 2020, bien que toute relative, a d'autres causes encore. Au prétexte de ne pas engorger les hôpitaux, mais en réalité de favoriser l'usage de nouveaux médicaments sous brevet et de nouveaux vaccins, le pouvoir, à l'abri de l'État d'exception qu'il s'est taillé à sa guise et sans critères limitant, a *organisé* une sorte de refus de soin massif et systématique aux malades. La première mesure dans ce sens a été d'évacuer les médecins de ville de la ligne de front pour leur prise en charge. Alors qu'il y a des médecins de ville partout (ou presque) et que ce virus s'est répandu sur tout le territoire, la chose la plus logique aurait été de faire exactement l'inverse, c'est-à-dire de mobiliser ces médecins pour qu'ils suivent de près les gens atteints par la maladie, et qu'ils les surveillent et les soignent autant que faire se peut, au fur et à mesure, comme c'est bien évidemment leur mission fondamentale. Or, le message envoyé officiellement à la population était qu'il ne *fallait pas* aller voir son médecin, mais rester chez soi, prendre du Doliprane, et aller directement à l'hôpital dans le cas où ce « traitement » n'empêcherait pas la survenue d'une détresse respiratoire.

Lorsque ces instructions complètement folles ont été données, on ne connaissait rien de cette nouvelle maladie. Mais on a vu rapidement que lorsque la maladie attaque les poumons et que le taux d'oxygène dans le sang devient trop bas, le malade ne s'en aperçoit pas car cela ne provoque pas de difficultés respiratoires avant plusieurs jours. Lorsqu'elles surviennent, il est déjà très tard car une bonne partie des poumons est endommagée et le malade doit aller directement en service de réanimation. Son sort est alors très aléatoire. Il s'avère donc parfaitement irresponsable, voir criminel, d'organiser la prise en charge des malades seulement à partir du moment où ils sont en détresse respiratoire. Si les médecins de ville avaient pu accompagner les personnes présentant des symptômes à toutes les étapes de l'évolution de la maladie, notamment en surveillant leur taux d'oxygénation, la surmortalité aurait été très certainement plus basse. Mais cela ne risquait pas d'arriver, puisque les malades avaient pour instruction de rester chez eux. Et ces consignes continuent à être appliquées alors même que le risque insensé qu'elles font courir aux malades est maintenant parfaitement connu depuis la mi-2020.

Une autre consigne doit être considérée comme du refus de soin : le remplacement de la prise en charge individuelle des malades dans les hôpitaux par des essais thérapeutiques sur des nouvelles molécules. Ces essais ont été financés par les laboratoires pharmaceutiques, pas par les États et leur unique

objet a été de rentabiliser des molécules, certainement pas de soigner les gens. On ne connaissait en effet par définition ni l'efficacité, ni les effets secondaires de ces produits. Un grand nombre de personnes a donc servi de cobayes gratuits pour les laboratoires privés, sans en être informé, et avec des résultats très massivement contre-productifs.

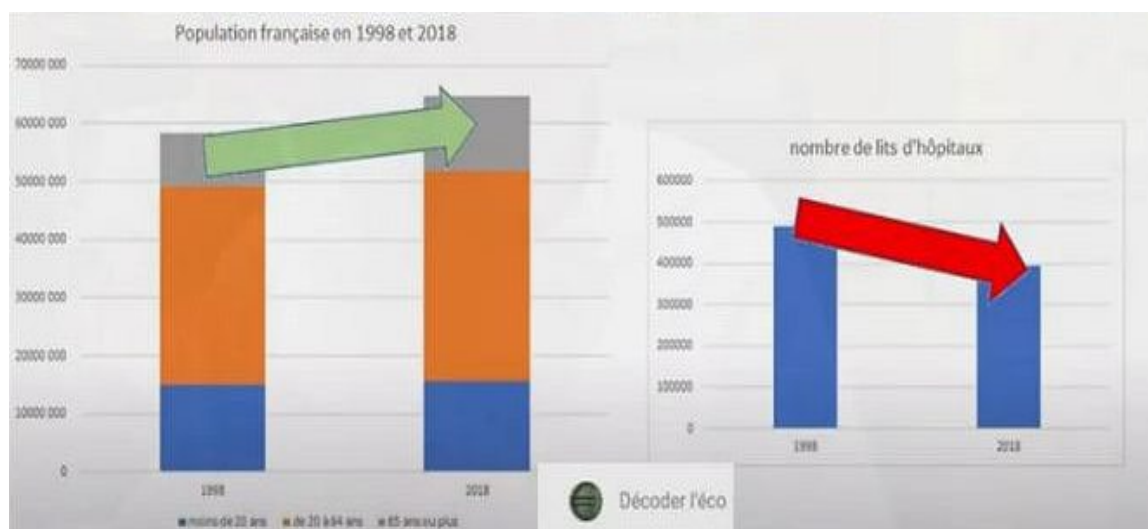
Deux décisions publiques encore plus graves ont été prises à l'égard des malades dans les EHPAD, à savoir ne pas les envoyer à l'hôpital pour ne pas prendre le risque d'engorger les hôpitaux, et leur administrer du Rivotril. Il est avéré que cette molécule a été utilisée pour les tuer. En effet, le Rivotril est un antiépileptique non seulement sans rapport avec les besoins des malades de la Covid-19, mais *dont les effets secondaires sont mortels en cas de Covid-19*. Son administration à des personnes fragiles et malades ne pouvait donc être que (volontairement) létale. Cette mesure a été dénoncée par certains commentateurs comme relevant de l'euthanasie, qui est interdite en France. Mais il ne peut (même pas) s'agir d'euthanasie pour la raison qu'il n'a été demandé d'autorisation ni aux patients ni à leur famille. Il s'agit donc d'un assassinat de masse au sens pénal du terme. Les graphiques suivants montrent qu'il y a eu une explosion de la consommation du Rivotril lors de la première vague, donnant ainsi une idée de l'ampleur du crime perpétré pendant cette période.

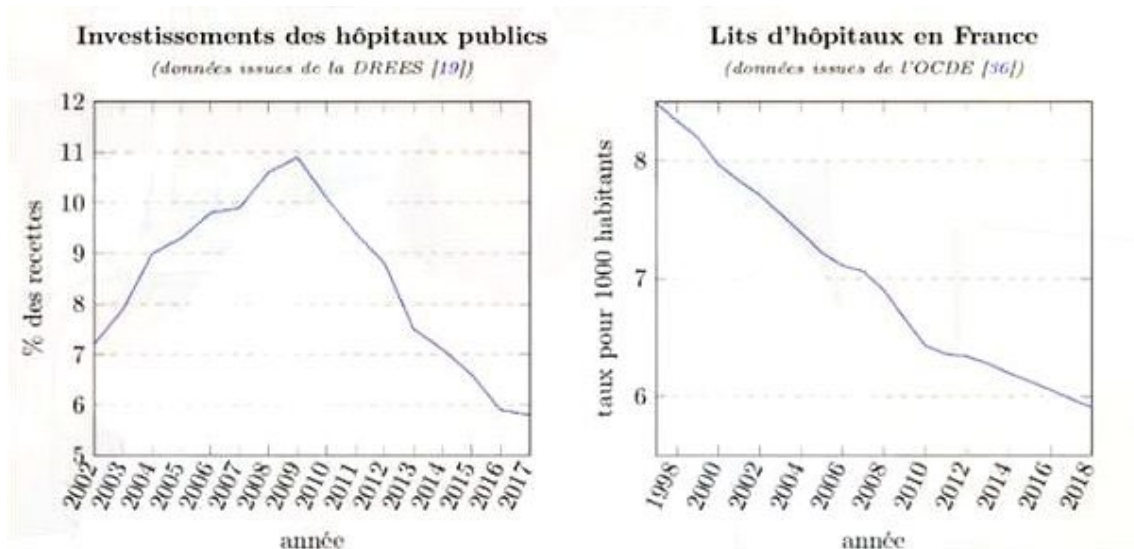


Dans la panoplie des mesures qui s'inscrivent dans la logique du refus de soin, il y a celle du « tout vaccin ». La méthode qui consiste à repositionner des molécules anciennes dont on connaît les effets thérapeutiques et secondaires a été écartée délibérément. Il s'agit pourtant de la méthode la plus classique lorsque survient une nouvelle maladie, pour la simple raison qu'on n'a alors en réalité pas le temps de développer de nouveaux médicaments (car c'est long et aléatoire d'en créer des efficaces et sûrs) alors que la maladie est déjà là et qu'il faut agir immédiatement. On sait déjà, en laboratoire et par l'expérience des médecins, que tel type de molécule donne des effets positifs dans tel type de problème de santé. On procède donc par essais et erreurs, et collection des expériences, jusqu'à ce que l'on trouve parmi les molécules déjà disponibles celles qui produiront des effets positifs. Mais ces anciennes molécules ne sont

généralement plus sous brevet, et n'intéressent donc absolument pas les laboratoires pharmaceutiques puisqu'ils ne peuvent plus faire d'argent avec. Cette méthode a donc été évacuée, et elle l'a été dès le début, avant-même que des médecins puissent constater quelque effet que ce soit après prescription. Pour couronner le tout, les médecins qui ont malgré leurs folles consignes officielles, soigné leurs patients ou tenté de le faire, au cas-par-cas, selon le profil de chacun, ont été inquiétés par l'Ordre des médecins (en France) et leur ARS, et menacés de se voir retirer le droit d'exercer la médecine. Ils ont donc été purement et simplement interdits de prescrire. C'est donc la raison pour laquelle les médecins de ville ont été écartés de la politique sanitaire Covid-19. Il y avait un risque pour l'industrie pharmaceutique et pour ceux qui, dans les arcanes du pouvoir étatique, protègent leurs intérêts, que des traitements peu coûteux s'avèrent efficaces. Jamais dans l'histoire, l'autorité publique n'avait encore interdit aux médecins de soigner leurs patients. Cette mesure doit être considérée pour ce qu'elle est : décidée dans le cadre hors-la-loi d'un État d'urgence injustifié (au sens strict), sans fondement scientifique, sans justification éthique, et finalement tyrannique et criminelle.

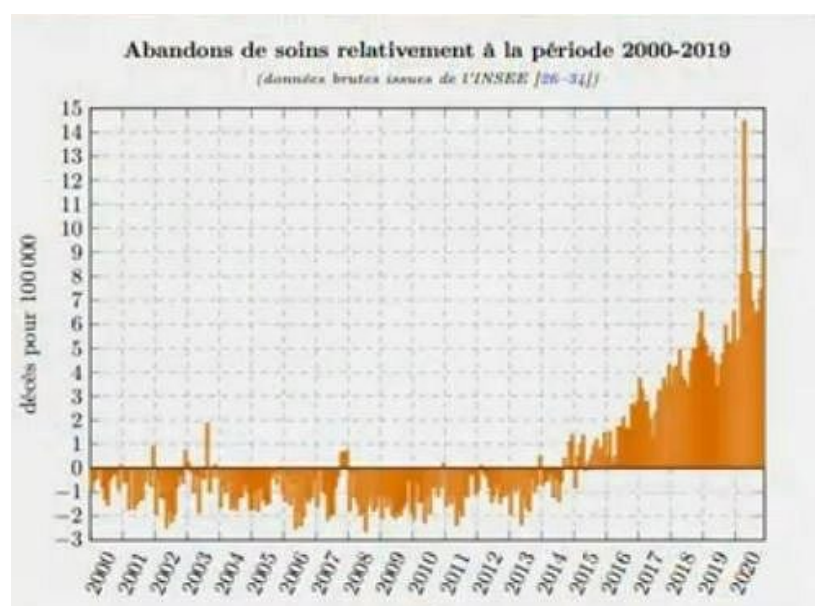
Enfin, dernière mesure à devoir être considérée comme participant du refus de soin : le progressif démantèlement de l'hôpital public, notamment par la fermeture massive et continue de lits au cours de la dernière décennie. Un choix d'autant plus problématique que la population vieillit, c'est-à-dire que le nombre de personnes fragiles augmentent.

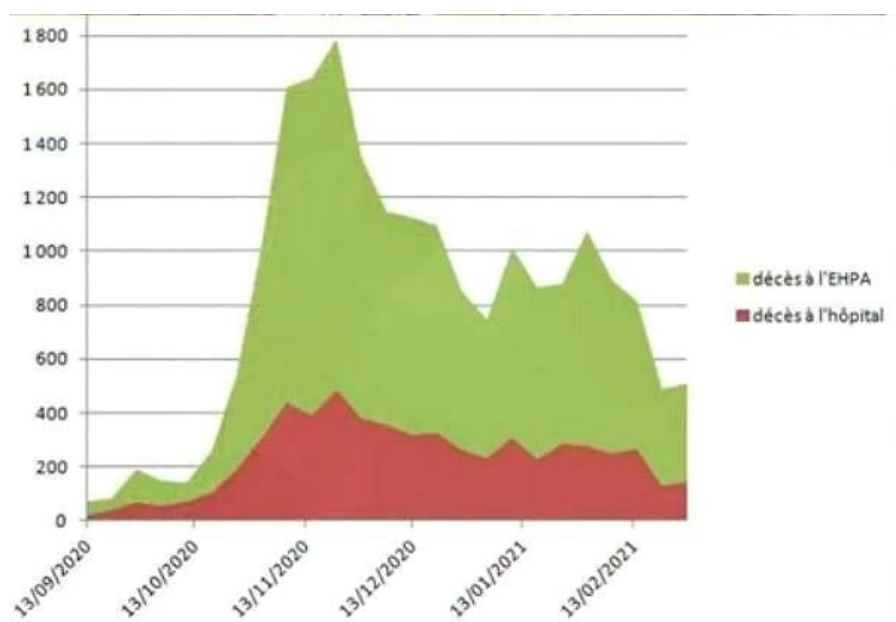




Par conséquent, sans surprise, les hôpitaux se retrouvent systématiquement engorgés dès qu'il arrive une maladie saisonnière (classiquement la grippe). Le personnel hospitalier sait que, depuis l'année 2014 environ, les services sont engorgés lors des épisodes de grippe saisonnière. Il y a donc régulièrement, et de manière croissante, des abandons de soins de la part des hôpitaux puisqu'ils ne peuvent plus répondre aux besoins. Cela se mesure à la part de morts survenues en dehors de l'hôpital qui a augmenté de manière spectaculaire depuis 2014.

Comme le montrent les graphiques ci-dessous, le nombre de personnes qui sont mortes sans avoir été prises en charge par l'hôpital a augmenté de manière linéaire depuis 2014 et de manière exponentielle en 2020. La situation en 2020 n'étant que le résultat d'une situation devenue structurelle à l'occasion d'un épisode d'épidémie aigüe.





Les pouvoirs publics ont poursuivi cette politique de suppression des lits même durant l'épidémie, alors que dans le même temps, comble du cynisme, ils décidaient de confiner chez eux toute la population au prétexte de lutter contre le risque de saturation des hôpitaux.

L'année 2020 a donc été une année d'abandon et de refus de soins spectaculaire. La conséquence logique est que ce virus en réalité peu dangereux – pour peu qu'on fasse en sorte qu'il le reste, ce qui était parfaitement possible – a fait bien plus de morts qu'il n'aurait dû en faire.

Une parole publique démonétisée

On l'a vu, la surmortalité (non-exceptionnelle) de 2020 a pour cause cinq facteurs : le virus lui-même, le contexte démographique (« Papy-boom »), la sous-mortalité des deux années précédentes, un hôpital public à l'abandon, et un refus de soins quasi officiel. L'interprétation de cette surmortalité par le gouvernement et par les mass-médias ne conserve que le premier et évacue les quatre autres. Il en résulte que le récit officiel est celui d'une dangerosité réelle du virus pour tout le monde et d'une dangerosité extrême pour les plus âgés. Un tel récit venant des autorités, de personnalités publiques « autorisées », et des médias disposant des plus importants moyens de diffusion, est naturellement très anxiogène. Mais d'un autre côté, il est avéré que la parole publique et médiatique dans notre pays souffre déjà d'un fort discrédit, un discrédit qui vient de loin et que l'accès à des médias alternatifs et indépendants sur internet a accéléré. Or, dans une situation d'alerte, de crise, de danger potentiel, chacun a *besoin* de se faire un point-de-vue afin de déterminer sa

propre attitude. Dans ce contexte paradoxal, il peut donc y avoir deux attitudes différentes : soit croire dans le récit officiel, soit ne pas y croire. Dans les deux cas, la situation est anxiogène : le récit officiel est anxiogène ; la perte de confiance en la parole publique est anxiogène également car elle conduit à ne plus savoir qui ou quoi croire, et donc à ne pas savoir ce qui arrive et ce qui nous attend.

Cette situation a eu de graves conséquences. Elle a induit de mauvaises attitudes collectives :

- Les personnes malades ne sont plus allées se faire diagnostiquer. On a en effet constaté en 2020 d'importants retards au diagnostic sur des choses essentielles comme le diabète, les maladies cardiovasculaires, les cancers, etc. Toutes maladies dont l'issue dépend grandement de la précocité du diagnostic. Du fait des confinements, de la peur de fréquenter des lieux collectifs, et des consignes gouvernementales de ne pas se rendre chez son médecin, beaucoup trop de personnes malades furent découragées d'aller faire diagnostiquer la maladie dont elles souffraient.
- De nombreuses personnes se sont littéralement terrées chez elles, y compris avec les enfants. De nombreuses personnes âgées se sont isolées, ce qui les a fragilisées socialement, psychologiquement, ce qui a fini par fragiliser leur santé.
- Le manque d'activité physique a eu lui aussi un impact sur la santé de la population, et plus particulièrement sur la santé cardio-vasculaire.
- Le niveau d'anxiété et des troubles psychologiques a connu un niveau très important, dont les effets sur la santé se sont inscrits sur le long terme.
- Les tensions entre les personnes, liées à ce niveau élevé d'anxiété, sont devenues plus palpables (altercations liées au respect des « gestes barrières », dénonciations, etc.).

Bref, le climat anxiogène dans lequel la population a été plongée a eu et continue d'avoir des conséquences délétères en termes sanitaires.

Les conséquences politiques de ce discrédit

Ne plus pouvoir faire confiance à la parole publique, qu'elle soit gouvernementale ou médiatique, démontre la confiance que les citoyens peuvent avoir en l'État, et leur fait perdre une assise commune minimum pour décrypter le réel afin d'y faire face. Et c'est un cercle vicieux. Les différentes réactions de lucidité par rapport au récit officiel sont utiles car elles contribuent à faire circuler la ré-information, et donc à faire baisser le niveau d'anxiété

générale. Cependant, nombreuses sont celles qui ont tendance à attribuer à « l'État » la nature de la désinformation et de toutes les mesures allant contre l'intérêt général lors de l'épidémie. Or, on se tromperait en confondant l'outil et son utilisateur. S'il faut combattre l'usage que le gouvernement actuel fait de l'État, cela ne veut pas dire qu'il faut combattre l'État en soi. Tout au contraire, pour les citoyens, il s'agit à présent de se *ré-emparer* de l'État, et non pas d'en combattre le principe. Il faut s'en ré-emparer, notamment pour pouvoir décider de politiques de santé publique adaptées aux besoins de la population, c'est-à-dire pour inverser la tendance à l'œuvre depuis plusieurs décennies. Pour répondre à de tels besoins, il est illusoire de penser qu'il est possible de « se débrouiller » en dehors de l'État et contre lui ! On voit donc que le discrédit de la parole publique par la désinformation aggrave la situation qui est à l'origine de cette désinformation. Il y a là un véritable cercle vicieux qu'il faudrait briser, et non pas conforter.

Une politique de santé publique qui ne repose plus que sur les comportements individuels

Pour crédibiliser le récit officiel d'un virus extrêmement dangereux, les autorités ont pris des mesures qui ont servi à créer un climat de peur. Par exemple, le confinement a été présenté comme une décision presque vitale. Mais en réalité, cette méthode liberticide, d'une très grande violence sociale, n'avait jamais été pratiquée à l'époque moderne à l'occasion d'une épidémie. Pour une raison simple : on sait depuis longtemps qu'enfermer ensemble des personnes saines et des personnes malades n'est pas une bonne chose. De ce point-de-vue, le confinement a été (volontairement) confondu avec le principe de la quarantaine, alors qu'il est très différent. La quarantaine consiste à isoler les personnes malades et celles qui sont susceptibles de l'être. Parfois, les personnes sous quarantaine sont contraintes à rester enfermées ensemble, qu'elles soient contaminées ou qu'elles ne le soient pas encore (à bord d'un bateau par exemple), car elles toutes considérées comme potentiellement déjà contaminées. Elles sont alors « confinées » ensemble et il est très probable qu'elles finiront toutes par être contaminées si elles ne l'étaient pas encore. Mais cette pratique vise à empêcher que le virus quitte un espace donné et qu'il se mette à circuler en dehors de cet espace. Le confinement *général*, lui, a été appliqué à toute une population *sur un territoire où le virus circulait déjà*. Ce ne sont donc pas les personnes contaminées ou susceptibles de l'être qui ont été isolées des autres, mais les personnes contaminées et celles qui ne l'étaient pas qui ont, partout, été confinées dans un même espace (le logement, la région, etc.), ce qui ne pouvait qu'augmenter mécaniquement la contamination. Les « couvre-feux » sont eux aussi des accélérateurs de propagation car ils constituent une sorte de confinement qui ne s'exerce pas dans l'espace mais dans le temps, avec pour effet que tout le monde se retrouve en même temps au même endroit (dans les

transports par exemple). Le seul effet prévisible (et visé) est donc de terroriser les populations.

Le port obligatoire du masque, particulièrement spectaculaire et anxiogène, n'a rigoureusement *aucune* justification scientifique. C'est la raison pour laquelle le gouvernement suédois a refusé de prendre cette mesure, la Suède ayant au final des résultats en termes de contaminations et de morts meilleurs que biens des pays qui l'ont fait. En réalité, les masques FFP1 ne sont pas conçus pour empêcher les virus de passer, et de fait, ils ne le peuvent pas (les virus sont d'un diamètre très inférieur à leur capacité filtrante). Le port du masque *en extérieur* est évidemment encore plus absurde, si c'est possible. D'ailleurs, on soupçonne presque depuis le début que le Sars-Cov-2 se transmet principalement par les mains, par contact direct et par l'intermédiaire d'objets touchés. Le nettoyage des mains s'avère donc bien plus utile que le port d'un masque (ce n'est pas difficile). Mais cette mesure est bien moins démonstrative et distille bien moins la hantise des contacts sociaux, et la frayeur collective.

Le plus important ici, c'est de constater que les autorités ont utilisé *massivement*, sans nuances, et sans retour critique postérieur, toutes ces mesures inutiles, culpabilisantes et anxiogènes alors qu'elles avaient commencé par évacuer toutes les mesures pouvant réellement limiter les effets de ce virus (le suivi médical de prévention par les médecins de ville, l'utilisation par les médecins de molécules disponibles, l'ouverture massive de lits dans les hôpitaux, etc.). Ces mesures apparaissent donc, par comparaison en termes d'efficacité contre le virus, comme un pansement sur une jambe de bois.

Alors pourquoi ce récit, malgré ses aberrations, a-t-il pu prendre sur une partie majoritaire de la population ? C'est d'abord qu'il s'appuie sur une tendance lourde de notre époque, à savoir l'individualisation et la dépolitisation des problèmes collectifs. Le récit affirme que si les *individus* ont le « bon comportement » (s'ils portent le masque, s'ils restent distants les uns des autres, s'ils restent confinés chez eux, s'ils acceptent benoîtement des « vaccins » expérimentaux, etc.), alors ils éviteront l'engorgement des hôpitaux, donc ils sauveront des vies, et s'ils ne le font pas ils seront responsables des morts. Il s'agit d'un récit pervers car il culpabilise les victimes et il dédouane les responsables politiques des décisions publiques aberrantes qu'ils ont prises. Il inverse la réalité, c'est une novlangue.

On pourrait faire un parallèle avec le discours « écologiste » dominant. Les autorités n'ont pas du tout l'intention de prendre des mesures qui agiraient sur les causes structurelles de la surexploitation des ressources, seul moyen réel de limiter les pollutions de tous ordres. Elles substituent donc à ces mesures un discours mettant en avant la responsabilité morale des individus et leurs

comportements individuels. Et force est de constater que cela fonctionne bien pour le moment. Et que ce principe a également bien fonctionné pour la Covid-19.

L'affaiblissement du système hospitalier s'appuie lui aussi sur un récit culpabilisant et individualisant

Le discours officiel servant à justifier depuis des années le démantèlement progressif de l'hôpital public se pare de vertus économiques. Il s'agirait en effet de faire des économies. Étant donnée l'augmentation de la dette publique, étant donnée la pression concurrentielle sur le coût du travail et donc la nécessité de réduire les « charges » sociales (c'est-à-dire en réalité des cotisations sociales et des salaires différés), etc., il serait donc nécessaire de faire des économies radicales sur les coûts de santé. Par esprit de responsabilité vis-à-vis des autres, et vis-à-vis des générations à venir, il faudrait sacrifier la santé publique. Bien entendu, ces arguments ne sont que des arguments de façade. Si l'on voulait réellement faire des économies, on commencerait par faire de la prévention de manière massive, ce qu'on ne fait pas. Par ailleurs, on rendrait publics les laboratoires pharmaceutiques, car leur activité n'a aucune raison de relever du secteur marchand. Ils sont inefficaces, ne font pratiquement aucune recherche fondamentale sur de nouvelles molécules, ils pillent la recherche publique puis la rentabilise à très grand frais pour la sécurité sociale et la santé publique en général. De plus, depuis une dizaine d'année, l'activité marchande de ces laboratoires a été financiarisée, avec pour conséquence une *explosion* du coût des nouveaux médicaments (pour traiter les cancers, pour l'immunothérapie, les maladies cardiovasculaires, le diabète, les maladies respiratoires, etc.). Donc, si l'on voulait *réellement* faire des économies, on aurait d'autres marges de manœuvre, bien plus efficaces et moins dangereuses, que de dépecer l'hôpital public.

Le désinvestissement massif dans l'hôpital public a commencé en 2009 (la continuelle baisse des crédits avait commencé bien avant), et il a fallu un certain temps pour qu'on en mesure les effets concrets en termes de sous-équipement, de manque de personnel et de manque de lits. C'est vers 2014 que ces effets ont commencé à se faire sentir, notamment à travers une augmentation des abandons de soins (mesurée par le nombre de décès en dehors de l'hôpital). Mais cette stratégie cynique a-t-elle permis les économies annoncées ? Non, puisqu'en 2020, le coût d'une nouvelle épidémie dans le contexte d'un hôpital public incapable de faire face coûte au pays *infiniment* plus que les prétendues économies réalisées par le désinvestissement de l'hôpital public. L'argument comptable n'est donc qu'un argument rhétorique utilisé pour déconstruire le système de santé publique. Cette déconstruction a un objectif précis : faire basculer ce système de la sphère non-marchande à la sphère marchande. La source de profit qu'il constituerait alors pour des intérêts privés serait absolument gigantesque. L'enjeu autour de la santé publique aujourd'hui est

donc celui de la captation d'une part très importante de la richesse collective par des puissances d'argent.

Au regard de tels enjeux, on comprend mieux les causes structurelles qui ont motivé les différentes formes de refus et d'abandon de soin que nous avons décrits. Il s'est agi, d'une part, de ne pas rendre visible les conséquences du sous-investissement dans l'hôpital public (le confinement a eu pour conséquence d'écarter de l'hôpital le dépistage et le traitement de toute maladie en dehors de la Covid), et d'autre part, de faire en sorte que tout moyen de prévention et de soin risquant de ne pas générer de profit soit écarté (contournement de la médecine de ville, interdiction de prescrire faite aux médecins, exhortation à se faire injecter de coûteux « vaccins », etc.).

Conclusion

Le système de santé publique, le système de protection sociale, est l'un des piliers de l'État social qui a été bâti après-guerre. Il a fortement contribué à l'élévation du niveau de vie et à l'amélioration de la qualité de vie des Français depuis cette époque. Ceux qui n'ont que leur travail comme source de revenus sont logiquement très attachés à ce système puisqu'il les protège. C'est un élément essentiel de leur sécurité matérielle. La question qui se pose est donc la suivante : comment en est-on arrivé à un tel niveau de déconstruction de l'État social, tel que l'épidémie l'a fait crûment apparaître en 2020, alors que la très grande majorité ne le veut pas ? Cette très grande majorité veut même précisément l'inverse, le renforcement de ce système et du niveau de protection qu'il offre. Et dans le même temps, toutes les décisions publiques depuis des décennies, quel que soit le gouvernement, quelle que soit la majorité des représentants du peuple au parlement, vont dans le sens de sa destruction. Cette situation absurde montre que nous ne sommes plus en démocratie, car elle n'est *possible* qu'en l'absence de démocratie. Il n'y a que lorsqu'on n'est pas ou plus en démocratie que les « élus » et les « représentants » du peuple peuvent contredire à ce point, et systématiquement, la volonté générale très majoritaire de façon durable. L'état d'un système public de santé est un très bon indicateur de la santé démocratique d'une société.

Pour que notre système public de santé ne soit pas au bord de l'explosion dès qu'une tension apparaît, et alors que la population de notre pays va continuer à vieillir pendant une quinzaine d'années au moins, ce qu'il conviendrait de faire est évident. Il « faudrait » réinvestir dedans massivement, il « faudrait » donner un statut public et non marchand aux laboratoires pharmaceutiques, il « faudrait » réformer profondément les autorités de régulation du système de santé qui sont gangrénées par des conflits d'intérêt, il « faudrait » ..., etc. C'est bien de le savoir et c'est important de le dire, mais, en réalité, dans le contexte institutionnel qui est le nôtre, en rester là n'a pas plus

de valeur et de portée que de simples propos de comptoir ! Se placer dans un discours qui commence par « il faudrait » alors que l'on est dans un pays qui a perdu sa souveraineté revient à « jouer à la dinette », mais certainement pas à faire de la politique ! Car les citoyens français n'en sont plus, ils sont redevenus des « mineurs » sur le plan politique. Les grands choix institutionnels et les grandes orientations sont désormais des affaires « d'adultes », de « personnes responsables », qui arbitrent en dernier ressort. Ce ne sont plus l'affaire de ceux qu'ils dirigent. Les français ne sont plus des *citoyens*, mais de simples *sujets* de la gouvernance supranationale. Les politiques de santé publique dépendent des orientations budgétaires, qui dépendent elles-mêmes des traités européens et de la commission européenne qui est là pour les mettre en œuvre. Le problème ne se limite donc pas à Macron, ou au fait que l'opposition n'est pas encore au pouvoir. Le problème est que nous sommes aux mains *d'institutions sur lesquelles nous n'avons plus la main*. Certains disent qu'il faudrait désobéir à ces institutions lorsqu'elles ne vont pas dans le sens de la majorité... Hélas, voilà bien tout ce que l'opposition actuelle est capable de proposer pour espérer rompre avec l'ordre néolibéral que ces institutions incarnent. Car, en réalité, *désobéir* c'est reconnaître l'autorité de ces institutions. Pourquoi faudrait-il reconnaître une autorité supérieure et extérieure à la communauté des citoyens, c'est-à-dire à la nation, qui est censée être souveraine ? Aurions-nous besoin de devenir des délinquants, en refusant une autorité posée comme légitime, pour obtenir que notre volonté générale soit respectée ? Non, car l'enjeu pour nous est de redevenir ce que nous devrions être, des adultes, des citoyens, des membres d'une communauté politique souveraine, et ne reconnaître aucune autorité qui se voudrait « au-dessus » de cette communauté, pour une raison métaphysique et obscure.

Comme pour tous les autres problèmes structurels de notre pays, la seule réponse possible, durable et tenable consiste donc pour les citoyens à « reprendre les rênes », ce qui implique de rétablir la souveraineté de leur pays et de démocratiser l'État dans le même mouvement, puisque c'en est bien sûr l'enjeu majeur.

La défaite en chantant

RÉSUMÉ. Les classes dominantes occidentales sont en train d'imposer dans les sociétés qu'elles dominent des régimes autoritaires d'un nouveau type, profitant autant qu'elles le peuvent de leur instrumentalisation du Covid. Elles se lancent dans ce pari déraisonnable afin d'achever le programme néolibéral, notamment en visant, sans doute, la privatisation de la santé publique, qu'il va falloir imposer à leurs populations pourtant de plus en plus rétives et remuantes. Elles se donnent donc les moyens de pouvoir contrôler et éventuellement contraindre chaque individu, moyens permis par l'accélération de la numérisation de la vie sociale. Sont-elles donc ainsi toutes puissantes ? Paradoxalement, la réponse est doublement non. D'une part leur légitimité s'effrite et va considérablement chuter à l'occasion de leur fuite en avant dans l'autoritarisme, et d'autre part, elles se sont fait dépasser au niveau mondial par les très rares grands pays qui n'ont pas déconstruit leur industrie et leur souveraineté économique et géostratégique. Leur aventurisme est donc, à terme, voué à l'échec.

1 – Le début d'un « épisode totalitaire »

Logique structurelle de la pente autoritaire du néolibéralisme

Pour comprendre la fin du cycle néolibéral des sociétés occidentales, il faut appréhender les phénomènes qui le structurent et la logique dont il provient. Tout d'abord, on peut désormais acter que l'aspect programmatique du néolibéralisme est formellement une spectaculaire réussite. L'essentiel est derrière nous. L'économie, privée comme publique, a été entièrement remodelée selon les principes stratégiques du néolibéralisme. Mais par-dessus tout, l'effet principal des réformes néolibérales aura été d'évacuer la Politique⁷

⁷ Ici avec une majuscule afin de la distinguer de la simple politique électorale. La *Politique* ne se trouve que dans une sorte tout à fait particulière de société où la forme générale de cette dernière est présentée explicitement comme résultant de *choix* publics, librement institués et toujours réversibles ou modifiables (contrairement à une représentation religieuse, scientiste ou économiste du monde, bref à tous les déterminismes qui pensent ce dernier sous le mode de la nécessité métaphysique ou physique). Ces orientations générales, ces choix explicites, se retrouvent de ce fait soumis à la critique publique, et non inféodés à des instances pensées comme supérieures à cette société, qui auraient l'autorité de préempter ces choix, à l'intérieur de cette société et encore plus à l'extérieur. Ce ne sont donc que les décideurs publics, habilités explicitement ou implicitement par cette société à opérer ces choix qui portent l'entière responsabilité de son orientation générale et de ses conséquences (y compris dans un régime autoritaire non inféodé à une puissance extérieure). Ce qui fait que la société

des processus économiques et sociaux (donc de l'essentiel de ce qui fait une société moderne), reconfigurés pour assurer la prédominance automatique des phénomènes concurrentiels et de la logique de marché le plus dérégulé. Confier au « marché » national une partie, significative, de la production des biens et des services est sans doute pertinent, toutes les initiatives productives ne pouvant pas, et ne devant pas, être centralisées. Mais confier à ce même « marché » (pensé alors comme une sorte de *deus ex machina* réglant automatiquement, et au mieux, les interactions humaines et les décisions collectives, en lieu et place de la Politique), qui plus est international et dérégulé, toutes les principales décisions économiques et sociales est une chose complètement différente et qui supprime la possibilité même du politique.

Au niveau supranational, ce ne sont pas seulement les marchandises (ou les services) qui sont mises ainsi en concurrence directe, mais bien les sociétés elles-mêmes, ou plutôt leurs structures institutionnelles. Il faut rappeler qu'un salaire, par exemple, est évidemment un statut juridique, *institué*, c'est-à-dire contingent, modifiable, artificiel, issu d'un choix social. Mais tout autant, bien sûr, les niveaux d'imposition des entreprises, les contraintes sécuritaires diverses, environnementales, le droit du travail, le syndicalisme, la Sécurité sociale, les services publics, etc. Dans ce nouveau système mondial qui organise la concurrence par le *prix*, les sociétés les plus protectrices, celles qui ont les systèmes sociaux les plus avancés sont *automatiquement* pénalisées par rapport à celles qui n'offrent pas ce niveau de protection. L'idéologie du marché, et la logique pratique qui la transcrit dans la réalité sociale, *naturalise* ainsi la transformation et la contrainte institutionnelle en organisant une mise à niveau automatique de ces réalités sociales différenciées, spécifiques à chaque réalité nationale. Elles les ajustent tendanciellement à la baisse là où elles étaient conséquentes et utiles au progrès social, apparemment sans que personne n'ait décidé volontairement de cette baisse générale, agissant ainsi en apparence comme un processus sans sujet (la « *concurrence internationale, contre laquelle personne ne peut rien* »). Toute une série de manipulations institutionnelles jouent désormais structurellement, et de manière désormais non modifiable politiquement, pour contraindre les différentes formes d'*État social* issues de l'après-guerre à s'auto-dissoudre. Les dirigeants actuels de ces sociétés

politique est toujours capable de se représenter elle-même par le biais de ses institutions publiques, et de s'autogouverner consciemment (dans un sens très global, à l'échelle de cette société, nous ne parlons même pas ici de démocratie, variante la plus égalitaire des sociétés politiques) puisqu'elle n'est soumise à aucune autorité lui échappant, se présentant à l'intérieur ou à l'extérieur en surplomb de sa liberté collective. De toute évidence, ce n'est plus notre cas au sein de la gouvernance néolibérale par traités, qui dissout dans son bain institutionnel acide toutes les souverainetés, donc toute l'*autonomie* (le fait d'être soi-même, pour une société, la seule source des lois explicites réglant les limites instituées des comportements collectifs) des sociétés jadis authentiquement politiques, politiques parce que volontairement et consciemment autonomes...

néolibérales dépolitisées, tout élus qu'ils soient, n'ont plus aucun rôle politique, mais sont devenus dans les faits de simples gestionnaires de la privatisation généralisée des sociétés dont ils ont la charge. Ils n'incarnent plus les arbitrages politiques et l'autonomie de ces sociétés, mais au contraire leur hétéronomie et la monotonie de l'unique orientation possible, néolibérale, dans un tel cadre.

Il faut rappeler ici que le néolibéralisme, si on le prend d'un point de vue stratégique et pragmatique, et non technique ou historico-idéologique, vise avant tout un objectif politique, ou plutôt, en toute rigueur, *anti*-politique. Ses trois piliers institutionnels les plus importants débouchent tous sur le même résultat : renforcer structurellement le pouvoir social des plus gros détenteurs de patrimoines financiers, et rendre étanche à toute pression démocratique ce pouvoir et ces mêmes institutions. Ces trois piliers (souvent décrits sur ce site) sont le *libre-échange* généralisé, la *financiarisation* de l'économie et des budgets publics, et le « court-circuitage » des processus démocratiques par la *gouvernance* par traités. Décrivons pour rappel ces trois processus dans leur logique et leurs finalités stratégiques (et non pas dans une optique théorique ou idéologique).

Pilier 1 : le libre-échange. Il dérégule à l'échelle du monde les mouvements de capitaux, des biens, des services, et de la main-d'œuvre. Il garantit à lui seul que le capital puisse toujours privilégier le moins-disant social sans rencontrer la moindre limite contraignante. Il impose à chaque pays de sacrifier toujours plus son système social pour conserver sa « compétitivité », c'est-à-dire son attractivité pour le capital. Un capital devenu lui-même complètement fluide, toujours réversible et réaffectable à l'infini à l'échelle du monde, faisant ainsi basculer les risques entrepreneuriaux sur les salariés⁸. Comment ces derniers pourraient-ils assez menacer les dirigeants stratégiques réels des entreprises qui les emploient quand ils ne sont plus des PDG identifiables mais des actionnaires temporaires, invisibles, internationaux, libres de tout engagement autre que la satisfaction des dividendes maximaux et de la montée du cours de leurs actions ? En effet, ces actionnaires ne sont plus réellement partie prenante des entreprises dont ils détiennent temporairement les parts, et encore moins d'un territoire étatique et de la société correspondante, avec ses contraintes et ses équilibres spécifiques, mais des acteurs globaux d'un jeu institutionnel supranational. Hors de la clôture territoriale qui les contraignaient à tenir compte des rapports de force internes à chaque société étatique, ils évoluent désormais en toute sécurité dans l'espace technique et apolitique des mouvements financiers internationaux. À cette échelle, nulle pression démocratique concrète n'est possible, car les sociétés restent incarnées

⁸ Ces mêmes risques entrepreneuriaux restant pourtant en théorie la seule justification officielle des dividendes...

dans des populations très peu mobiles pour l'essentiel, puisque forcément territorialisées⁹.

Dans cette configuration (le libre-échange généralisé), la pression concurrentielle internationale ne joue donc *que* sur les salariés et les institutions propres aux États sociaux. Les détenteurs d'un gros patrimoine financier n'ont donc plus besoin de s'inquiéter d'un rapport de force national avec les salariés, comme au temps où ils étaient tous parties prenantes de la même société, soumis ensemble aux mêmes arbitrages politiques, eux-mêmes sous la pression économique d'une demande avant tout nationale, de la pression électorale du système représentatif national et des combats sociaux nationaux. La conjonction de toutes ces pressions instituées, jadis non contournables, sont obsolètes depuis que l'économie est « mondialisée ». La division du travail à l'échelle du globe a réorganisé les économies nationales au profit des multinationales et surtout de leurs actionnaires, souvent regroupés dans des fonds d'investissement gigantesques.

Pilier 2 : la financiarisation de l'économie et des budgets publics.

Car ce sont bien les actionnaires qui ont repris le contrôle total des grandes entreprises, et des décisions économiques et sociales gouvernementales, par le biais de la financiarisation. En effet, la financiarisation de l'économie permet la prise de pouvoir des actionnaires sur les PDG, les ingénieurs et les technocrates de la planification nationale. Les actionnaires supplantent la technocratie qui, auparavant et sans jamais négliger le profit privé, était avant tout tournée vers le développement économique et qui de plus devait impérativement prendre en compte les réalités *nationales* techniques, sociales, politiques et même idéologiques, et non pas le seul profit maximal. Ce qui, soit dit en passant mais nous y reviendrons, contraignait les classes dominantes à prendre en compte la conflictualité inhérente aux rapports sociaux, et les obligeait donc à une certaine intelligence de la situation.

La financiarisation des budgets publics, quant à elle, complète cette nouvelle logique anti-politique et désocialisante. Elle met les ressources publiques dans une dépendance structurelle des marchés financiers transnationaux, par le biais de leur refinancement. Elle leur interdit toute autre alternative que les marchés financiers (pour compléter les inévitables décalages négatifs de trésorerie), et les fait ainsi basculer dans la logique des intérêts cumulatifs et les caprices des marchés toujours inquiets de tout usage public des deniers publics. Les dépenses sociales et celles affectées aux services publics sont donc jugées dans cette logique comme toujours superflues et excessives. En effet, sous la pression structurelle de ces marchés devenus instituteurs

⁹ Sauf dans des conditions extrêmes (conflits militaires, guerres civiles, crise économique extrême ou endémique, catastrophe naturelle, etc.), exceptions qui confirment (heureusement) la règle.

permanents de nos Finances jadis publiques, les prélèvements obligatoires doivent être désormais réservés en priorité à trois usages : le maintien de l'ordre public – seule exception tolérée à la règle précédente –, le remboursement de la dette (détenue par eux bien sûr), et le renflouement des acteurs financiers lors des crises financières. Déranger ce programme immuable, c'est s'assurer de faire grimper automatiquement ses taux de refinancement, et donc risquer de rendre à terme le remboursement hors de contrôle. Rien de mieux qu'une discipline là aussi *automatique* pour éteindre à la source toute velléité gouvernementale de servir l'intérêt général, ou de viser un objectif qui soit autre qu'enrichir les plus riches et de contrôler toujours plus la population afin d'assurer l'acceptation sociale de cette involution permanente. Là aussi, il faut relever que l'objectif est *stratégique* et *anti-politique*. Nul besoin de croire vraiment à l'efficacité miraculeuse des marchés dérégulés, ou à la théorie de l'Équilibre général. Tout cela est réservé aux idéologues du néolibéralisme (qualifiés généreusement dans nos universités « d'économistes », et qui ont fait en sorte que rien de discordant avec cette idéologie ne soit enseigné) qui postulent que les institutions doivent veiller à toujours rétablir la concurrence au sein des marchés. Il s'agit en fait plus pragmatiquement de réarranger les institutions économiques et sociales de telle manière qu'elles soient soustraites aux choix publics et soumises aux prétendues « lois de l'économie », autre nom de la volonté des détenteurs de gros patrimoines financiers.

Mais afin de s'assurer que la réalité sociale ait toujours le bon goût de « suivre » ces lois, encore faut-il qu'elles soient soutenues par des *institutions* spécifiques, présentées comme simplement « techniques ». Et pour garantir que ces institutions *ad hoc* suivent toujours cette orientation, il faut qu'elles soient elles-mêmes verrouillées, dans leur forme et leur contenu, par des traités et des constitutions étanches aux rapports de force démocratiques. Il s'agit donc cette fois explicitement de dépolitiser les sociétés devenues politiques, c'est-à-dire leur enlever leur libre-arbitre. C'est l'objet du troisième pilier, de tous le plus stratégique.

Pilier 3 : la gouvernance par traités. Elle stérilise les processus démocratiques en rendant impossible, dans son cadre institutionnel spécifique, toute remise en cause des deux autres piliers. Les institutions caractéristiques de la mondialisation néolibérale comme les traités de libre-échange, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale en sont des exemples bien connus. Mais le chef d'œuvre institutionnel de cette logique est « l'Union » européenne. Seule la frange sociale supérieure de la société, liée aux plus puissants, est capable d'évoluer continuellement dans les institutions internationales ou supranationales, car seule elle en maîtrise les arcanes et peut peser sur les arbitrages qui gèrent cette situation durablement instituée depuis des décennies. La preuve est là désormais que pour éloigner toute pression démocratique, cette configuration est bien plus discrète, sûre et efficace que le suffrage censitaire ou la dictature. C'est donc

désormais sous l'empire de la nécessité¹⁰ que sont pensées les plus stratégiques des institutions modernes faisant société, ce que l'on appelle innocemment « l'économie »¹¹, et avec elles les institutions sociales qui en dépendent¹². Tandis que les institutions politiques, toujours formellement en place, n'ont plus que les sujets dits sociétaux (les questions de mœurs, ou les sujets métaphysiques) pour singer un processus digne du qualificatif de *politique*, postulant que nous avons librement le choix de modifier nos institutions. Les populations prennent de plus en plus conscience qu'elles sont désormais exclues des choix institutionnels stratégiques, et que cela a bien quelque chose à voir avec la « mondialisation » néolibérale.

L'inévitable accélération de l'autoritarisme néolibéral

Ce rappel n'est là que pour souligner la situation structurelle du néolibéralisme, sa logique interne spécifique. En dépolitisant les sociétés occidentales, il stérilise leurs capacités d'adaptation, et ses institutions décisionnelles sont désormais tournées *contre* les populations¹³. Tant que ce

¹⁰ Ces traités ne sont modifiables qu'à l'unanimité de dizaines de pays, et de plus directement inscrits dans les constitutions nationales, primant toujours sur la loi qui ne peut y déroger. Jamais des choix économiques, ici l'orientation néolibérale, n'avaient été à ce point rigide ment préservés de toute remise en cause. Des institutions supranationales « indépendantes » – comprendre indépendantes du politique –, sont *exclusivement* dédiées à l'application des traités, donc de ces principes néolibéraux. L'UE est un véritable bunker néolibéral, et n'est que cela (au-delà de sa propagande bien sûr avec laquelle elle est pourtant généreusement confondue). Mais il faut bien comprendre que même si elle garantissait ainsi rigide ment un autre contenu, sa forme et son potentiel institutionnel resterait tout autant anti-politique et anti-démocratique. Inclure la moindre politique, fut-elle plus sympathique, dans le carcan très spécifique des traités multilatéraux et des institutions dédiées à leur application, c'est *ipso facto* lui enlever son caractère politique, c'est-à-dire librement modifiable. Ce qui est toujours la pire des façons pour mettre en place une orientation sociale quelconque. Les traités ont leur utilité et même leur nécessité. Mais on doit limiter leur usage au strict nécessaire : les situations *nécessairement* internationales, comme la guerre et la paix, les eaux internationales, l'espace, la coopération internationale, etc.

¹¹ Notion idéologique spécifique à l'histoire contemporaine postulant, contre toute évidence, que les activités de production et d'échanges constituent une sphère *séparable* et *autonome* du reste de la société.

¹² Elles en dépendent presque toutes, que ce soit de manière directe ou indirecte. Choisir telle ou telle politique économique, c'est donc *ipso facto* impacter les institutions sociales. Politique économique et politique sociale sont donc certes distinctes mais néanmoins inséparables.

¹³ Le terme informe de « population » est ici privilégié, car ce ne sont plus des nations démocratiques. Ces dernières en effet ne sont composées que de *citoyens*, c'est-à-dire de magistrats au sens ancien, capables non seulement de *participer* activement aux débats public mais de les *arbitrer*. Ici, ces ex-citoyens redeviennent des sujets, composant une simple population (et non plus une nation souveraine), soumis à des contraintes instituées non issues de leur arbitrage, même de manière indirecte, et sur lesquelles ils n'ont plus aucune prise. Un peuple, ou une nation, dans l'acception moderne de ces termes, implique que les membres d'une société donnée sont appelés à prendre le contrôle des institutions publiques de cette

programme n'en était qu'au début et que l'inertie des anciennes logiques faisait encore illusion, il jouait sur du velours. En outre, il bénéficiait (et bénéficie toujours) de l'air du temps au sein de toutes les classes éduquées, air du temps intégralement compatible avec les fondamentaux de la mondialisation néolibérale, à gauche autant qu'à droite.

Ce point est important pour comprendre l'absence criante de toute organisation significative du rapport de force pour lutter contre la mondialisation néolibérale et les institutions qui *l'imposent* (il n'y a pas d'autre mot) aux peuples. La droite est devenue presque intégralement néolibérale, d'un point de vue pratique : elle soutient la nécessité des trois piliers. Mais elle aurait été incapable à elle seule de les imposer. D'autre part, les arguments de droite pour les défendre se veulent platement pragmatiques : c'est censé être la configuration la plus efficace pour l'économie (contre toutes évidences). Pas de quoi faire rêver, on en convient, d'autant moins que cette affirmation arbitraire vient se heurter toujours plus visiblement à la réalité. Quant à la droite identitaire, elle reproche essentiellement à l'UE sa politique migratoire, se contentant d'exploiter sa niche électorale classiquement xénophobe. S'adaptant à son électorat populaire, elle peut néanmoins parfois critiquer avec virulence bien d'autres aspects de l'UE, ce qui en fait une composante classique de « l'eurocriticisme ». À vrai dire, peu ou prou, c'est l'intégralité de la classe politique en position de visibilité qui « critique » l'UE (même les européistes, y compris Macron), ce qui ne mange pas de pain, et bien sûr sans jamais appeler à la quitter. Mais de toute façon, l'UE, tout comme les deux autres piliers du néolibéralisme, furent concrètement mis en place, pour la majeure part, par la gauche, plus précisément par les sociaux-démocrates et leurs soutiens structurels ou conjoncturels, critiques ou pas. La gauche « radicale », quant à elle, fut la seule et unique source *d'enchantement* idéologique de la mondialisation néolibérale¹⁴ et la théoricienne de sa nécessité téléologique. Elle a mobilisé la

société, et sont donc désormais activement responsables de leur destin commun. Encore faut-il pour ce faire que leur société soit autonome, et donc dans les sociétés contemporaines, que leur État soit souverain. Sans État véritable, donc souverain, il n'y a pas de peuple ou de nation effective, mais juste en puissance.

¹⁴ La gauche radicale théorise et fait vivre l'idée qu'il est possible de retourner les institutions néolibérales pour leur faire faire l'inverse de ce que pour quoi elles ont été conçues (c'est tout l'objet de l'altermondialisme et des « plans A/plans B », qui en est la variante française). Elle est donc elle aussi néolibérale à deux titres : elle défend la nécessité et même la désirabilité du troisième pilier institutionnel du néolibéralisme, parfois une bonne partie du premier (l'inverse du libre-échange est le « protectionnisme », assimilé à la guerre dans cette antinomie polémique, idéologique et mal pensée), mais surtout l'obsolescence présumée de la *politique nationale*, donc concrètement de la politique tout court. Elle défend même, et de plus en plus, qu'il est possible, nécessaire et souhaitable d'*utiliser la vertu apolitique et antidémocratique* des institutions supranationales et de la gouvernance par traités pour leur faire faire réaliser d'autres objectifs majeurs, souhaitables et impératifs, comme les objectifs écologiques. Ce qui confirme que la logique antidémocratique, qui conforte l'air du temps des classes

théorie du progrès inévitable¹⁵ pour la mettre au service des institutions supranationales, en particulier de l'UE, en la présentant comme fondamentalement souhaitable, vecteur de paix, et dont on verrait les fruits plus tard, lorsqu'elle serait orientée « à gauche ». Un discours qui va contre l'évidence, en particulier aux yeux des classes populaires, premières victimes des politiques néolibérales, qui ont donc bien compris qu'elles ne peuvent hélas compter sur aucune force instituée pour sortir de ces logiques.

L'accomplissement de l'ordre néolibéral est donc placé sous le signe d'une apparente *nécessité*, et logiquement, de la déconstruction du politique. Mais il contraint des populations toujours plus rétives, et doit de ce fait être de plus en plus *imposé* par la contrainte.

Il faut avoir en tête deux aspects essentiels de ce processus de dépolitisation pour en comprendre la pente fatalement liberticide. D'une part, ce cadre institutionnel et idéologique a été conçu comme étanche au débat et au compromis, c'est tout ce qui en fait l'intérêt stratégique pour les classes dominantes qui l'ont imposé. D'autre part, il a été spectaculairement efficace pour imposer toutes les réformes qui avantagent structurellement leurs intérêts. Absolument *tout est passé* de leur agenda institutionnel structurel (les trois piliers), si ce n'est immédiatement, du moins progressivement. Or l'on s'habitue à un tel succès, jusqu'à oublier que la réalité est toujours plus complexe que ses désirs, et ne peut qu'y résister à un moment donné. C'est l'antique *hubris* qui guette nos classes dominantes. Les entreprises publiques ont été privatisées pour l'essentiel ; le chômage de masse, la destruction en bonne voie du droit du

éduquées, autonomisées dans les grandes villes ou les territoires attractifs, habite tout autant la gauche que la droite, se méfiant sans trop se l'avouer de plus en plus des classes populaires, vues de nouveau comme des classes dangereuses, rétives au progrès et foyer de la réaction, voire toujours tentées par le fascisme. Les thématiques idéologiques du « populisme », du « complotisme » et de la lutte contre la « désinformation », notamment, sont là pour leur permettre de conserver une bonne conscience inébranlable sans avoir à expliciter consciemment leur mépris (voire haine parfois) de classe, et préserver la pensée unique sur la « mondialisation » comme destin en dehors de ce qu'il est permis de remettre en cause. De ce fait, à *chaque* clivage majeur, la gauche radicale se retrouve du mauvais côté pour l'essentiel, face aux classes populaires, et non pas à leur côté.

¹⁵ La notion idéologique de progrès postule, comme un axiome, que tout ce qui est nouveau non seulement est *nécessaire* (proposition pourtant absurde), mais est *souhaitable*, réalisant une sorte de plan divin, ou une ruse de la raison, assurant *in fine* toujours un mieux-disant. Si ce n'est immédiatement, au moins dans le long terme, horizon qui recule bien sûr au fur et à mesure que l'on avance, les contre-exemples innombrables ne venant donc jamais entacher l'axiome de base. Si la nouveauté entraîne des catastrophes diverses, c'est que le phénomène n'est pas arrivé à son terme, qu'il n'est pas assez systématisé (il en faut plus), ou que des acteurs mal adaptés à sa nécessité et son intelligence en font un mauvais usage. La logique cumulative et méliorative de la science et de la technique, pourtant très particulière et non généralisable aux autres activités humaines et aux autres critères de jugement, sert de modèle à cette pensée magique.

travail et la concurrence internationale favorisée sur la production nationale ont « rediscipliné » le salariat ; les grands syndicats ont été achetés¹⁶, ainsi que tous les médias de masse¹⁷ ; les instances de contrôle (Conseil d'État, cours constitutionnelles, autorités diverses de santé publique, etc.) sont aux mains de la haute Fonction publique acquise depuis longtemps aux nouvelles puissances financières et aux institutions du néolibéralisme ; l'Université et le monde intellectuel n'abrite que quelques très rares, et ostracisés, contempteurs des institutions du néolibéralisme (pour la France, quel intellectuel de 1er plan soutient une sortie de l'UE, à part Emmanuel Todd et Frédéric Lordon ?) ; une alternative internationale au capitalisme renouvelé sur les bases néolibérales n'existe plus depuis 1991¹⁸, etc. Du point de vue des classes dominantes, et pour ce qui est des sociétés qu'elles dominent désormais intégralement, *rien* ne vient plus menacer en apparence la configuration institutionnelle qui assure leur prédominance matérielle, pas même au niveau symbolique, du fait de leur impressionnante hégémonie idéologique¹⁹. Désormais, en théorie, rien ne les empêche d'aller encore plus loin dans la déconstruction de l'État social souverain, conformément à l'agenda néolibéral, jusqu'à le faire intégralement disparaître. Si ce n'est la frustration montante des classes populaires et moyennes, majoritaires et précarisées par le rouleau-compresseur néolibéral. Bien que sans représentation instituée, elles sont néanmoins à la source de manifestations de colère collective de plus en plus fréquentes et massives. Les classes dominantes se retrouvent donc dans une situation ambivalente, à la fois incapables de refréner leur maximalisme déconstructeur puisque rien ne vient tempérer institutionnellement leur volonté, et sourdement inquiètes face au mécontentement montant des populations qu'elles exploitent. Il leur faut donc, dans cette logique de fuite en avant, organiser un contrôle de plus en plus serré de ces populations pour tenter de limiter cette menace aussi informe que grandissante.

¹⁶ Professionnalisés, ils ne sont plus financés pour l'essentiel par les cotisations des salariés mais par les entreprises, l'État, et l'UE, c'est-à-dire précisément les trois entités face auxquelles ils sont censés établir un rapport de force.

¹⁷ Dans le privé les médias classiques comme les réseaux sociaux sont directement aux mains des puissances financières, tandis que les médias publics sont contrôlés par les technocrates néolibéraux de gauche et de droite. L'information de masse est donc un bloc idéologique monolithique, et distille systématiquement la même propagande néolibérale, déclinée seulement selon ses différentes variantes idéologiques de gauche et de droite.

¹⁸ Si ce n'est la Chine d'une certaine manière (et dans une moindre mesure la Russie), tout à fait ambiguë sur ce plan, à la fois acteur pivot de la mondialisation néolibérale mais n'en respectant pas la logique pour elle-même.

¹⁹ Le grand récit du post-national et de l'inéluctabilité de la mondialisation et de ses institutions, fondamentalement, n'est plus sérieusement contesté depuis longtemps, s'il l'a jamais été depuis les années 1970.

Le « moment Covid » de l'autoritarisme néolibéral

La suppression graduelle mais tendancielle des libertés publiques et individuelles par rapport à la situation de l'État social d'après-guerre ne date pas d'aujourd'hui, et de loin s'en faut. Pour les États-Unis, la capacité pour le gouvernement de violer systématiquement, massivement et durablement les libertés individuelles date de la « guerre contre le terrorisme »²⁰. Georges Bush a suspendu les droits communs en 2002 suite aux attentats du 11 septembre 2001, aucun des gouvernements suivants n'est revenu par la suite sur cette mesure. Pour la France, ce sont les attentats de 2015 qui permirent d'instaurer l'État d'urgence permanent. François Hollande le fit passer dans la loi en novembre 2016, avec la complicité des parlementaires et du Conseil constitutionnel²¹. Le Covid, qui est une « crise » politique bien plus qu'une crise sanitaire, aura été évidemment l'occasion d'intensifier le contrôle de chaque individu et de démanteler les protections légales et constitutionnelles qui nous protégeaient jusque-là des pressions arbitraires du pouvoir. « L'État d'exception » devient ainsi le régime permanent des gouvernements néolibéraux. Et, on l'a vu, il ne s'agit pas d'un accident de parcours ou d'un dérapage momentané, mais l'aboutissement logique d'un processus qui depuis le départ est incompatible avec la Politique et les processus démocratiques qu'elle permet. La « démocratie » de la gouvernance néolibérale par traités, doublée désormais par l'État d'exception permanent, remplace ainsi, quelles que soient ses variantes, et ce dans tous les pays occidentaux, la souveraineté nationale, c'est-à-dire la souveraineté de l'État que s'attribue la communauté des citoyens afin de garantir son autonomie et de permettre des processus démocratiques.

Le « *pass* sanitaire » n'est pas au service d'une question sanitaire²², c'est une arme institutionnelle de gouvernementalité autoritaire, le « biopouvoir »

²⁰ Oxymore célèbre. Pourtant, ce ne sont que les États, bien sûr, qui se font la guerre, notion juridique et non pas littéraire depuis plusieurs siècles. On peut être en guerre contre l'Irak, mais pas contre le *terrorisme*, et pas plus contre un *virus*. L'usage métaphorique de la guerre signale, comme un acte manqué, que c'est l'État d'urgence permanent en soi qui est recherché pour obtenir une sorte de dictature vécue comme légitime et nécessaire. Il doit donc être justifié par tous les moyens. Chaque situation d'urgence est dans ce but instrumentalisée au maximum, quand elle n'est pas créée de toutes pièces, justifiant par sa gravité supposée la mise en suspens du droit commun.

²¹ Qui avalise tout ce qui viole la constitution quand c'est une violation majeure, et ne retoque, parfois, que ce qui est accessoire...

²² Si tel était le souci des gouvernements occidentaux, ils auraient massivement aidés les hôpitaux publics au lieu de fermer des lits, ils auraient mobilisés les médecins de ville en première ligne pour prévenir au plus tôt des formes graves plutôt que de leur interdire de soigner (!), ils auraient aussi privilégié le repositionnement d'anciennes molécules connues pour leur efficacité dans des cas similaires et pour la preuve qui a été faite depuis longtemps de leur innocuité, technique toujours plus efficace face à une nouvelle maladie que des

annoncé prophétiquement par Michel Foucault à la fin des années 70, arme destinée au contrôle social de chaque individu. Ce contrôle est désormais possible du fait de la *numérisation globale de la vie sociale*, phénomène que la gestion de crise du Covid aura permis d'accélérer spectaculairement²³. Cette numérisation généralisée offre en effet deux possibilités qui sont autant de tentations irrésistibles pour les classes dominantes actuelles : le *contrôle* de toutes les activités sociales principales, des réseaux et même de la famille idéologique de *chaque* individu (grâce au traçage numérique et au *Big Data*), et la possibilité de *contrainte* qui vient avec, à savoir *débrancher socialement* ces mêmes individus en cas de non-conformité avec le comportement (et les pensées) qu'exige le gouvernement du moment. Mais surtout, ce contrôle et cette possibilité de contrainte ubiquitaire sont *nécessaires* aux classes dominantes si elles veulent achever leur programme néolibéral, alors qu'il leur reste le plus dur à imposer à des populations désormais rétives aux « réformes » incessantes qui déconstruisent leur sécurité matérielle et sociale.

Le plus dur disons-nous. Car si l'essentiel des mesures structurelles sont déjà actées, elles sont là pour permettre le démantèlement systématique de l'État social, et la dernière partie qui reste à démanteler est aussi énorme que stratégique. Énorme, de par sa surface financière : du point de vue des classes dominantes, l'hôpital public et la Sécurité sociale stérilisent au détriment du profit privé, des centaines de milliards d'euros chaque année. Privatiser ces institutions ferait immédiatement sauter ce verrou et permettrait de mettre la main sur ce magot. Stratégique en effet, pour affaiblir toujours plus la position des salariés face à la pression qu'il est alors possible d'exercer sur eux. Car ce qui assure la sécurité matérielle des salariés facilite toujours la faisabilité et la durabilité des luttes sociales, donc la combativité potentielle de ces salariés, et limite leur flexibilité maximale, exigée par le management néolibéral. Stratégique

nouveaux médicaments (longs à développer correctement, rares sont ceux qui fonctionnent, et la lenteur de la procédure pour s'assurer de leur innocuité aboutit souvent à des remèdes pires que le mal quand ils sont utilisés massivement avant de l'avoir dûment vérifié), ils n'auraient pas multiplié des mesures « sociales » aberrantes sans bases scientifique et des thérapeutiques expérimentales hasardeuses (confinements généralisés des bien portants, port du masque en extérieur, « vaccins » expérimentaux, etc.). Tout indique que la santé publique est le dernier souci de ces gouvernements, tout à leur exploitation de la panique qu'ils ont eux-mêmes générée afin de mieux habituer et faire accepter un État d'exception 2.0 à des populations paniquées et en état de sidération (sans doute plus pour longtemps cependant) face à une propagande anxigène tous azimuts, inédite par son ampleur et son hégémonie...

²³ Pensons à la généralisation du télétravail, à celle des achats en ligne, au *pass* « sanitaire » lui-même et son QR code qui conditionne l'accès aux activités sociales de base, parfois carrément le travail lui-même, mais encore les démarches officielles en ligne, désormais la règle, la multiplication des réunions virtuelles en ligne, l'utilisation universelle du téléphone portable et de ses innombrables applications connectées au WEB, etc. Les GAFAM furent évidemment parmi les grandes gagnantes de la mise en scène officielle du Covid, et son relais très zélé (et intéressé), puisqu'elles en bénéficient massivement et directement.

aussi pour la facilité technique avec laquelle on peut dégager cette fabuleuse réserve de profits. Il suffirait en effet de passer une ou plusieurs lois changeant le statut juridique de ces activités, pour immédiatement générer des dizaines de milliards d'euros de profit privés supplémentaires dans chaque pays, chaque année. Nul besoin alors de créer des entreprises, de financer de la recherche et développement, de construire des bâtiments, etc. Un simple jeu d'écriture juridique et le tour est joué. Cette tentation est bien évidemment irrésistible, et la seule raison pour laquelle les classes dominantes ne lui ont pas encore cédé est leur crainte des révoltes sociales et politiques qu'une telle involution pourrait générer. La solution est celle du passage en force, du moment que l'on reconfigure assez la forme des sociétés occidentales pour s'assurer de la vulnérabilité de chaque individu face à la contrainte gouvernementale. Et c'est précisément ce que rend possible, à leurs yeux, la numérisation de la vie sociale : une société infiniment contrôlable et soumise à la sanction automatique. Limiter et contrôler les contacts sociaux, pouvoir les filtrer en fonction de la docilité des individus, connaître leurs opinions et leurs réseaux en espionnant systématiquement et massivement leur comportement sur la toile, passer à la monnaie électronique donnant la possibilité de connaître tous les achats d'une personne et pouvant au besoin les empêcher, filtrer la possibilité de travailler ou non en fonction d'un *pass* qui donne ou non le droit d'avoir une vie sociale normale, etc. Tout cela est soit déjà en place, soit permis à terme par les nouvelles possibilités numériques. Ces possibilités jointes à une propagande générale au grès d'un contexte de panique sociale générée artificiellement (en gros la « stratégie du chaos » jadis décrite là aussi de manière prophétique par Naomi Klein), comme le récit du terrorisme ou de la Covid ont pu imposer le modèle avec succès, les classes dominantes peuvent désormais caresser l'espoir d'achever le plus dur de l'agenda néolibéral tout en évitant le scénario catastrophe pour elles d'une révolution politique qui démantèlerait les institutions néolibérales, seules garanties de leur force actuelle, à l'occasion de la contre-réforme de trop. La phase autoritaire du néolibéralisme est donc désormais démarrée dans tous les pays occidentaux. Encore plus que le récit de « la guerre contre le terrorisme », celui de « la guerre contre la Covid » en aura été le coup d'envoi. On en veut pour preuve l'extraordinaire synchronie des mesures apparemment aberrantes dans tous les pays occidentaux depuis le printemps 2020, et la monotonie des discours officiels, tout aussi aberrants en apparence.

Le prochain prétexte de l'autoritarisme néolibéral

Le récit du *virus très dangereux*²⁴ s'épuise lentement. Après la construction d'une menace sanitaire censée être historique et son instrumentalisation

²⁴ Sa létalité, si elle est légèrement supérieure (c qui n'est pas sûr, car la construction des chiffres officiels, notamment en France, pose toute une série de problèmes, au service évident de la validation de la thèse catastrophiste officielle), est du même ordre de grandeur que celle

intéressée, celle de la contrainte et du contrôle généralisés, on peut être certains que surgiront d'autres prétextes à l'approfondissement permanent de cet État d'exception. Il semble probable que sera ainsi instrumentalisée la « punition écologique » qui se prépare, sous les faveurs de la mise en scène d'une menace climatique universellement angoissante, rendant caduque les processus démocratiques classiques face aux changements induits par les mesures à prendre pour y faire face. Et si ce n'est pas cette option, ce sera autre chose, faisons confiance à ce pli désormais bien pris de nos classes dominantes, désormais droguées à la contrainte et au contrôle universel des individus hors cadre juridique, seule configuration sociale apte à les rassurer.

La société de surveillance et de contrainte est-elle notre destin grec ?

Pour autant, le panoptique 2.0 est-il notre destin assuré, et nos classes dominantes sont-elles devenues toutes puissantes ? Il est permis d'en douter fortement, malgré les apparences.

Leur légitimité était déjà fortement entamée, après plusieurs décennies de destruction des acquis sociaux, après avoir constamment promis que la « rigueur » budgétaire (baisse des dépenses publiques), l'ouverture commerciale, la dérégulation de la finance, la monnaie unique, le marché unique, et toutes les institutions européennes (pour les pays membres concernés), allaient, après une période de transition indéfinie, produire de la croissance, le plein emploi et même un monde plus écologique. Comme c'est tout le contraire qui s'est produit, et que cette involution non seulement continue mais s'accélère, il est bien évident pour les très nombreux perdants occidentaux de la « mondialisation » néolibérale qu'on les a roulés dans la farine. Tous les partis, les médias, les intellectuels, les classes supérieures, qui ont unanimement vanté les bienfaits futurs de la mondialisation et des institutions européennes ou qui les critiquent en vain sans jamais appeler à les quitter, sont désormais déconsidérés dans une frange toujours plus importante de la population, en particulier au sein des classes populaires et des classes (anciennement) moyennes, précarisées. Se sachant abandonnées des institutions censées les protéger ou les représenter, ou tout simplement les informer, elles se radicalisent et s'autonomisent. Les Gilets jaunes furent la dernière manifestation

des années de fortes gripes au sein des sociétés occidentales de plus en plus vieillissantes, les générations du Baby-boom arrivant désormais aux âges de fortes mortalités (et de plus en plus pour quelques décennies), produisant des « effets de moisson » appelés à devenir de plus en plus massifs, Covid ou pas. Et ce d'autant plus que le système hospitalier public (sans parler du *numerus clausus* maintenu pour la médecine de ville favorisant les déserts médicaux), au lieu d'être renforcé afin de pouvoir faire face à cette vague annoncée de hausse de la mortalité découlant de la structure de notre pyramide des âges, est au contraire désorganisé et progressivement démantelé. La mortalité des cohortes âgées de notre population est donc appelée à exploser à partir de maintenant...

majeure de ce clivage grandissant. Les classes dominantes occidentales le savent parfaitement, et c'est pour cela qu'elles ont décidé de se passer de leur assentiment et de leur soutien, tout en se donnant les moyens de les contraindre de manière toujours plus serrée. Mais cette fuite en avant sera à terme leur perte, car on ne peut durablement dominer une société en luttant aussi ouvertement contre sa propre population. L'accélération de la mise en place d'une société de surveillance et de contrainte qui a eu cours à l'occasion de la Covid a tout autant accéléré cette prise de conscience et la radicalité montante de l'hostilité des classes populaires face à leurs « élites ». Les interprétations critiques de cette crise qualifiée de « complotistes » ayant révélé en général une bien meilleure valeur prédictive que la doxa officielle (qui ne fut critiquée que sur les marges par l'opposition la plus en vue), les classes populaires et moyennes qui n'ont pas marché dans le récit officiel n'ont plus aucune confiance, s'il leur en restait, dans les médias de masse, les gouvernements et les partis politiques classiques. Le clivage devient donc béant et non rattrapable. Deux camps se font désormais face, les uns possédant tous les moyens de contrainte, les autres devenant majoritaires.

Plus grave encore pour nos classes dominantes, elles se révèlent les plus bêtes à l'échelle mondiale. Renversement historique et spectaculaire, les classes dominantes occidentales se font indéniablement dépasser par celles des grands pays, essentiellement la Chine et dans une moindre mesure la Russie, qui n'ont pas abandonné leur industrie et leur souveraineté matérielle et institutionnelle²⁵. Comprendre ce phénomène se révèle sur bien des aspects contre-intuitif. Il faut pour ce faire abandonner totalement l'idéologie du libéralisme économique. Cet aspect pas assez étudié et aux conséquences parfaitement stratégiques mérite donc une réflexion à part entière. C'est en tout cas ce qui nous confirme que, autant d'un point de vue interne comme d'un point de vue global, nos classes dominantes vont perdre tous leurs paris. Nous serions bien avisés d'accélérer le plus possible cette défaite programmée.

²⁵ Le processus est très loin d'être achevé, et les pays occidentaux conservent une nette supériorité dans certains domaines. De plus, les difficultés à venir, notamment pour la Chine, sont immenses (écologiques, démographiques, sociales et politiques, etc.). Cependant, le processus de l'avance chinoise économique et stratégique ne semble plus désormais pouvoir être renversé par les pays occidentaux. Et, nous allons le voir, au lieu de méditer les véritables leçons de ce renversement, en se réindustrialisant de manière radicale, ils persistent dans leurs illusions. Ils prennent certes modèle sur la Chine, mais sur ce qu'elle a de pire, la contrainte sociale généralisée, prouvant ainsi qu'ils n'ont rien compris des sources de la puissance chinoise, qui sont les mêmes que celles de leur ancienne puissance, dont ils ne vivent que sur les acquis tout en détruisant les bases.

2 – La situation internationale des classes dominantes occidentales est compromise par la désindustrialisation qu’elles ont elles-mêmes provoquées

Les facteurs matériels de la puissance d’une société

Il nous faut ouvrir une parenthèse pour comprendre la situation des classes dominantes occidentales. Notre compréhension des phénomènes dits « économiques » est polluée par deux sources de confusion permanente : la monnaie et la « science économique ». La monnaie est utilisée notamment pour jauger la valeur économique des biens et des services, servant ainsi de mesure abstraite pour établir un équivalent général : 1 000 euros de pommes de terre est égal à 1 000 euros de micro-processeurs. Il faut bien sûr beaucoup, beaucoup plus de pommes de terre pour arriver à la même valeur en micro-processeurs, mais une fois arrivé à 1 000 euros, les deux quantités de biens matériels ont exactement la même valeur « économique » selon la théorie. Nous sommes habitués à considérer toutes les activités productives selon la même échelle de valeur, celle de leur valeur monétaire, et cette dernière comme seul facteur objectif de leur valeur économique. Toujours en suivant nos intuitions, nous pensons qu’un individu ou une entreprise riches sont puissants parce que l’argent est le vecteur qui permet de réaliser cette puissance. Partant, une société puissante est donc logiquement une société... riche, et vice versa. On peut donc, suivant cette logique, mesurer la puissance d’une société donnée par sa place relative dans le tableau comparatif de la valeur ajoutée cumulée sur une année, le fameux PIB. Enfin, cette fois-ci au niveau idéologique, la théorie économique dominante nous enseigne explicitement que toutes les activités économiques sont équivalentes en soi, et que seule leur valeur monétaire, fixée par le marché, est notre guide pour juger de leur valeur sociale objective²⁶.

Mais qu’est-ce qu’être puissant cette fois-ci sur un plan strictement pratique ? La puissance est du registre du *faire*, et non pas du simple discours. Être plus ou moins puissant, c’est être plus ou moins capable d’agir concrètement, de modifier le réel du fait de son action. Or, si l’on examine d’un peu plus près l’action au miroir de la seule richesse, on s’aperçoit que la capacité d’agir que permet la détention de cette richesse est une capacité *indirecte* : non pas la capacité directe de faire, mais la capacité de *faire faire* par d’autres que soi. Cela n’a guère d’importance à un niveau individuel, mais au niveau de la société elle-même, cela change tout. Une société qui n’est « que » riche, est en réalité impuissante au niveau de la production, celle de l’action concrète, dépendante de celles qui sont collectivement capable de produire massivement biens et services de toute nature. L’Arabie Saoudite, par exemple, riche du pétrole de

²⁶ Si la demande sociale solvable est importante, et supérieure à l’offre sociale, alors le prix est censé monter, jusqu’à ce que l’offre suive, si le prix est bas c’est que la demande sociale est basse ou l’offre excessive, etc.

son sous-sol, est un pays sans économie propre, sans capacité de *faire*, totalement dépendante des pays puissants qui vont fabriquer pour elle presque tout ce dont elle a besoin. C'est donc concrètement un pays *riche et impuissant*, capable d'acheter énormément de choses, mais totalement incapable d'agir de par ses propres forces. A contrario, si la Chine est puissante, ça n'est pas parce qu'elle a désormais un impressionnant PIB, mais parce qu'elle fabrique directement une part très importante des biens et des services du monde.

Tout comme la véritable puissance c'est la capacité d'agir de soi-même, la capacité de produire dépend de la *productivité*, c'est-à-dire du *rendement* de cette action, très variable selon le type et la modalité de celle-ci²⁷. Avec *telle* unité d'investissement, *telle* unité de force de travail, *telle* unité d'intrant et de source d'énergie, *telle* organisation du travail (etc.), que sommes-nous capables de produire ? Et si on augmente ces unités, que se passe-t-il en tendance ? Si lorsqu'on augmente ces facteurs de production, cette capacité d'action augmente en proportion, nous avons affaire à des rendements croissants. Si c'est l'inverse à terme, ce sont des rendements qui tendent à être décroissants. *Tout dépend du type de production considéré*. Du point de vue de la productivité, de la croissance des rendements, donc de la capacité d'agir, il est très différent de produire des supercalculateurs ou de produire des pommes de terre. Sans rien enlever à la noblesse et à la nécessité vitale de l'agriculture, celle-ci est d'ailleurs un exemple classique de rendements décroissants en tendance, avec une courbe temporelle « en cloche ». À technique égale, plus on étendra la surface des terres cultivables, plus on la travaillera, plus les rendements, après avoir crus, se mettront fatalement à baisser tendanciellement. Au début l'on privilégie les terres les plus fertiles, puis on défriche les moins fertiles, puis même pour les plus fertiles les sols, trop mobilisés, s'épuisent, etc. L'industrie en est le contre-exemple évident. C'est le plus grand réservoir connu de rendements croissants, et à vrai dire quasiment le seul. C'est ce qui a fait l'historique puissance, hors de proportion avec le reste des autres sociétés, des sociétés occidentales. Avec le même nombre d'heures travaillées par personne, elles furent soudainement, et du fait de leur industrialisation, capables de réaliser un nombre *infiniment* plus grand de biens et de services, donc d'actions humaines. Comparativement, aucune autre société *non industrialisée* ne pouvait plus résister à leur puissance.

Ce fait est indéniable, et pourtant, c'est comme si nous n'en avions tiré aucune conséquence rigoureuse. Les pays occidentaux, à la suite de l'Angleterre qui y avait pourtant perdu sa puissance dès la première moitié du XX^e siècle, se sont progressivement laissés gagnés par l'idéologie du libre-échange. Ils ont été pris dans la mondialisation néolibérale qui, si elle a été la stratégie gagnante de leurs classes dominantes à court terme, s'avère être une stratégie perdante sur

²⁷ Surtout si l'on se place du point de vue d'une dynamique temporelle et non pas simplement statique (juste à un moment *t*), et du point de vue de la société en son entier et non d'un individu.

le moyen terme. Car les classes dominantes d'une société puissante (puissante donc par sa large capacité à réaliser toutes sortes d'actions concrètes avec en outre des rendements croissants), sont forcément puissantes à l'échelle du monde. Mais des classes dominantes d'une société peu puissante, sont tout aussi forcément inféodées, d'une manière ou une autre, aux classes dominantes des sociétés plus puissantes. C'est le cas par exemple des classes dominantes que les marxistes qualifiaient autrefois de *comprador*, en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, qui ne devaient leur situation que par leur acceptation du pillage généralisé de leurs matières premières par les pays occidentaux (ce qui est toujours presque intégralement le cas de l'Afrique). Si la situation n'est pas redressée rapidement, c'est ce qu'il adviendra aux classes dominantes occidentales. Elles n'ont certes jamais été aussi puissantes en interne, mais elles sont actuellement sans avenir au niveau international face à la puissance montante de la Chine et de la Russie (dans une moindre mesure).

Nos sociétés ne semblent pas comprendre ce qui *cause* ce déclin de puissance. La Chine, elle, a parfaitement compris ce qui avait fait la puissance des pays occidentaux, *quels que soient la nature de leur régime politique*. Ce qui avait fait l'étonnante puissance des États-Unis libéraux ou du III^e Reich nazi, c'était leur massive industrialisation, et rien d'autre. Si l'Allemagne actuelle reste puissante, c'est au prorata de ce qu'il lui reste d'industrie. Si les États-Unis restent très puissant²⁸ c'est grâce au maintien d'un gigantesque secteur militaro-industriel²⁹ et à la Silicon Valley³⁰. Si la puissance de la France est en train de s'écrouler, c'est principalement en raison de sa désindustrialisation massive et continue depuis au moins vingt ans. C'est la même chose pour l'Italie. Seule les régions encore industrialisées sont puissantes en Espagne, notamment la Catalogne. L'Italie du Sud, dont l'industrie ne s'est jamais développée, est pauvre et impuissante, à l'inverse de l'Italie du Nord³¹. La Corée du Sud, au début des années 1950, étaient aussi pauvre et impuissante que les pays africains les plus pauvres. Depuis son industrialisation, elle est devenue malgré sa taille un pays puissant. Etc. Il n'y a pas de contre-exemple. Tout pays qui s'industrialise gagne en puissance, tout pays qui se désindustrialise perd en puissance. Pouvoir produire toute sorte de biens matériels avec, à l'unité, toujours moins de travail, de capital, de matières premières et d'énergie, décuple

²⁸ Même si leur déclin est manifeste et strictement parallèle à leur désindustrialisation.

²⁹ Jalousement protégé mais fragilisé par la non maîtrise américaine de la filière électronique du point de vue de la production et des terres rares, captées par l'Asie.

³⁰ Cependant vulnérable pour les mêmes raisons, car ne produisant plus ses propres processeurs, ni de terres rares, etc.

³¹ Le marché unique national italien s'est développé trop tôt lors de l'unité italienne, empêchant le développement industriel du Sud, qui au départ doit toujours être protégé des industries plus mûres.

rapidement les capacités d'action³². Il faut être aveuglé par l'idéologie pour ne pas en prendre conscience³³.

Les classes dominantes les plus stupides de la Terre

Si on veut bien comprendre la portée de ces vérités prosaïques mais parfaitement stratégiques, on comprend alors que nos classes dominantes sont aveugles : elles ont donné les rendements croissants, c'est-à-dire les clés de la puissance, à la Chine³⁴. Après avoir réorganisé et dominé le marché privé et la

³² Le concept objectif de *productivité* ne doit pas être confondu avec la productivité contrainte (la pression sur le travail, qui, outre sa *détestabilité*, ne produit au mieux que de faibles gains de productivité, quand elle n'est pas contre-productive à terme), et encore moins avec le *productivisme*, idéologie et pratique tendant à produire pour produire (afin d'équilibrer un solde du commerce extérieur par exemple pour un pays ou à l'échelle d'une entreprise afin de vendre n'importe quoi quitte à produire artificiellement une demande jusque-là inexistante). Il ne faut pas confondre bien sûr efficacité de production et société de consommation ou mercantilisme, ce qui n'a tout simplement rien à voir. On ne combattra pas le productivisme, ou la société de consommation, en faisant chuter la productivité, au contraire... Il s'agit de reprendre le *contrôle* démocratique des choix collectifs de production, et non pas de précariser encore plus les populations en les privant absurdement des biens de première nécessité. La *décroissance*, avec son objectif platement quantitatif, passe à côté, du moins avec son choix de vocabulaire, de la question qualitative, celle des choix de production, donc de la question stratégique...

³³ Pour toutes les personnes qui voudraient approfondir ce sujet essentiel, il faut lire l'ouvrage indispensable mais plutôt mal écrit et encore plus mal traduit d'Erik S. Reinert : *Comment les pays riches sont devenus riches, pourquoi les pays pauvres restent pauvres*, Paris, Éditions du Rocher, 2012 [2007]. Très rares sont les historiens de l'économie qui ont la clairvoyance et l'indépendance d'esprit de Reinert.

³⁴ Il faut d'ailleurs immédiatement souligner qu'il ne s'agit pas ici de vases communicants en quelque sorte inévitables. La puissance des uns n'est pas *forcément* captée par les autres. Pour les pays de plusieurs dizaines de millions d'habitants, et *a fortiori* de plusieurs centaines de millions d'habitants, cette puissance est avant tout auto-centrée, et rien n'oblige à projeter cette puissance à l'extérieur, ou à la capter de l'extérieur. Encore une fois c'est une simple capacité de faire dont il est question. Seule la question stratégique, mais limitée des matières premières et des ressources énergétiques vient limiter la capacité de développement interne d'une puissance industrielle, à partir du moment où son marché intérieur suffit pour permettre de viabiliser une offre nationale (on ne parle pas ici d'autarcie bien sûr, objectif aussi absurde qu'inatteignable à l'échelle d'une société moderne, mais simplement de produire une bonne partie de ce que l'on consomme). Comme pour les institutions politiques, ce qui est important n'est pas d'être le plus puissant, mais tout simplement de pouvoir agir de son propre chef, d'être relativement autonome, non inféodé à d'autres sociétés, et de pouvoir permettre à une population d'être, à tout le moins, en dehors des problèmes de survie, de bénéficier universellement (en son sein, c'est-à-dire sans exclusive) d'une sécurité matérielle substantielle. En régime de libre-échange par contre, c'est effectivement une logique de vase communicants qui se met en place, car on ne peut pas dans ce système, par définition, protéger les industries moins compétitives des plus compétitives (soit par le coût de production, soit par la qualité, soit les deux). C'est ce que les Anglo-saxons appellent un jeu où, tendanciellement, « *the winner takes all* » (le gagnant rafle tout), un jeu à somme nulle donc, où ceux qui gagnent prennent leur gain de ceux qui perdent,

majeure partie des activités publiques à leur avantage (exceptions faites des activités régaliennes et de la santé publique), et faute de rendements croissants possibles en Occident puisque désormais désindustrialisé (sauf exception), les classes dominantes doivent donc trouver d'autres moyens de maximiser leurs taux de profits. Dans ce cadre largement désindustrialisé de par leur faute, l'une des options consiste pour elles à continuer à faire ce qu'elles savent faire : exploiter sans investir³⁵. Et de ce point-de-vue, les derniers moyens de profits faciles sont, d'une part, de finir de dépouiller l'État social (notamment en privatisant la santé publique), et d'autre part, de vendre à leur profit le patrimoine national (immobilier, aéroports, gares, routes, littoraux, forêts, etc.) aux classes dominantes des pays puissants (ou aux pays puissants eux-mêmes). Cependant, cela risque d'être bien plus difficile que tout ce qu'elles ont fait depuis trente ans. La résistance des populations a en effet toujours été plus importante concernant ces sujets.

C'est pourtant la voie qu'elles vont le plus probablement suivre car, en réalité, elles n'ont plus guère le choix. La grande bifurcation de la mondialisation néolibérale date des années 80, 90 et 2000, périodes pendant lesquelles s'est réalisée la réorganisation de la production industrielle à l'échelle du monde, réorganisation qui a finalement conduit à donner *les clés de la puissance* à la Chine (pour faire court). Et s'il est facile et rapide de démanteler des filières industrielles, il est beaucoup plus laborieux et *long* de les reconstituer. Et l'avance chinoise est désormais considérable. Quoi que les classes dominantes occidentales fassent désormais, elles dominent donc des sociétés qui vont être de moins en moins puissantes. Nous allons vers un succès historique des classes dominantes chinoises (et autres) et l'échec historique des classes dominantes occidentales, qui, par réaction, sentant confusément que la situation leur échappe, deviennent hystériques et violentes, voire nihilistes. Elles imitent donc, stupidement à l'échelle historique, mais rationnellement de leur point de vue limité, le régime politique chinois (celui de la contrainte sociale ubiquitaire), croyant ainsi renforcer leur pouvoir et leur richesse, au lieu d'imiter la clé du succès chinois qui réside dans son extraordinaire volontarisme industriel. Elles perdront sur tous les plans !

3 – Que faire ?

Face à nos classes dominantes, dans cette situation radicalisée, nous ne sommes plus dans un rapport de force politique classique, avec une *composition* possible entre les parties. Nous sommes désormais dans une situation potentielle de *guerre civile*, avec d'un côté les classes dominantes (et la partie de

contrairement à certaines sortes de « protectionnisme » qui permettent seuls des *développements conjoints*, et même parfois coopératifs. Mais ceci est une autre question.

³⁵ À part dans les armes, les GAFAM et les biotechnologies.

la population qu'elles parviennent à mettre de leur côté), et de l'autre la très grande majorité des classes dominées. Guerre civile potentielle car les deux parties ont maintenant tout à perdre et ne peuvent plus trouver un terrain d'entente. Il nous faut impérativement sortir au plus vite de la logique qui implique d'un point de vue structurel une perte collective de notre capacité d'agir concrètement depuis notre désindustrialisation, et une montée inéluctable d'un régime de plus en plus autoritaire, devenu indispensable pour nos classes dominantes. Il faut nous débarrasser de nos classes dominantes devenues plus ou moins consciemment suicidaires et nihilistes. Les véritables classes dangereuses, ce sont elles. Si nous ne les destituons pas en démantelant les institutions qui seules font leur force actuelle (cf. les trois piliers du néolibéralisme et leurs institutions supranationales), elles nous entraîneront dans leur chute, qui les conduit à mettre en place une société autoritaire, elle-même dominée par la Chine.

Des raisons d'espérer malgré tout, sont là. La France reste un pays composite et instable, difficile à contrôler longtemps, attaché à l'autonomie relative de l'État et aux services publics qui rééquilibrent partiellement mais stratégiquement nos fortes disparités nationales. La rentrée dans une phase aiguë de l'autoritarisme néolibéral, par son effet d'accélération brusque depuis le chaos sanitaire orchestré par les pays occidentaux, produit des effets massifs de prise de conscience, aux conséquences potentiellement dévastatrices pour les classes dirigeantes et dominantes actuelles. Les Gilets jaunes pourraient bien n'avoir été qu'un tour de chauffe face à ce qui s'en vient. Nous ne sommes probablement qu'au début d'un processus de Reconquista populaire spontané, chaotique mais massif.

D'autre part, des fissures pourraient apparaître au sein des classes dominantes, car une partie est en train de comprendre quel est l'horizon dramatique de la logique actuelle, y compris pour elles. Aux États-Unis par exemple, la société Intell se remet à vouloir produire des processeurs sur le territoire américain, et Elon Musk, frustré de dépendre à ce point de la Chine, souhaite une inflexion majeure de la mondialisation (d'où son soutien à Donald Trump). En France, Lagardère est récemment parti en guerre contre Macron³⁶, après avoir fortement contribué à le mettre au pouvoir. Les médias qui lui appartiennent sont donc poussés stratégiquement à remettre en cause le récit officiel afin d'affaiblir la position présidentielle.

Enfin, une situation sociale est toujours trop complexe pour être longtemps monolithique, et le portrait que nous avons tracé à gros traits de la situation actuelle est infiniment trop réducteur. Des marges de manœuvre

³⁶ Pour des raisons vénales, comme d'habitude, Macron, piètre stratège, ayant terriblement compromis les positions portuaires de Lagardère en Afrique, source notable de la fortune de ce dernier.

existent qui peuvent permettre d'organiser formellement l'indispensable révolte à venir si nous voulons échapper à notre *destin grec* (au sens antique comme contemporain).

Table des matières

Présentation (p.3)

L'instrumentalisation de la Covid-19 (p.5)

- 1 – Peut-on raisonnablement penser que la crise de la Covid-19 est le résultat d'une volonté délibérée des classes dominantes (autrement dit d'un complot) ? (p.5)
- 2 – Il n'y a pas de complot mais il y a bel et bien l'exploitation systématique d'un effet d'aubaine (p.7)
 - 2.1 – Pourquoi peut-on affirmer que le premier confinement n'était fondé sur aucun argument scientifique et qu'il a été un échec ? (p.8)
 - 2.2 – Comment expliquer le choix du gouvernement de poursuivre les mesures de confinement total ou partiel malgré l'échec du premier confinement généralisé ? (p.10)
- 3 – De quelles manières la crise sanitaire profite-t-elle aux classes dominantes (ou à une partie d'entre-elles) ? (p.16)
 - 3.1 – Quels sont les gagnants les plus immédiats du confinement ? (p.17)
 - 3.2 – Quels sont les gagnants à plus long terme ? (p.19)
- 4 – Les classes dominantes peuvent-elles provoquer volontairement une crise économique sans craindre qu'elle devienne une crise financière désastreuse pour elles ? (p.21)
- 5 – Le contexte d'une classe dirigeante désormais très éloignée de l'intérêt général rend plausible l'hypothèse d'une tentative d'instrumentalisation de la crise (p.28)

Les reculs démocratiques en période COVID sont l'accélération d'un processus déjà-là (p.31)

- L'État d'exception a été décrété dans un cadre institutionnel qui n'est plus démocratique depuis longtemps (p.32)
- Le néolibéralisme est incompatible avec la démocratie (p.33)
- La dépolitisation des sociétés occidentales (p.35)
- Face à l'opposition croissante de la population à ces politiques, le pouvoir néolibéral suit sa pente anti-démocratique (p.36)

La crise « sanitaire » n'a pas eu lieu (p.39)

- Le concept de « catastrophe sanitaire » n'a jamais été défini (p.39)
- Surmortalité : il faut comparer ce qui est comparable (p.39)
- Mortalité saisonnière et « Papy-boom » (p.40)
- Etude par classes d'âge (p.42)
- Un refus de soin sciemment organisé (p.43)
- Une parole publique démonétisée (p.47)
- Les conséquences politiques de ce discrédit (p.48)
- Une politique de santé publique qui ne repose plus que sur les comportements individuels (p.49)
- L'affaiblissement du système hospitalier s'appuie lui aussi sur un récit culpabilisant et individualisant (p.51)
- Conclusion (p.52)

La défaite en chantant (p.54)

- 1 – Le début d'un « épisode totalitaire » (p.54)
 - Logique structurelle de la pente autoritaire du néolibéralisme (p.54)
 - L'inévitable accélération de l'autoritarisme néolibéral (p.59)

Le « moment Covid » de l'autoritarisme néolibéral (p.63)

Le prochain prétexte de l'autoritarisme néolibéral (p.65)

La société de surveillance et de contrainte est-elle notre destin grec ? (p.66)

2 – La situation internationale des classes dominantes occidentales est compromise par la désindustrialisation qu'elles ont elles-mêmes provoquées (p.68)

Les facteurs matériels de la puissance d'une société (p.68)

Les classes dominantes les plus stupides de la Terre (p.71)

3 – Que faire ? (p.72)